

UNIVERSITE DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

ÉTAT
DU
NOTARIAT FRANÇAIS
AU XVIII^e SIÈCLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 12 Février 1912, à 4 heures 1/2

PAR

JEAN HOUDARD

Président : M. CHÉNON, professeur
Suffragants { MM. LEFEBVRE, professeur
{ JOBBÉ-DUVAL, professeur

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1912

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs**

ÉTAT
DU
NOTARIAT FRANÇAIS
AU XVIII^e SIÈCLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera soutenu le Lundi 12 Février 1912, à 4 heures 1/2

PAR

JEAN HOUDARD

Président : M. CHÉNON, *professeur*
Suffragants { MM. LEFEBVRE, *professeur*
 JOBÉ-DUVAL, *professeur*



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1912

INTRODUCTION

Notre intention en entreprenant cet ouvrage était de donner une idée aussi précise que possible de l'état du notariat dans toute la France au xviii^e siècle, c'est-à-dire avant le bouleversement apporté dans les institutions par la Révolution.

Mais à mesure que nous réunissions nos documents, nous nous sommes aperçu que cette tâche était au-dessus de nos forces.

En effet, on sait que sous l'ancien régime il existait des dissemblances profondes de mœurs et de coutumes entre les différentes provinces ; les rois de France édictaient bien des ordonnances générales réglementant le notariat, nous voulons dire des ordonnances s'appliquant à tout le royaume ; mais la plupart du temps, lorsque ces ordonnances se heurtaient à des habitudes bien établies, elles n'étaient pas appliquées, ou, si elles l'étaient, c'était après avoir été enregistrées par les Parlements, qui généralement n'accordaient cet enregistrement que sous certaines réserves et moyennant certaines modifications.

Dans ces conditions le notariat, comme la plupart pour ne pas dire la totalité des institutions, surtout au commencement du xviii^e siècle, différerait à bien des points de vue d'une province à une autre ; et pour donner des précisions sur l'état du notariat dans tout le royaume à cette époque, il faudrait aller étudier cette institution sur place dans les archives et les minutiers régionaux et consacrer un ouvrage entier pour chaque province à l'étude de cette institution (1).

Nous avons donc pris le parti, pour limiter notre tâche, de donner une idée générale du fonctionnement de l'institution qui nous occupe dans tout le royaume ; et de choisir une région, ou plutôt une ville, pour y étudier cette institution un peu plus en détail.

Notre choix s'est alors porté sur Paris, et nous nous sommes décidé à étudier plus particulièrement les notaires au Châtelet de Paris, pour plusieurs raisons dont les deux principales sont : la première, que le notariat du

(1) C'est du reste ce que certains auteurs ont fait, notamment : BARABÉ, *Recherches historiques sur le tabellionage royal, principalement en Normandie et sur les divers modes de contracter au Moyen Age*, Paris 1863 (Bibliothèque Faculté de Droit et Bibliothèque Chambre des Notaires).

NOUËL DE KÉRANGUÉ, *Essais sur la Communauté des Notaires royaux et apostoliques de Rennes au XVIII^e siècle*, Thèse de Rennes, 1904.

LOUYOT, *Recherches historiques sur le notariat en Lorraine et Barrois*, Thèse Nancy, 1906.

NOËL, *Recherches historiques sur le notariat dans le ci-devant duché de Lorraine, etc...* Nancy, 1831.

FABRY, *Le tabellionage dans le Verdunois* (Chambre des Notaires de Verdun).

Châtelet de Paris était le plus important à cette époque, non seulement parce que ses membres pouvaient instrumenter dans tout le royaume ; (privilège dont ils ne jouissaient pas seuls, ainsi que nous le verrons dans le cours de ce travail), mais surtout parce qu'il exerça une grande influence sur le notariat des provinces ; en effet, nous voyons souvent dans les lettres patentes ou autres actes royaux, accordant des privilèges ou des réunions d'offices aux notaires de telle ville ou de telle province, la mention qu'ils jouiront de ce privilège ou qu'ils exerceront la fonction ou l'office qui leur est réuni « à l'instar des notaires du Châtelet de Paris » (1).

La seconde raison qui nous a décidé est la raison purement pratique que le notariat parisien est celui sur lequel il nous est parvenu le plus de renseignements.

En effet, en raison de leur importance, les notaires au Châtelet de Paris sont presque toujours mentionnés spécialement dans les ordonnances ou édits royaux relatifs au notariat, soit pour les comprendre dans l'application de ces ordonnances, ou édits, soit au contraire pour les en exclure ; souvent même ils font l'objet d'actes royaux spéciaux.

D'autre part, la Compagnie des notaires au Châtelet de Paris comprenait parmi ses membres beaucoup d'esprits très distingués et quelques-uns d'entre eux au

(1) Par exemple, édit du 2 mai 1598, unissant aux offices des notaires de Provence, les offices de garde-note.

xviii^e siècle (1) nous ont laissé sur le notariat parisien de cette époque des travaux très intéressants et dans lesquels nous avons puisé beaucoup de renseignements pour cette étude.

Nous venons de voir comment nous avons été amené à limiter notre sujet et quelles limites nous lui avons données, mais avant d'aborder cette étude des notaires au xviii^e siècle il nous a paru nécessaire de montrer comment le notariat était arrivé à l'état où nous allons le trouver, quels progrès il avait déjà accomplis à cette époque ; et d'énumérer aussi succinctement que possible les différentes sortes de notaires.

Nous commencerons donc par consacrer un chapitre à l'historique du notariat, dans un second nous énumérons les différentes sortes de notaires, pour ne nous occuper principalement, dans la suite de notre ouvrage, que des « notaires royaux » les plus importants au xviii^e siècle.

Ensuite nous étudierons dans des chapitres distincts les fonctions des notaires, leur ressort, etc...

(1) Notamment M^e LANGLOIX (Simon-François), *Traité des droits, privilèges et fonctions des conseillers du roy, notaires, gardes-notes, gardes-scels au Châtelet de Paris*, etc... Manuscrit, bibliothèque Chambre des notaires.

M^e DELARUE, *Extrait des délibérations et arrêtés de l'ancienne compagnie des notaires de Paris*.

Recueil de discours prononcés et d'avis donnés dans les assemblées des notaires du Châtelet de Paris.

Recueil de notes sur les droits et fonctions des notaires, par ordre alphabétique. Manuscrits, bibliothèque de la Chambre des Notaires.

ÉTAT DU NOTARIAT FRANÇAIS AU XVIII^e SIÈCLE

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE DU NOTARIAT

Pour le notariat comme pour toutes les institutions sous l'ancien régime, il faut distinguer, tant en ce qui concerne son développement, qu'en ce qui concerne son régime définitif, deux régions, les pays de droit écrit et les pays de droit coutumier.

1^o Dans les pays de droit écrit.

Dans les pays de droit écrit, à la différence de ceux de droit coutumier, nous ne voyons pas le notariat naître et se former peu à peu ; il arriva d'Italie tout formé, et voici brièvement comment en Italie il avait pris naissance.

Par héritage du droit romain, la force exécutoire n'était attachée tout d'abord en Italie qu'aux jugements ; l'idée vint donc (et nous verrons semblable idée tout à l'heure en France dans les pays de droit coutumier) de se servir de l'aveu en justice et de faire comparaître les parties devant un magistrat qui recevait d'avance l'aveu du débiteur.

Tout d'abord, le magistrat n'intervient qu'en qualité de témoin, et l'acte est rédigé par un notaire que les parties ont requis de recevoir leurs conventions ; puis l'importance du magistrat s'accroît, l'acte est rédigé en son nom et c'est sur son ordre et non plus sur la réquisition des parties que le notaire rédige les conventions, mais dans le premier état comme dans le second, c'est le fait de la présence du magistrat qui donne la force exécutoire à l'acte et non pas le fait que l'acte a été rédigé par un notaire.

Mais bientôt les affaires devenant sans doute plus nombreuses il fut impossible à un magistrat de cumuler la juridiction contentieuse et la juridiction volontaire.

Deux moyens furent employés pour opérer la séparation devenue nécessaire entre ces deux juridictions : dans l'Italie méridionale on créa des juges n'exerçant que les fonctions de la juridiction volontaire ; dans l'Italie septentrionale on érigea des notaires en magistrats.

D'après M. de Boüard (1), auquel nous empruntons

(1) A. DE BOÜARD, *Etude de diplomatique sur les actes des notaires au Châtelet de Paris* (Paris, 1910).

tous ces renseignements historiques, ce fut entre le ^{viii}^e et le ^{xi}^e siècle que s'opéra cette transformation ; et au ^{xi}^e siècle la plupart des notaires se donnent le titre de juge, ils sont de véritables magistrats et c'est avec ce caractère que de l'Italie septentrionale ils vont se répandre dans le midi de la France.

Et, en effet, déjà au ^{xiii}^e siècle la plupart des actes dans les pays de droit écrit français sont passés par des notaires publics, magistrats indépendants, délégués directs du pouvoir public ; ils ne dépendent pas des cours de justice ni des juges dans le ressort desquels ils exercent leurs fonctions, leurs actes ne sont pas rédigés au nom de tel magistrat dont l'autorité donnerait à l'acte sa force exécutoire, ils ne sont pas non plus munis du sceau de telle juridiction ; mais passés par les notaires publics en leur propre nom, ils acquièrent l'authenticité, c'est-à-dire la force probante et la force exécutoire, par la seule apposition du seing manuel du notaire public qui les a reçus.

Lorsque les provinces méridionales furent réunies au royaume, les rois de France ne touchèrent pas à cette institution des notaires publics, ils leur enlevèrent pourtant le monopole de la passation des actes en créant à côté d'eux des notaires royaux.

Mais ces créations entraînèrent des désordres qui, ainsi que les abus qu'avaient commis les notaires publics par suite sans doute de leur trop grande indépendance, nécessitèrent une réglementation.

Cette réglementation fut apportée par l'ordonnance de Philippe Le Bel de juillet 1304 qui, de l'avis de M. Bouard (1), avis que nous partageons, et contrairement à ce qu'affirment la plupart des auteurs, n'est pas une ordonnance réglementant le notariat dans tout le royaume mais seulement dans les pays de droit écrit.

Dans cette ordonnance Philippe Le Bel ne fait qu'adopter et préciser les principes qui régissaient jusqu'alors dans le Midi les notaires publics, qui désormais s'appelèrent tous notaires royaux.

Et ce régime ne variera plus beaucoup jusqu'à la fin de la royauté ; quelques rois essayeront bien d'étendre aux pays de droit écrit le régime des pays de coutume ; notamment François 1^{er}, qui avait principalement en vue le midi de la France dans son édit de novembre 1542 où il voulait généraliser l'institution du tabellionage et le régime du sceau tels qu'ils fonctionnaient dans le nord ; mais toutes les tentatives échouèrent à peu près complètement.

2^o Dans les pays de coutume.

A. Dans les provinces. — Quoiqu'on ait voulu faire remonter l'apparition des notaires à l'époque de Charlemagne qui, dans un Capitulaire de l'an 803, ordonnait à ses *missi dominici* de créer dans ses provinces des *judices chartularii* dans lesquels certains auteurs voient les

(1) DE BOUARD, *op. cit.*, p. 10.

ancêtres de nos notaires, ce n'est qu'au ^{xiii}^e siècle qu'on voit apparaître des personnes ayant ce titre, mais qui diffèrent grandement, ainsi que nous le verrons plus loin, des notaires que nous avons vus à la même époque dans les pays de droit écrit.

Ne se passait-il donc aucun acte authentique avant cette époque ? Ce serait une erreur de le croire ; les actes auxquels on voulait donner le caractère solennel, étaient alors passés soit devant le seigneur, soit devant un prélat, soit enfin devant un magistrat royal, seigneurial, ecclésiastique ou municipal, et c'est cette dernière manière, la passation des actes devant les magistrats qui n'est autre que l'aveu en justice, que nous avons vu pratiquer au début du notariat en Italie, qui chez nous aussi donne naissance à cette institution.

Au début les greffiers de ces magistrats étaient les mêmes qui transcrivaient les sentences et les conventions passées ainsi par les particuliers devant le juge, mais les affaires devenant plus actives la charge devint trop lourde pour une même personne, on dédoubla les fonctions ; un greffier fut chargé plus spécialement d'écrire les sentences et un autre de transcrire les conventions des particuliers ; ce sont ces derniers qui devinrent plus tard les notaires.

Et ici nous faisons remarquer la différence entre les pays de coutume et ceux de droit écrit, différence dont on retrouvera les traces jusqu'à la fin de l'ancien régime. En Italie nous avons vu que lorsque le cumul de la

juridiction volontaire et de la juridiction contentieuse était devenu trop absorbant pour le même magistrat, on avait dédoublé la fonction et créé deux magistrats, dont l'un, chargé de la juridiction volontaire seulement, pénétra dans le midi de la France, où il fut le notaire public dont nous avons parlé ci-dessus.

Dans le nord de la France, ce n'est pas le magistrat que l'on dédouble, mais son greffier ; et c'est le greffier chargé de la rédaction des actes de la juridiction volontaire qui devient le notaire ; de telle sorte qu'au lieu d'avoir un notaire, véritable magistrat comme dans le Midi qui donne l'authenticité par le seul fait de l'apposition de son seing, nous avons un notaire, au début du moins, véritable commis, greffier du juge, et c'est le juge seul qui confère l'authenticité à l'acte, qui est rédigé en son nom, et sur lequel il appose son sceau.

Cette dépendance à l'égard du juge ira, bien entendu, en diminuant, mais il en restera toujours des traces.

C'est dans ces conditions donc qu'au ^{xiii}^e siècle apparaissent les notaires, et non seulement dans le royaume, mais encore en dehors du royaume, dans les provinces qui seront plus tard réunies à la France.

Par exemple dans le duché de Bretagne, où, dès le milieu du ^{xiii}^e siècle, les ducs (alors comtes) avaient établi dans les cours de justice de leur domaine des « passeurs d'actes » et des sceaux spéciaux pour être apposés sur les contrats reçus par ces passeurs d'actes (1).

(1) NOUEL DE KÉRANGUÉ, *op. cit.*

Dans le duché de Lorraine où, si nous en croyons une ordonnance de Mathieu II du 26 mai 1232 (sur l'authenticité de laquelle des doutes ont été émis) furent créés sous le nom de Tabellions, 4 notaires à Nancy et 2 dans chacune des prévôtés du duché de Lorraine (1).

Dans le royaume ce sont les seigneurs et le clergé qui semblent avoir les premiers institué des notaires.

Les seigneurs en créent auprès de leur juridiction ainsi que nous l'avons déjà dit, leur rôle est celui de simples greffiers, ils écrivent les conventions que les particuliers veulent passer devant le juge.

Mais les notaires qui se rencontrent le plus couramment dans la première moitié du ^{xiii}^e siècle et auxquels on a le plus souvent recours, ce sont les notaires d'officialité, c'est-à-dire établis auprès de l'official juge ecclésiastique ; et la raison pour laquelle la plupart des actes sont passés par eux, c'est qu'ils sont plus près des particuliers que les autres notaires.

En effet, ils ne sont pas obligés de rester au siège de l'official, c'est-à-dire auprès du juge pour passer les actes en son nom ; l'official leur donne une délégation, dont on retrouve la formule dans certains actes de cette époque, et même si la formule n'est pas dans ces actes

(1) LOUYOT, *op. cit.*

C'est aussi au ^{xiii}^e siècle qu'apparaît à Metz l'institution des « amanuenses » ou « amans » qui se rapproche beaucoup du notariat, mais ces amans n'ont pas le caractère de greffier du juge que nous avons signalé.

il ne faudrait pas croire que ceux-ci ont été passés en présence du juge ; un usage permettait, en effet, à ces notaires de déclarer que les parties avaient comparu devant l'official quand elles n'avaient comparu que devant eux ; dans ces conditions, ces notaires pouvaient se disséminer et s'établir auprès des particuliers qui avaient besoin de leur ministère.

Pendant toute la première moitié du ^{xiii}^e siècle, on ne trouve pas de traces de notaires royaux ; les actes de la juridiction volontaire étaient passés devant les juges royaux, enregistrés par des clercs (plus tard appelés greffiers) qui enregistraient aussi les sentences, puis scellés du sceau de la juridiction.

Ces actes sont passés, le plus souvent, soit devant le bailli, soit devant le prévôt, et on les appelle « lettres de bailli » ou « lettres de Prévôt ».

Mais ce système était incommode, pour passer un acte dans ces conditions, il fallait venir au siège de la juridiction ; aussi les particuliers avaient-ils plutôt recours aux notaires d'officialités dont nous avons parlé ci-dessus qui étaient répandus dans les campagnes.

Les notaires royaux apparurent dans la seconde moitié du ^{xiii}^e siècle et, d'après M. de Boüard, les premiers actes royaux qui nous en parlent ne sont que de la fin du ^{xiii}^e siècle.

Philippe Le Bel arrive qui, par lettres patentes de 1301, crée 60 notaires au Châtelet de Paris, et par lettres patentes de 1302 établit dans tout son royaume des notaires

à l'instar de ceux de Paris ; il défend aux juges de se servir désormais de leurs clercs et greffiers pour notaires et d'instituer eux-mêmes des notaires, réservant ce droit à lui et à ses successeurs ; de plus, la charge que ces notaires remplissent est érigée en office, c'est-à-dire en fonction publique, c'est ce qui résulte de l'article 29 de ces lettres patentes de 1302, dans lequel Philippe le Bel considère ces notaires comme étant « dans ses offices constitués ».

Mais leur organisation ne constitue pas un grand progrès sur le régime antérieur de l'aveu devant le juge ; encore très dépendants du juge, l'apposition du sceau de la juridiction est une condition indispensable de l'authenticité et de la force exécutoire des actes qu'ils passent, aussi sont-ils tenus de résider auprès du tribunal, et les parties pour les trouver sont obligées comme auparavant de venir au siège de la juridiction.

Dans ces conditions, ils ne pouvaient lutter contre les notaires d'officialité. La royauté d'alors pour vaincre cette concurrence, tout en conciliant la nécessité de l'apposition du sceau avec celle d'être à proximité des particuliers, créa auprès de chaque juridiction royale un tabellionage.

A quelle date apparut le tabellionage ? on ne pourrait le dire exactement ; il ne fut pas créé par une ordonnance royale établissant cette institution dans tout le royaume ; il dut apparaître peu à peu engendré par la nécessité.

Qu'était ce tabellionage ? « C'était un bureau public d'écritures » établi au siège de la juridiction royale, dans lequel le tabellion passait les actes des particuliers qu'il mettait ensuite en forme exécutoire et faisait sceller du sceau de la juridiction.

Jusqu'à présent nous ne voyons aucune différence avec le régime antérieur et ce tabellion n'est que le successeur du notaire que nous avons vu jusqu'ici auprès des juridictions royales.

Mais la différence qui les sépare, c'est que le tabellion délègue dans toute l'étendue du ressort de la juridiction auprès de laquelle il exerce, des commis appelés « clercs substituts » notamment par l'édit d'Angoulême, qui ne dépendent que de lui et qui, sous sa responsabilité, reçoivent les actes en minutes.

Et là se borne le rôle de ces commis ; la minute reçue, ils la remettent au tabellion qui a seul le droit de la mettre en forme exécutoire et qui, établi au siège de la juridiction, peut seul faire apposer le sceau de cette juridiction.

Ce régime du tabellionage ne fut pas général dans le royaume ; engendré par la nécessité, on ne le rencontre pas dans les pays où il n'était pas nécessaire, et notamment dans le Midi où (ainsi que nous l'avons déjà vu) l'authenticité étant donnée aux actes par le notaire lui-même et non par le juge, il n'était pas besoin d'intermédiaire entre les notaires éloignés du siège de la juridiction et cette juridiction dont ils étaient tout à fait indépendants.

Il n'était pas non plus nécessaire à Paris où tous les notaires se trouvaient au siège même de la juridiction.

Jusqu'à François I^{er}, il y eut peu de changements dans l'institution du tabellionage tel que nous venons de la définir ; si ce n'est que les tabellions devinrent moins dépendants des juges. Signalons aussi que le nombre des tabellions dut se multiplier au-delà du nécessaire, car une ordonnance de Charles VII, de juillet 1443, décida qu'il n'y aurait plus désormais qu'une charge de tabellion par ressort de justice royale.

Nous arrivons alors à l'édit d'Angoulême de novembre 1542, dans lequel François I^{er}, « considérant l'avantage de n'avoir qu'une même loi pour tout le royaume », voulant étendre l'institution du tabellionage même aux pays de droit écrit (1), ordonnait de créer partout où il n'y en avait pas encore, des offices de tabellions, « même en Dauphiné et en Provence ».

Mais cette généralisation, quoique très importante, n'est pas la disposition la plus intéressante de cet édit qui consacre, ainsi que nous allons le voir, une nouvelle évolution dans l'institution du notariat.

De même que nous avons vu, au commencement de cet historique, les commis des juges, chargés de transcrire les conventions des particuliers, se détacher peu à peu de ces magistrats et devenir les notaires ensuite appelés les tabellions, dont la charge fut érigée en office ;

(1) Pour Paris voir plus loin.

de même les « clercs substitués » délégués par les tabellions dans l'étendue de leur ressort pour recevoir les minutes des actes passés par les particuliers, se détachent des tabellions, s'élèvent au même rang qu'eux et deviennent eux aussi des officiers n'ayant plus que quelques liens de dépendance avec leurs commettants primitifs.

Cette transformation ne s'opéra pas tout à coup et l'ignorance des clercs substitués des tabellions, qui entraînait beaucoup d'inconvénients, avait nécessité, dès avant l'édit d'Angoulême, leur remplacement.

Mais l'importance de cet édit n'en est pas diminuée pour cela, c'est le premier acte royal qui consacre cette transformation, par lui François I^{er} ordonne qu'il soit créé des offices de notaires partout où il y avait des clercs substitués des tabellions; il défend aux tabellions de députer des clercs de cette sorte aussitôt après que ces notaires auraient été nommés.

Aux termes de cet édit et des lettres de règlement données par François I^{er} le 11 décembre 1543, les tabellions jouissent de leur tabellionage comme auparavant, et les notaires, comme les clercs substitués des tabellions qu'ils remplacent, n'ont le droit que de recevoir la minute des contrats et actes qu'ils passent, les tabellions ayant seuls le droit de les grossier.

En outre, le cumul des deux fonctions de notaire et de tabellion est interdit, une disposition expresse défend aux notaires d'être tabellions ou commis de tabellions et réciproquement.

Ainsi que nous l'avons déjà expliqué, cet édit qui devait être appliqué dans tout le royaume, et notamment dans les pays de droit écrit, ne le fut jamais dans ces derniers ou, s'il le fut dans quelques endroits, ses prescriptions furent dénaturées, les notaires grossoyaient les actes et remplissaient les mêmes fonctions que les tabellions. Etant donné le caractère spécial du régime du notariat dans le Midi, que nous avons exposé ci-dessus, on comprend facilement cet insuccès de l'édit d'Angoulême, la distinction des notaires et des tabellions ne répondant pas du tout à ce régime qui ne comportait pas l'emploi du sceau.

Nous allons voir du reste que même dans les pays de coutume où pourtant elle se justifiait, cette distinction ne devait pas tarder à disparaître.

Mais auparavant il nous faut noter la création par Henri III, édit de mai 1575, d'un nouvel office pour assurer la garde des minutes des notaires et tabellions.

Jusqu'à l'édit d'Angoulême, dans la pratique les tabellions et eux seuls gardaient les minutes, registres et protocoles des actes reçus pareux ou leurs clercs substitués ; et ces derniers ne faisaient que rédiger la minute pour la leur envoyer ensuite ; à partir de l'édit d'Angoulême les notaires gardaient les minutes des actes par eux reçus, n'envoyant aux tabellions qu'un double ou copie de l'acte ; et, de leur côté, les tabellions gardaient les minutes des actes par eux reçus.

Dans certains cas les minutes, registres et protocoles

(dont la réunion est appelée la pratique) des notaires et tabellions étaient vendus par eux ou par leurs veuves ou héritiers à leurs successeurs ou à un autre tabellion ou notaire.

Mais dans beaucoup d'autres cas ils étaient gardés par le notaire qui cessait ses fonctions, ou par sa veuve ou ses héritiers ; il en résultait que la plupart du temps ces minutes, registres et protocoles étaient perdus ou, s'ils ne l'étaient pas, qu'il était difficile d'en trouver le détenteur.

L'ordonnance d'Orléans de 1560, avait essayé de porter remède à cette situation en ordonnant qu'après décès d'un notaire, ses minutes, registres et protocoles seraient, après inventaire, déposés au greffe de la juridiction du ressort où exerçait le notaire ; mais cette prescription de l'ordonnance d'Orléans ne fut jamais exécutée.

C'est alors qu'Henri III, par édit de mai 1575, crée en chaque baillage, sénéchaussée et siège royal du royaume, des offices de notaires gardes-notes auxquels, après décès d'un notaire, doivent être remis ses minutes et registres ; le garde-note en paraphe chaque feuillet, et c'est lui qui désormais peut seul délivrer des grosses et expéditions des actes dont il est ainsi mis en possession ; il en percevoit les honoraires, mais il doit en verser un tiers à la veuve et aux héritiers qui, par cette création, s'étaient trouvés dépouillés du droit de vendre la pratique du notaire décédé.

Cet édit d'Henri III s'appliquait même aux notaires du Châtelet de Paris ; mais une déclaration du 12 décembre 1577 supprima les gardes-notes établis à Paris et unit leurs offices à ceux des notaires du Châtelet de Paris.

Ces derniers se trouvaient donc cumuler les fonctions de notaires, de tabellions (il n'en avait été jamais créé à Paris ainsi qu'on le verra ci-après) et de gardes-notes.

Leur influence était grande à cette époque et amena l'extension de ce régime à tout le royaume.

C'est un édit d'Henri IV de mai 1597 qui marque cette nouvelle phase du développement du notariat ; et qui réunit les offices de tabellions, de notaires et de gardes-notes en un seul et même office.

Comme tous les changements dans le régime du notariat que nous avons examinés jusqu'ici ; celui-ci ne se fit pas brusquement. Avant l'édit de 1597 le cumul des fonctions de notaire et de tabellion existait déjà dans certaines provinces ; notamment dans le Bourbonnais, où une déclaration du 23 août 1545 avait supprimé les tabellions et permis aux notaires de cette province de grossoyer les actes et contrats ; mais, d'autre part, après cet édit le non-cumul de ces fonctions subsista encore dans certaines régions ; et notamment en Flandre, dans le Cambrésis, et en Artois où existait l'institution des « greffiers du gros » remontant à 1541, qui présentaient beaucoup de parenté avec nos tabellions (1).

(1) A. DOUARCHE, *Etude sur les anciennes minutes des notaires, leur conservation et leur communication* (Bibliothèque Nationale).

Telle est l'avant-dernière phase de l'évolution du notariat sous l'ancien régime, et tel était l'état du notariat au commencement du xviii^e siècle ; la dernière phase se produisit au xviii^e siècle, nous l'examinerons plus loin, c'est celle marquée par la réunion aux offices de notaires des offices de gardes-scels, et par conséquent l'octroi aux notaires du droit de sceller eux-mêmes leurs actes.

B. *A Paris.* — Nous avons examiné jusqu'ici l'histoire du notariat en général dans toute l'étendue du royaume ; voyons maintenant le plus brièvement possible l'évolution du notariat à Paris ; si elle fut à peu près semblable à celle que nous venons de décrire, elle fut un peu plus rapide et mérite que l'on s'y arrête plus particulièrement.

Au début et jusqu'au xiv^e siècle, les actes auxquels les particuliers veulent donner l'authenticité sont passés à Paris comme dans le reste du royaume sous forme d'aveux en justice ; dans l'espèce, ils sont passés devant le prévôt de Paris qui les fait rédiger par un clerc, sceller du sceau de sa juridiction, et les délivre ensuite aux parties ; ils portent alors le nom de « lettres de prévôt » ou « lettres du Châtelet ».

Mais quand il se fut agi de faire concurrence aux notaires d'officialité et par conséquent de recevoir la plupart des aveux en justice qui étaient jusqu'alors reçus par ces derniers notaires, le cumul des fonctions de la

juridiction contentieuse et de la juridiction volontaire devint une tâche écrasante.

Le prévôt de Paris commit alors un ou plusieurs de ses clercs pour recevoir ces aveux.

La tâche de ces clercs au début dut être celle de simples scribes, mais peu à peu leur personnalité se manifeste ; tout d'abord ils signent certains actes (M. de Bouïard (1) pense qu'ils signent les actes qu'ils passent en dehors de la présence du prévôt, en vertu d'une commission de celui-ci ; et que les actes non signés d'eux sont ceux rédigés sous les yeux même du juge). Ensuite, à la fin du ^{xiii}e siècle, ils sont nommément désignés dans certains actes où il est mentionné que telle personne a comparu devant X... et X..., clercs jurés commis par le prévôt du Châtelet de Paris.

De telle sorte qu'avant la création du notariat et son érection en titre d'office par Philippe Le Bel, ainsi que nous allons le voir ci-après, ces clercs du prévôt exerçaient déjà les fonctions de notaires.

Certains auteurs veulent faire remonter à saint Louis la création des notaires au Châtelet de Paris, mais ils ne s'appuient sur aucun document sérieux pour soutenir cette opinion, et Langloix, notaire syndic au Châtelet de Paris (2), qui nous paraît beaucoup plus digne de crédit, écrit que le plus ancien titre sur la création des

(1) DE BOUIARD, *op. cit.*, p. 43.

(2) LANGLOIX, *op. cit.*

notaires au Châtelet de Paris remonte seulement à l'an 1300.

En réalité, les lettres patentes qui constituent ce titre sont de mars 1301, elles font partie de la série de lettres-patentes données par Philippe Le Bel de 1300 à 1304 sur le notariat.

Dans ces lettres patentes de mars 1301, ce roi désigne par leur nom même soixante notaires au Châtelet de Paris, et il faut voir dans cette désignation le fait même de leur création; jusqu'alors, en effet, on ne trouve aucun acte reçu par notaire, alors que peu après apparaissent des actes où les parties comparaissent devant des personnages qui s'intitulent « clercs notaires jurés établis de par Notre Seigneur le roi au Châtelet de Paris ». Il faut voir plus encore dans ces lettres, il y faut voir la création de ces notaires en officiers, les soixante notaires sont en effet nommés par le roi lui-même, il s'en réserve désormais la nomination à lui et à ses successeurs, et dans des lettres patentes du 4 décembre 1302, il reproche au prévôt, non seulement d'avoir nommé des notaires en plus de ceux institués par le roi, mais encore d'en avoir nommé de sa propre autorité (1). Le fait de cet établissement et de cette nomination par le roi lui-même, fait du notariat une véritable fonction publique, un office.

(1) Il y a lieu pourtant de penser que pendant la première moitié du xiv^e siècle, ils furent nommés encore par le prévôt mais au nom du roi.

Mais la transformation des clercs du prévôt en notaires ne libéra pas ceux-ci de toute dépendance vis-à-vis de leur commettant primitif ; comme nous l'avons remarqué pour le notariat dans les provinces, cette dépendance à l'égard des juges diminuera avec le temps, mais ne disparaîtra jamais complètement sous l'ancien régime.

Tout d'abord, de même que les clercs du prévôt avant les lettres patentes de 1301 exerçaient déjà les fonctions de notaires, après leur érection en notaires, ils continuèrent à être clercs du prévôt ; ils cumulaient avec leurs fonctions celles de greffiers du prévôt (1), ils eurent même le monopole des écritures judiciaires jusqu'à la création de l'office de greffier au Châtelet de Paris par édit du 11 décembre 1538, mais ce monopole, dans la pratique dès le xiv^e siècle, ne devait plus être très respecté.

Ensuite, cette dépendance des notaires au Châtelet vis-à-vis du prévôt se manifeste aussi par la surveillance qu'il est chargé d'exercer sur eux, notamment aux termes de diverses dispositions législatives du commencement du xv^e siècle.

(1) Ce cumul des fonctions de greffier et de notaire se produisit aussi dans les provinces après l'apparition du notariat, des ordonnances postérieures à Philippe Le Bel attestent que les écritures judiciaires étaient faites par des notaires ; et ce cumul subsista en certains endroits beaucoup plus longtemps qu'à Paris, puisqu'on trouve au xviii^e siècle encore des actes passés devant des personnages s'intitulant « greffier et tabellion » de tel lieu.

Enfin, elle se manifeste surtout dans la rédaction de la grosse, c'est-à-dire du titre exécutoire de l'acte, qui conserve les traces du temps où seule une sentence du juge pouvait être un titre exécutoire et où, dans ces conditions, les contrats étaient faits sous forme d'aveux en justice.

La grosse est intitulée au nom du prévôt ; ensuite vient la formule, aux termes de laquelle il est dit que le prévôt a commis tel et tel clercs notaires jurés à l'effet d'entendre à sa place et lui rapporter fidèlement les conventions et aveux des parties. Cette formule de délégation disparaîtra, mais sera remplacée par la formule « à la relation », aux termes de laquelle il est exprimé à la fin de la grosse, que le prévôt a fait apposer le sceau de sa juridiction après que les notaires lui ont eu rapporté les déclarations des parties. Cette formule disparaîtra elle aussi, quand, en 1697, ainsi que nous le verrons plus loin, les notaires au Châtelet scelleront eux-mêmes leurs actes ; mais elle sera remplacée par une autre aux termes de laquelle, si le notaire appose lui-même le sceau maintenant, c'est sur l'ordre du juge qu'il le fait ; cette formule qui marque encore nettement la dépendance du notaire à l'égard du juge subsistera jusqu'à la fin de l'ancien régime.

Enfin, nous trouvons encore dans la rédaction de la grosse, une trace de l'origine des notaires et de leur dépendance vis-à-vis du juge dans la formule qui suit les promesses des parties et qui est la suivante : « pro-

mettans... es mains des dits notaires jurés, comme en la nostre (celle du prévôt) » de laquelle il résulte, en somme, que les promesses des parties n'étaient reçues par les notaires qu'au nom du prévôt.

Les grosses à Paris étaient faites par les notaires (et écrites de la main même du notaire rédacteur de l'acte jusqu'à l'ordonnance de Villers-Cotterets de 1539) signée d'eux, et portée par eux directement au garde scel.

C'étaient donc les notaires eux-mêmes qui, à Paris, grossoyaient leurs actes à la différence de ce qui se passait dans les provinces ; il n'y avait pas, il n'y eut jamais de tabellions à Paris.

Cela se comprend, le régime du sceau avait nécessité la création dans les provinces de tabellions résidant au siège même de la juridiction, et déléguant des substituts chargés de recevoir les actes dans les lieux éloignés de ce siège. A Paris, les notaires résident tous au siège de la juridiction, même au début ils reçoivent les actes dans le local où s'exerce cette juridiction, dans une salle commune du Châtelet (1) ; ils sont nombreux pour un très petit territoire, ils peuvent donc recevoir eux-mêmes les conventions des parties dans toute son étendue, et n'ont besoin de se substituer personne.

Jamais donc l'institution du tabellionage ne fonctionna à Paris ; dès le xiv^e siècle, le prévôt délégua les

(1) Il résulte des lettres patentes de Charles V, du 2 août 1357, qu'à cette époque ils exerçaient encore les fonctions dans l'intérieur du Châtelet.

notaires du Châtelet à l'effet de lui rapporter les conventions des particuliers et de « les ramener en forme publique » ; et lorsqu'en 1542, par l'édit d'Angoulême, François I^{er} voulut étendre le tabellionage à tout le royaume, il s'empressa, par une déclaration du 6 juillet 1543, interprétative de cet édit, d'en exempter les notaires au Châtelet de Paris. Cette exemption leur fut encore confirmée par lettres en forme de règlement sur les offices et fonctions des notaires et tabellions du 11 décembre 1543.

Les notaires de Paris cumulent donc les fonctions de notaire et de tabellion et, comme les autres tabellions du royaume, ils sont gardes-notes ; mais à la différence de ces tabellions, cette dernière qualité ne leur fut pas enlevée, si ce n'est pendant une période de deux années à peu près.

Les différents actes royaux qui s'occupent de la conservation des minutes pour l'enlever aux tabellions ne furent pas appliqués aux notaires du Châtelet de Paris, qui furent parfois même expressément dispensés de leurs dispositions ; nous citerons, par exemple, une déclaration de Charles IX exemptant les notaires au Châtelet de Paris de l'application des dispositions de l'ordonnance d'Orléans, qui ordonnait la déposition après décès des registres et protocoles des notaires au greffe de la juridiction du ressort après inventaire.

Seul, l'édit d'Henri III de 1575 vint interrompre pendant peu de temps, il est vrai, leurs fonctions de garde-

notes ; c'est aux termes de cet édit, ainsi que nous l'avons déjà dit, que furent créés en chaque baillage, sénéchaussée et siège royal du royaume, des offices de notaires gardes-notes auxquels devaient être remis les minutes et protocoles des notaires décédés. Les notaires au Châtelet de Paris ne furent pas exemptés de l'application de cet édit et, en fait, il y fut appliqué, mais peu de temps. Cette création avait d'autant plus d'inconvénients pour eux que ces gardes-notes avaient en plus le droit de recevoir tous actes concurremment avec eux. Les notaires au Châtelet de Paris présentèrent leurs doléances au roi, qui, suivant déclaration du 12 décembre 1577, supprima, moyennant finance, les offices de gardes-notes établis à Paris ; l'interruption n'avait duré que deux ans.

Les notaires au Châtelet de Paris se trouvent à partir de cette époque cumuler les fonctions de notaire, tabellion et garde-notes, ce n'est qu'en 1597 (les pays de droit écrit exceptés) et grâce à l'exemple de Paris que ce cumul fut établi dans le reste du royaume.

De même pour la dernière phase de l'évolution du notariat, suppression des gardes scels et apposition du sceau par le notaire lui-même, elle fut réalisée à Paris d'abord et étendue ensuite au reste du royaume ; c'est en effet un édit d'avril 1697 qui réunit les offices de gardes scels à ceux des notaires au Châtelet de Paris, tandis que l'édit qui opéra cette réunion dans tout le royaume est de novembre 1706. Nous reparlerons plus loin de cette dernière évolution.

Nous voyons donc en définitive que, comme nous le disions au début de ce paragraphe, si la marche du développement du notariat à Paris fut à peu près la même que dans le reste de la France (pays de droit écrit toujours exceptés) elle y fut en tout cas plus rapide ; et ce qu'il faut remarquer aussi, c'est que ces réformes qui firent progresser le notariat pour l'amener au point où nous allons le trouver au xviii^e siècle, furent appliquées tout d'abord aux notaires au Châtelet de Paris, et que c'est leur influence, grande à cette époque, qui en amena l'extension à tout le royaume.

CHAPITRE II

DES DIVERSES SORTES DE NOTAIRES AU XVIII^e SIÈCLE

Nous avons, au cours de notre historique, rencontré différentes catégories de notaires, qu'en subsiste-t-il au xviii^e siècle ?

A cette époque, on peut ranger les notaires d'après l'autorité de laquelle ils tirent leurs pouvoirs en deux grandes classes : les notaires royaux et les notaires seigneuriaux ; une troisième classe existait encore peu avant le xviii^e siècle, les notaires apostoliques ; mais Louis XIV, par édit de décembre 1691, ayant créé des offices de notaires royaux apostoliques pour en remplir les fonctions, et retiré aux évêques le droit de les nommer, nous devons les ranger maintenant parmi les notaires royaux.

Nous allons tout de suite examiner brièvement dans une première section les notaires seigneuriaux, et nous n'y reviendrons plus dans le cours de cette étude.

Dans une seconde section nous verrons les différents notaires royaux, nous ne ferons que mentionner les notaires royaux purs, dont nous nous occuperons dans tout

le reste de cet ouvrage ; nous énumérerons ensuite divers autres officiers, qualifiés ou non notaires, mais chargés de fonctions rentrant dans les fonctions notariales, et nous examinerons enfin les notaires royaux apostoliques.

SECTION I

Notaires seigneuriaux.

Nous avons vu dans le chapitre qui précède que ce furent les premiers notaires qui apparurent ; si l'on en croit Barabé (1), les seigneurs ecclésiastiques et laïques, évêques, abbés et comtes avaient des notaires ou scribes dont le ministère leur était imposé par l'art. III d'un capitulaire de Charlemagne de l'an 805.

Sans aller si loin, nous ne les avons vus apparaître qu'au ^{xiii}^e siècle, et lorsque Philippe Le Bel, dans ses lettres patentes du 23 mars 1302, défend à tous ses baillis, sénéchaux et autres officiers de justice d'instituer des notaires, il réserve les droits de ses prélats, barons, et de tous ses autres sujets qui *de antiqua consuetudine in terris suis possunt notarios facere*.

Ces droits leur sont encore réservés par une ordon-

(1) BARABÉ, *Le Tabellionage royal en Normandie*, op. cit.

nance de mai 1304 et par une autre de Philippe Le Long de juin 1319.

Les notaires seigneuriaux ne tardèrent pas à se multiplier ; ils faisaient une grande concurrence aux notaires royaux ; aussi la royauté, dans sa lutte contre les seigneurs chercha à ruiner leur développement.

Elle refusa aux actes reçus par les notaires seigneuriaux le bénéfice de la force exécutoire dans tout le royaume, qui était attaché aux actes passés devant les notaires royaux.

Elle limita, ainsi que nous le verrons plus loin, le ressort dans lequel ils pouvaient instrumenter, les personnes entre lesquelles, et les biens au sujet desquels ils pouvaient passer des actes.

Enfin, elle limita aussi leur nombre, Henri III en 1582 décidait qu'il ne pourrait excéder celui des notaires royaux. En Poitou, il était interdit aux vicomtes de créer plus de 12 notaires, aux barons plus de 8 et aux seigneurs hauts justiciers plus de 6 (1).

Mais malgré ces mesures leur nombre, loin de diminuer, s'accrut plutôt ; et pendant tout le XVIII^e siècle, ils seront encore très nombreux, ils ne disparaîtront qu'avec la Révolution.

Il ne faudrait pourtant pas croire que la royauté ait complètement échoué dans cette lutte, il ne faudrait pas juger de l'importance des notaires seigneuriaux au

(1) NOUËL DE KÉRANGUÉ, *op. cit.* (Notaires seigneuriaux).

xviii^e siècle à leur nombre ; une grande partie d'entre eux ne recevaient qu'un nombre insignifiant d'actes et les seigneurs ne continuaient à nommer des titulaires à ces fonctions que pour conserver un vestige de leur souveraineté.

Quels étaient donc les seigneurs qui avaient le droit d'instituer des notaires, qui avaient le droit de tabellionage (1) ?

Ce droit a toujours été considéré comme étant une dépendance du droit de justice, la réception des conventions des particuliers étant l'exercice de la juridiction volontaire ; il ne pouvait donc appartenir qu'aux seigneurs ayant la juridiction sur leurs terres, mais si, au début, il appartenait à tous les seigneurs remplissant cette condition, il n'en était plus de même dès le xvi^e siècle ; alors il n'appartenait plus à tous, et ceux qui l'avaient ne le possédaient pas tous avec la même étendue.

D'après Loyseau, le droit d'ériger des notaires « n'appartient qu'aux seigneurs châtelains et aux autres « plus grands seigneurs et non aux simples hauts justiciers, s'ils n'y sont fondés par titre exprès, possession « immémoriale ou coutume locale. Le roy ne peut mettre « des notaires chez les seigneurs châtelains, il le peut « chez les hauts justiciers, les premiers tiennent leur

(1) C'est à tort qu'on parle toujours des notaires seigneuriaux ; ces notaires, en effet, étaient généralement appelés, encore au xviii^e siècle, « tabellions », d'où le droit de les instituer s'appelait « droit de tabellionage ».

« droit de leur seigneurie même, les seconds l'ont pres-
« crit contre le roy ».

Ainsi donc, d'après Loyseau, les seigneurs châtelains et « autres plus grands seigneurs » (il faut entendre notamment par là les seigneurs titrés) tiraient leur droit de tabellionage « de leur seigneurie même ». La théorie de Loyseau (peu conforme à l'histoire), c'est qu'au début de la 3^e race, ayant rendu héréditaires les fiefs au profit de leurs titulaires d'alors, la royauté transmet au titulaire du fief une partie de la puissance publique dont elle était détentrice, et c'est en vertu de ce démembrement de la puissance publique que ces seigneurs et leurs héritiers exerçaient notamment le droit de tabellionage qui nous occupe. Ils exerçaient alors ce droit privativement à tous autres, le roi lui-même ne pouvant établir de notaires sur leurs terres.

Quant aux seigneurs hauts justiciers, leur titre en principe ne leur donne plus le droit de tabellionage; si certains l'exercent, ce ne peut être (toujours d'après Loyseau) qu'en vertu de délégations spéciales, ou de coutumes locales, ou bien encore en vertu d'une possession immémoriale (1), c'est-à-dire d'une sorte de prescription contre le roi. Mais alors ce droit, ils ne l'exercent plus privativement à tous autres comme les seigneurs précédents, mais en concurrence avec le roi qui peut nommer des notaires royaux sur leurs terres.

(1) C'est l'« antiqua consuetudine » dont parlent les lettres patentes de Philippe Le Bel du 23 mars 1302 rappelées ci-dessus.

Regnault (1), pour établir quels sont les seigneurs qui ont le droit de tabellionage et quelle est l'étendue de leur droit, distingue deux sortes de pays ; les pays de coutumes admettant le droit de prévention ; et les pays de coutumes muettes.

Dans les pays de coutumes admettant le droit de prévention, c'est-à-dire admettant la présomption du droit du roi de nommer seul aux offices, comme notamment les coutumes de Ponthieu, de Vermandois, d'Anjou et du Maine, dans ces pays, peuvent seuls faire tomber cette présomption, et instituer des notaires, les seigneurs ayant des titres leur donnant expressément le droit de tabellionage, et les seigneurs ne pouvant pas produire de semblables titres mais pouvant justifier de la possession de ce droit par ce fait qu'ils instituent des notaires et que leurs prédécesseurs en instituaient. Mais dans ces pays les seigneurs qui ont ainsi le droit de tabellionage n'ont pas un droit exclusif mais concurrent avec celui du roi. Dans les pays de coutumes muettes, certains arrêts appliquent le système des coutumes de droit de prévention, qui admet toujours le droit concurrent du roi, d'autres appliquent le système de Loyseau exposé ci-dessus.

Mais à la fin du XVIII^e siècle la jurisprudence paraît

(1) REGNAULT, *Continuation du Traité des droits, privilèges et fonctions des conseillers du roi, notaires, gardes-notes, etc...* par LANGLOIX, 1784, chap. VI, 5^e section (Bibliothèque de la Chambre des Notaires).

avoir adopté, d'une façon générale, le système du droit de prévention, et admettre partout le droit concurrent du roi de nommer des notaires dans les seigneuries.

De cette concurrence naquirent beaucoup de conflits entre notaires royaux et seigneuriaux, nous aurons l'occasion d'en examiner quelques-uns quand nous étudierons les notaires royaux.

Maintenant que nous avons déterminé quels seigneurs avaient, au xviii^e siècle, le droit d'instituer des notaires ; voyons comment ces notaires tenaient leurs charges ; étaient-ils institués pour un temps déterminé, à vie, ou bien leurs charges étaient-elles héréditaires ?

Bien souvent les notaires seigneuriaux tenaient leurs charges à ferme pour un, deux, trois ans, quelques fois plus, moyennant un loyer de tant par an, ou moyennant une finance de tant pour toute la durée. Tantôt c'était de gré à gré que le seigneur et le futur notaire traitaient, tantôt la charge était l'objet d'une adjudication publique ; ainsi dans une lettre de 1644 (1) l'archevêque de Rouen, seigneur haut justicier de Dieppe et du Pollet, écrit à son receveur de Dieppe : « Je m'en rapporte à la prudence de M. de Marbeuf pour faire publier au prône des deux paroisses, mon tabellionage à délivrer au plus offrant et dernier enchérisseur. »

Le prix des fermages de ces charges n'était pas très

(1) BARABÉ, *op. cit.*, « Des notaires seigneuriaux et principalement de ceux à Dieppe, leur origine ».

élevé ; par exemple, en 1468, la ferme du tabellionage de la baronnie et de la Haute Justice d'Hallebosc, dans le comté de Tancarville, est baillée moyennant 13 sols par an, pour trois ans, prix que le preneur peut même payer en deux termes ; et en 1733 le prix du bail du même office ne dépasse pas 40 livres (1).

Certains mêmes de ces offices sont baillés gratuitement, les seigneurs, ainsi que nous l'avons déjà dit, ne conservant ce droit de tabellionage que comme un vestige de leur ancien pouvoir et non pour se créer des revenus ; à Lyon, par exemple, dans les faubourgs étaient venus s'installer des notaires subalternes nommés par des seigneurs hauts justiciers ; et ces notaires, institués par une simple commission révocable au gré du haut justicier, ne payaient aucune finance (2).

Dans ces cas d'ailleurs où les charges étaient ainsi données gratuitement, elles étaient très peu importantes, par suite de la concurrence des notaires royaux, et il est à croire que le seigneur n'aurait pas trouvé preneur, s'il avait voulu les bailler moyennant finance.

La situation de ces tabellions était tout à fait précaire ; non seulement ils n'étaient pas sûrs de pouvoir reprendre la charge au bout de leur bail, mais encore il semble

(1) BARABÉ, *op. cit.*, « Des notaires seigneuriaux et principalement de ceux à Dieppe, leur origine ».

(2) *Recueil de mémoires et jugements concernant les compagnies de notaires* (Bibliothèque Chambre des notaires de Paris), *Mémoire pour les syndics, corps et communauté des conseillers du roi, notaires à Lyon, etc...*

bien que les seigneurs ne se faisaient aucun scrupule de les révoquer même au cours du bail ; pour ceux à qui la charge avait été concédée gratuitement, cela est certain (1) ; et pour les autres cela devait aussi se pratiquer, mais dans ce cas le seigneur remboursait au notaire révoqué la finance ou partie de la finance par lui versée.

Il résultait de cette situation de grands inconvénients, tout d'abord au point de vue de la conservation des minutes.

Dans ces seigneuries, les charges étant ainsi données par le seigneur à telle ou telle personne suivant son caprice ou au plus offrant, il n'y avait aucun rapport entre un notaire seigneurial et son prédécesseur qu'il avait évincé (ou s'il y en avait ils devaient être assez froids) ; et ce dernier, dans la généralité des cas, ne transmettait pas ses minutes à son successeur. Si nous songeons alors à la brièveté des baux d'offices, à la facilité de révocation de ces notaires, nous voyons que même pour une période assez courte, les minutes devaient être éparpillées dans de nombreuses mains et égarées au bout de peu de temps.

Ensuite il est évident que cette situation devait influencer sur le recrutement de ces notaires ; une personne instruite et honorable ne pouvait se consacrer à une fonction aussi peu sûre et où il fallait obéir à toutes les fantaisies du seigneur.

(1) NOUËL DE KÉRANGUÉ, *op. cit.* (notaires seigneuriaux).

D'après Bosquet (1) « les notaires seigneuriaux savent
« à peine lire et écrire, toute leur fortune consiste dans
« les émoluments arbitraires qu'ils se font payer pour les
« actes qu'ils font. Ces notaires sans fortune, sans état
« fixe, puisqu'ils peuvent être destitués à la volonté du
« seigneur, sont communément peu scrupuleux, s'ils
« sont poursuivis, ils s'expatrient, ils détournent les mi-
« nutes qui ne sont pas en règle et les autres restent à
« l'abandon, en sorte que ceux qui ont eu recours à leur
« ministère sont des victimes de l'ignorance et de l'irrégularité de ces notaires ».

Un autre nous dit que les notaires et procureurs seigneuriaux sont : « des brigands et des ignorants pris
« dans la lie du peuple, chaudronniers, couturiers, be-
« deaux ». Pierre Lelon, procureur, sergent et notaire de
la juridiction des régaires de Nantes, est en même temps
tenancier d'un cabaret public (2).

Loyseau dit aussi : « L'un des plus grands inconvé-
« nients des justices seigneuriales, c'est que chaque gen-
« tilhomme veut avoir son notaire à sa poste (puissance),
« qui refera trois fois, s'il est besoin, son contrat de ma-
« riage, ou lui fera tant d'obligations antidatées qu'il
« voudra si ses affaires se portent mal, ou s'il y a un
« coup à faire ; notaire qui, de longue main, se pourvoit
« de témoins aussi bons que lui, ou bien qui en sait

(1) Rapporté dans NOUEL de KÉRANGUÉ, *op. cit. idem.*

(2) NOUEL DE KÉRANGUÉ, *op. cit.* (notaires seigneuriaux).

« choisir après leur mort de ceux qui ne savaient
« pas signer, et s'il a reçu quelques vrais contrats d'en
« mettre les minutes es mains et à la merci de son gen-
« tilhomme s'il les demande, qui après les vend et en
« compose ainsi qu'il lui plaît. »

Tel est le tableau peu flatteur que, généralisant à tort, nous font des notaires seigneuriaux la plupart des auteurs qui les ont étudiés. Il faut nous garder de tomber dans la même erreur et de croire que ces griefs s'appliquaient à tous les notaires seigneuriaux. Ils devaient être justifiés dans les seigneuries où, ainsi que nous l'avons vu, les fonctions des notaires étaient précaires, ne dépendant que de la durée d'un bail ou du caprice du seigneur ; mais ce n'était pas là la règle générale.

Il y avait, en effet, d'autres seigneuries où les titulaires des offices de notaires, jouissaient de la considération de tous ; possédant sans doute leurs charges à titre héréditaire, ils remplissaient leurs fonctions sans être inquiétés et les transmettaient à leurs fils ou à une personne de leur choix ; certains offices de notaires seigneuriaux furent ainsi transmis de père en fils pendant plusieurs générations. Dans ces seigneuries alors, tous les inconvénients que nous avons signalés ci-dessus n'existaient pas.

De Bast (1), en effet, qui donne des notaires seigneu-

(1) DE BAST, *Origines judiciaires. Essai historique, anecdotique et moral sur les notaires, les avoués, les agréés, les huissiers, les greffiers et autres officiers ministériels* (1855).

riaux une opinion différente de celle des auteurs cités plus haut nous dit que si, au point de vue de l'instruction, ces notaires laissaient parfois à désirer, par contre, les sujets auxquels les seigneurs accordaient ces fonctions étaient d'une honnêteté proverbiale, et il cite l'exemple suivant :

Un seigneur du pays Chartrain avait pour tabellion un charron fort honnête et fort estimé dans le pays ; en 1716, le feu prend à la maison du tabellion, celui-ci ne songe qu'à sauver ses actes et les mettre en sûreté chez son seigneur, qui pour le récompenser lui promet de le loger au château et de verser à chacun de ses enfants (il en avait 7) mille écus pour remplacer le patrimoine qu'il venait de perdre. La promesse fut tenue, et le fils du charron ne quitta le château qu'en 1789 avec son seigneur qui allait, 4 ans après, répondre de sa tyrannie devant le tribunal révolutionnaire.

Quelles étaient les fonctions de ces notaires seigneuriaux au XVIII^e siècle ? Les mêmes que celles des notaires royaux : donner l'authenticité aux conventions des particuliers, pourvu que ces conventions ne concernent pas des matières ecclésiastiques (celles-ci étant réservées aux notaires royaux apostoliques) et délivrer, pour les actes ainsi dressés, des grosses exécutoires.

Et puisque nous parlons des actes et grosses, faisons remarquer que leur confection nous révèle la même différence chez les notaires seigneuriaux que chez les no-

taires royaux entre les pays de coutume et les pays de droit écrit.

Tandis que dans les pays de coutume le notariat se ressent de ses origines, c'est-à-dire du temps où les notaires n'étaient que les commis des juges, et que l'acte, pour avoir force exécutoire, doit être intitulé au nom du juge seigneurial dans le ressort duquel le notaire exerce et être scellé du sceau authentique de la juridiction ; dans le midi de la France le notaire seigneurial est un véritable magistrat et sa signature seule suffit à donner à l'acte toute sa force.

Comme les notaires royaux, les notaires seigneuriaux pouvaient recevoir tous actes en matière civile, mais comme eux aussi, ainsi qu'on le verra plus loin, ils ne pouvaient passer d'actes valables que dans un certain ressort qui était celui de la juridiction auprès de laquelle ils étaient immatriculés ; était-ce la seule restriction à leur compétence ? Non.

Une ordonnance de 1539 défendait aux notaires seigneuriaux de passer aucuns actes entre parties non sujettes à la juridiction de leur seigneur.

Peu de temps après on devait encore aller plus loin.

En effet, un arrêt du Conseil d'État du 17 août 1619, visant dans son préambule un édit de juin 1545, une déclaration du roi de juillet 1553, une autre du 8 novembre 1565, une troisième du 4 avril 1598 et un arrêt du Parlement du 3 avril 1604 ordonne leur exécution, et en conséquence défend aux notaires subalternes non

royaux (c'est-à-dire aux notaires seigneuriaux) de recevoir aucuns contrats, inventaires, partages et autres actes quelconques, sinon dans le territoire de la justice auprès de laquelle ils étaient établis, entre les personnes et les sujets y demeurant « et pour raison des héritages et « choses étant es juridictions esquelles ils sont et se-
« ront établis à peine de faux et de nullité des dits
« actes » (1).

Un arrêt du Parlement du 10 juillet 1660 renouvelle ces prescriptions.

Enfin, au xviii^e siècle, un édit de Louis XIV d'octobre 1705 confirmé par un arrêt du Conseil d'Etat du 2 août 1707, réitère ces prohibitions, défendant aux notaires des seigneurs hauts justiciers à peine de nullité des actes reçus et d'amendes des notaires et des parties « de
« passer aucuns actes entre d'autres personnes que les
« justiciables de la justice dans laquelle ils sont établis
« ni pour les biens situés hors d'icelle » (2).

Ainsi donc, au commencement du xviii^e siècle, il résulte tant des actes royaux que de la jurisprudence, qu'un notaire seigneurial ne peut recevoir d'actes que dans son ressort, c'est-à-dire dans le territoire soumis à la juridiction dont il dépend, entre personnes dépendant de cette juridiction et demeurant sur ce territoire, et au sujet de biens situés sur ce territoire.

Ces prohibitions avaient été édictées par la royauté

(1) LANGLOIX, *op. cit.* (chapitre LV).

(2) NOUËL DE KÉRANGUÉ, *op. cit.* (Notaires seigneuriaux),

pour ruiner le développement des notaires seigneuriaux, elles en diminuaient considérablement les fonctions et il n'est pas douteux que le but visé par les rois aurait été atteint si elles avaient été observées.

Mais les infractions devaient être nombreuses, nous n'en voulons comme preuve que la nécessité où se trouvait le pouvoir royal de réitérer ces prescriptions, les arrêts de différentes cours de justice de les rappeler et aussi ces plaintes exposées dans un mémoire de la sénéchaussée royale de Bazouges, en 1740 :

« Les notaires des juridictions subalternes qui sont
« en grand nombre à Bazouges, s'ingèrent contre les
« ordonnances et règlements de rapporter toutes sortes
« d'actes entre toutes sortes de personnes, encore qu'elles
« ne soient pas domiciliées de leur juridiction et qu'il
« s'agisse de biens qui sont sous la proche mouvance de
« la juridiction royale. »

Pendant le cours du XVIII^e siècle un changement complet se produit, la royauté ne songe plus à rappeler ces prohibitions, l'édit de 1705 étant le dernier qui en parle, et la jurisprudence abandonne son opinion ancienne.

Un arrêt de règlement du 4 juillet 1736, applique encore les anciens principes (1) mais deux ans après, un

(1) Encore REGNAULT (*op. cit.*, chap. XVIII), considérant que cet arrêt est rendu entre un notaire royal et un notaire seigneurial, défendant à ce dernier de passer aucuns actes contrairement aux prescriptions exposées ci-dessus, se demande-t-il si le jugement n'eut pas été différent s'il avait été rendu entre particuliers

arrêt rendu en la première chambre des requêtes, le 18 juin 1738, et l'année suivante un autre du 1^{er} août 1739, décident que les actes reçus par les notaires seigneuriaux sont valables, pourvu seulement qu'ils soient passés dans l'étendue de la justice seigneuriale auprès de laquelle ils sont assermentés.

La jurisprudence est désormais fixée à cet égard (1), et un dernier arrêt du 8 juillet 1780 vient encore la confirmer.

Tel est l'état de la question à la fin du xviii^e siècle, les notaires seigneuriaux peuvent passer tous actes en matière civile, pourvu qu'ils les passent sur le territoire soumis à la justice seigneuriale dont ils dépendent ; ajoutons cependant que, d'après Bergé (2), cette restriction n'existe pas et qu'ils instrumentent valablement en dehors de leur ressort quand ils cumulent leurs fonctions avec celles de notaires royaux, ce qui, d'après cet auteur, arrivait assez souvent.

Les actes passés par les notaires seigneuriaux avaient à peu près la même valeur que les actes reçus par les notaires royaux, ils avaient l'authenticité, ils emportaient hypothèque sur tous les biens des personnes qui s'obligeaient par eux, en quelque endroit du royaume que ces biens fussent situés (3).

attaquant un acte de cette nature et en contestant l'authenticité.

(1) REGNAULT, *idem*.

(2) BERGÉ, *op. cit.*, « notaires seigneuriaux ».

(3) Nous verrons en effet plus loin que les actes notariés

La seule différence avec les actes des notaires royaux consistait dans la force exécutoire ; tandis que ceux-ci avaient force exécutoire dans tout le royaume, les actes reçus par les notaires seigneuriaux, en vertu de l'ordonnance de 1549, dont nous avons déjà parlé, et qui, en ce qui concerne cette prescription, fut observée, ne l'avaient que dans l'étendue de la seigneurie ; ils ne pouvaient obtenir le bénéfice de l'exécution parée ailleurs qu'avec l'autorisation du juge du lieu où l'acte devait être exécuté.

Ajoutons enfin pour terminer cette étude rapide qu'ils ne constituèrent jamais entre eux de ces communautés ou compagnies comme il en existait entre les notaires royaux de certaines villes.

SECTION II

Notaires royaux.

Dans les offices des notaires royaux du XVIII^e siècle il faut distinguer deux classes : ceux qui comportent l'exercice des fonctions notariales en matière temporelle, profane, nous les examinerons en premier lieu ; et ceux qui com-

(comme les jugements) emportaient hypothèque sur tous les biens des parties, pour sûreté des engagements qu'elles avaient contractés dans l'acte.

portent l'exercice de ces fonctions en matière ecclésiastique, religieuse, ce sont les offices de notaires royaux apostoliques, nous les examinerons en second lieu.

L'exercice des fonctions notariales, en ce qui concerne les matières temporelles et profanes au commencement du xviii^e siècle, était réparti entre plusieurs sortes d'officiers que nous allons énumérer.

§ 1^{er}. — *Notaires Royaux.*

Nous devons citer en premier lieu, en raison de leur importance et de leur ancienneté, les officiers appelés simplement « notaires royaux » ; il y en avait dans tout le royaume, c'étaient eux véritablement les notaires, les ancêtres des notaires actuels, nous ne faisons ici que les nommer, ils sont l'objet principal de cet ouvrage et seront étudiés dans tous les chapitres suivants.

§ 2. — *Tabellions.*

Mentionnons aussi les tabellions.

Dans l'historique que nous avons fait au début, nous avons dit que leur rôle consistait à mettre en forme de grosse les actes que les notaires recevaient en minute.

Nous avons vu qu'ils avaient été supprimés à la fin du xvi^e siècle par leur réunion avec les notaires royaux suivant édit d'Henri IV de mai 1597 et que leur sup-

pression ne se fit pas brusquement ; en effet, au xvii^e siècle on en trouve encore aux portes mêmes de Paris à Saint-Maur des Fossés, et au xviii^e siècle il en subsiste encore dans certaines régions notamment en Flandre, en Artois, et dans le Cambrésis.

Mais ils disparaissent à peu près complètement dans la seconde moitié de ce siècle ; Louis XV, en 1761, les supprime définitivement en réunissant la plupart des tabellionages qui subsistaient encore aux offices de notaires royaux. Cette suppression eut lieu moyennant indemnité versée aux tabellions dépossédés de leur charge, par les notaires royaux bénéficiant de la réunion, et déterminée par la moyenne du produit des 20 dernières années (1).

Quand nous parlons de la disparition presque complète des tabellions à la fin du xviii^e siècle nous n'envisageons que les véritables tabellions, ceux dont le rôle est de mettre en forme exécutoire les actes reçus en minutes par les notaires. Si l'on s'en tenait seulement au nom de « tabellion », on trouverait encore un assez grand nombre de tabellions royaux à l'époque dont nous parlons ; mais les officiers qui, dans certains pays, prennent ce titre (2) sont de véritables notaires royaux qui reçoivent les actes en minutes et ne grossoyent que les actes

(1) Edmond LECOMTE, *Les notaires. Etude historique et littéraire* (Bibliothèque nationale).

NOUËL DE KÉRANGUÉ, *op. cit.* (Notaires royaux).

(2) Peut-être par analogie avec les notaires seigneuriaux qui, nous l'avons vu, étaient généralement appelés tabellions.

par eux reçus. Ce fait ne peut donc pas infirmer ce que nous disions ci-dessus, qu'à la fin de l'ancien régime l'institution du tabellionage est disparue.

§ 3. — *Notaires Syndics.*

Ainsi que nous le verrons plus loin quand nous nous occuperons des formalités que nécessitaient les actes notariés, ceux-ci devaient être reçus par deux notaires ou par un notaire et deux témoins, exigence qui a duré d'ailleurs presque jusqu'à maintenant (1).

A Paris, pour obvier aux inconvénients que cette formalité pouvait entraîner, les statuts et règlements des notaires au Châtelet de Paris, du 30 avril 1679, obligeaient, à peine d'une légère amende, les notaires de la communauté à signer en second les uns pour les autres les actes et contrats non contraires aux ordonnances et aux bonnes mœurs; un édit d'octobre 1691 avait étendu cette pratique aux notaires de Lyon.

Mais ailleurs cette exigence entraînait beaucoup de difficultés, aussi les notaires devaient-ils essayer de s'y soustraire, et nombreuses sont les ordonnances qui les rappellent à l'observation de cette formalité.

(1) C'est en effet une loi du 12 août 1902 qui permet que les actes notariés ordinaires (nous ne parlons pas ici de certains actes solennels comme les donations et les testaments authentiques) soient reçus par un seul notaire et sans l'assistance de témoins.

Sous prétexte de couper court dans la mesure du possible à ces difficultés, mais bien plutôt pour se créer des ressources, Louis XIV, par édit de mars de 1706, crée à Paris 12 offices de conseillers, notaires et gardes-scels au Châtelet, syndics de la communauté, et dans toutes les villes et bourgs du royaume des notaires syndics (1), savoir : où il y avait plus de 8 notaires, 2 notaires syndics, et un seul où il y avait au moins 4 notaires.

Ces notaires syndics avaient notamment pour fonction de signer les actes en second à l'exclusion de tous autres ; et il leur était attribué pour ce fait par l'édit de mars 1706 : « 2 sols 6 deniers pour ceux des actes qui
« seront délivrés en minutes ou brevets, à l'égard des
« actes délivrés en grosse, sera payé un sol par rôle des
« dites grosses ».

Il était de plus défendu sous peine d'amende de délivrer des actes non signés de ces syndics.

En outre de cette fonction, les notaires syndics ainsi créés avaient le pouvoir de recevoir tous actes et contrats et toutes les attributions des notaires ordinaires.

Cette création n'avait aucune raison d'être à Paris, étant donné le système employé pour la signature en second, aussi les notaires au Châtelet protestèrent et le

(1) Ce nom de « notaires syndics » leur vient de ce qu'en même temps ils exerçaient dans les communautés de notaires des pays où ils étaient institués les fonctions de Syndics ; dignitaires qui jusqu'alors étaient élus par leurs confrères et dont nous étudierons le rôle quand nous examinerons les communautés de notaires.

roi, moyennant finance, supprima les 12 offices ainsi créés, par déclaration du 28 mai 1706.

Quant aux autres notaires syndics, une déclaration du roi du 4 septembre 1706 en confirma la création, ajoutant :

« Les dits notaires ne pourront être repris pour les
« actes qu'ils auront signés en second, mais seulement
« pour ceux qu'ils auront passés comme notaires (1). »

Le pouvoir qu'avaient ces notaires de recevoir tous actes et contrats comme les notaires royaux purs, dut provoquer les plaintes de ces derniers, car une déclaration du roi d'avril 1708 permet la réunion de ces offices aux communautés de notaires, moyennant finance bien entendu ; et 9 ans après, un édit de 1717 supprime tous les offices de notaires syndics ainsi créés (2).

§ 4. — *Commissaires et greffiers aux inventaires.*

La confection des inventaires après décès qui, actuellement, fait indiscutablement partie des fonctions notariales,

(1) Rapporté dans Charles BRIAND, *Etude historique et critique de l'institution du notaire en second et des témoins instrumentaires* (Thèse Paris).

(2) Cette suppression a dû être faite sans indemnité pour les titulaires dépossédés, car la communauté de Rennes, qui avait acquis en 1713 seulement les offices de notaires syndics créés en cette ville, semble n'avoir jamais pu se faire rembourser le prix d'achat (NOUËL DE KÉRANGUÉ, *op. cit.* « Dignitaires de la communauté »).

était très disputée aux notaires sous l'ancien régime par d'autres officiers royaux, et ne leur appartint du reste pas toujours.

Il nous faut excepter pourtant les notaires au Châtelet de Paris auxquels les actes royaux et les décisions de justice reconnurent toujours ce droit ; et les notaires de Bretagne qui ne l'eurent jamais. Il résulte, en effet, de deux arrêts du Parlement de Bretagne de 1621 et 1624 et de l'article 613 de la coutume que, dans cette province, les inventaires après décès n'étaient pas faits par les notaires mais par les greffiers des juridictions royales, sauf en cas d'inventaire de communauté, où l'époux survivant pouvait le faire faire par un notaire qui déposait ensuite l'acte au greffe. Et il semble que cet état ait duré jusqu'à la fin de l'ancien régime.

Dans le reste du royaume, la confection des inventaires fut retirée aux notaires royaux pendant un temps seulement.

Un édit de mai 1622 et un autre de décembre 1639 avaient créé dans les ressorts des parlements de Toulouse, Bordeaux et Aix, des offices de commissaires pour la confection des inventaires ; et ces édits ne durent pas rester lettre morte, car nous savons que la ville de Marseille, notamment, fit l'acquisition de ceux créés sur son territoire et s'entendit avec les notaires pour l'exercice de leurs fonctions (1).

(1) *Registre concernant les droits et fonctions des notaires, 1783.*

Par édit de mars 1702, Louis XIV supprime ces offices, mais par le même acte il étend cette institution un peu modifiée à tout le royaume. Il crée en titre d'offices formés et héréditaires :

1^o Des conseillers du roi, commissaires aux inventaires dans tous les lieux du royaume où la justice appartient au roi, à l'exception de la ville de Paris (où les notaires du Châtelet continuaient à faire les inventaires comme autrefois) ; ces officiers étaient seulement chargés de recevoir les inventaires mais non de les écrire.

2^o Et des greffiers chargés seulement d'écrire les inventaires sous les ordres de ces commissaires.

Ces offices pouvaient être réunis à d'autres offices existants et notamment : ceux de commissaires aux inventaires, aux corps d'officiers des bailliages et autres sièges royaux et aux communautés des notaires ; et ceux de greffiers aux inventaires aux offices de greffiers des juridictions royales ou de notaires royaux.

L'édit lui-même opérait cette réunion pour la Bretagne et la Normandie.

Pour la Bretagne il réunissait les offices de commissaires aux inventaires à ceux de greffiers des juridictions

Voir : notaires de Marseille (Bibliothèque de la Chambre des notaires de Paris).

Recueil de notes par ordre alphabétique, commencé par M. DELARUE. Voir notaires de Marseille (Bibliothèque de la Chambre des notaires de Paris).

royales, en considération de ce que ces derniers avaient toujours eu la confection des inventaires.

Pour la Normandie, il unit ces offices à ceux de notaires royaux, un édit de juillet 1677 ayant remanié le notariat dans cette province et ayant expressément attribué aux notaires la confection des inventaires.

Cette création ne dura pas longtemps et un édit de septembre 1714 supprima les offices de commissaires et greffiers aux inventaires ainsi créés.

Nous en retrouvons pourtant encore à Marseille après cette date.

La ville de Marseille, en 1702, comme lors des créations de 1622 et 1639, avait acquis les offices de commissaires et greffiers aux inventaires, mais cette fois les avait fait exercer par des commis à son profit.

Malgré la suppression de 1714 et le remboursement de la finance de ces offices en décembre 1721, elle continua de faire exercer ces offices, elle obtint même un arrêt en sa faveur en 1734, mais perdit en 1739.

A partir de cette époque on ne trouve plus dans le royaume de commissaires ou greffiers aux inventaires, dont l'apparition fut courte et qui, du reste, à part dans le Midi, existèrent plutôt sur le papier que dans la pratique.

§ 5. — *Notaires de la Prévôté de l'Hôtel ou Notaires de la suite de la Cour.*

Les rois de France dans leurs déplacements emmenaient toujours avec eux une suite nombreuse composée de seigneurs ou gens de moindre importance ; ces personnes se trouvaient parfois fort embarrassées si elles avaient quelque acte ou convention à faire recevoir par un notaire.

Si, en effet, à l'intérieur du royaume elles pouvaient s'adresser au notaire du lieu où la Cour séjournait, elles risquaient quelquefois de trouver un notaire ou tabellion peu instruit ; et, d'autre part, lorsque la Cour se déplaçait en dehors du royaume, notamment dans les voyages du roi à la guerre, elles ne trouvaient personne à qui s'adresser.

Pour éviter cet inconvénient, il fut créé par édit de 1543 des « notaires de la prévôté de l'Hôtel » chargés de recevoir les actes et contrats entre les personnes de la cour et suite du roi, et entre ces personnes seulement ; ces notaires étaient aussi appelés « Notaires de la suite de la Cour » ou encore « Notaires et tabellions royaux de la Cour, suite et conseil de Sa Majesté » (1).

Ces notaires avaient été créés au nombre de deux, et ils n'avaient le droit d'instrumenter que dans l'étendue

(1) LANGLOIX, *op. cit.*, chapitre XIX, section 3.

de la Cour et sa suite, qui, par édit de juin 1544, avait été fixée à 10 lieues autour de Sa Majesté.

Dans ces limites, c'est-à-dire entre les personnes de la suite du roi et dans le ressort que nous venons d'indiquer, quelle était l'étendue du droit de ces notaires à l'intérieur du royaume ?

Ils prétendaient avoir le droit exclusif d'instrumenter dans les maisons royales privativement aux notaires des lieux où la cour séjournait.

Cette prétention donna lieu à des procès avec les autres notaires ; et les arrêts rendus sur cette matière fixèrent leurs droits de la façon suivante.

Dans les provinces. — Rien ne justifie le droit exclusif d'instrumenter dans les maisons royales que voulaient s'attribuer les notaires de la Prévôté de l'Hôtel ; dans tout le royaume il y a des notaires, partout où la Cour se déplacera elle trouvera donc des notaires ayant droit d'instrumenter entre les personnes de sa suite même dans les maisons royales ; avant la création des notaires de la suite de la Cour, c'étaient les notaires royaux du lieu qui instrumentaient dans les maisons royales, rien dans l'édit de création des notaires dont nous nous occupons n'a porté atteinte à ce droit, ils sont donc en concurrence avec les notaires royaux du lieu.

Le dernier arrêt sur cette question, et qui consacre cette règle, est un arrêt du Grand Conseil de décembre 1734 entre les notaires de la prévôté de l'Hôtel et les trois

notaires du bailliage de Versailles, donnant gain de cause à ces derniers (1).

Du reste, pour mettre fin à ces discussions continuelles, un arrêt du Conseil intervint le 1^{er} avril 1762, portant règlement pour la juridiction de la Prévôté de l'Hôtel, et refusant à ces notaires dans son article 23 le droit exclusif qu'ils réclamaient.

A Paris. — Les notaires de la suite de la Cour n'ont même pas le droit concurrent qu'ils ont vis-à-vis des notaires royaux dans les provinces ; ils n'ont plus aucun droit ; en vertu de leurs titres anciens et d'une jurisprudence constante, les notaires au Châtelet de Paris, ainsi que nous le verrons plus loin, ont le droit de recevoir tous inventaires et actes volontaires dans les ville, faubourgs et banlieue de Paris, à l'exclusion de tous autres notaires ; et en vertu de ce privilège, ils ont seuls le droit d'instrumenter dans les maisons royales situées dans ces limites.

Cela résulte d'un arrêt du conseil privé du roi du 9 septembre 1670, défendant à Trabot, titulaire d'un office de notaire et tabellion royal de la Cour, suite et Conseil de Sa Majesté d'instrumenter dans les ville, faubourgs et banlieue de Paris, à peine de faux, dommages-

(1) *Recueil de mémoires et jugements concernant les compagnies de notaires. Précis pour les notaires du bailliage de Versailles contre les notaires de la suite de la Cour* (Bibliothèque de la Chambre des Notaires de Paris).

intérêts, dépens et nullité des actes ; d'un autre arrêt du même conseil du 26 mars 1718 confirmant l'arrêt précédent et déclarant qu'il serait commun à l'autre notaire de la suite de la Cour.

Enfin d'un arrêt du Grand Conseil du 13 septembre 1752 au sujet de l'inventaire après le décès du boulanger du roi, qui devait être fait dans un hôtel appartenant à Sa Majesté ; lequel arrêt reconnaît que seuls les notaires au Châtelet ont le droit de dresser cet inventaire à l'exclusion des officiers de la Prévôté de l'Hôtel.

Dans les limites de leur compétence territoriale ainsi établie, les notaires de la suite de la Cour avaient les mêmes fonctions que les notaires royaux.

§ 6. — *Gardes-scels. Garde des décrets et immatriculés « ita est » au Châtelet de Paris.*

Nous devons encore mentionner ici les gardes-scels et le garde des décrets et immatriculés *ita est* au Châtelet de Paris, comme officiers exerçant des fonctions qui, plus tard, appartenrent aux notaires.

Les gardes-scels qui, au XVIII^e siècle, existaient encore dans les provinces (1), mais plus pour longtemps puisqu'ils furent supprimés par édit de novembre 1706, avaient pour fonction d'apposer le sceau de la juridiction

(1) A Paris ils étaient supprimés depuis un édit de décembre 1697.

sur les grosses, expéditions et brevets des actes ; après 1706 ce furent les notaires eux-mêmes qui apposèrent le sceau, nous reviendrons sur cette question lorsque nous parlerons du sceau.

Le garde des décrets et immatricules *ita est* au Châtelet de Paris, dont le véritable titre au xviii^e siècle est, en vertu d'un arrêt du Conseil d'Etat du 27 janvier 1699, « Conseiller du roi, Garde des décrets et immatricules *ita est* du Châtelet, Prévôté et Vicomté de Paris » (1), avait pour fonction :

D'immatriculer sur un registre chaque nouveau notaire au Châtelet de Paris entrant en fonctions ; il percevait pour cela 3 livres par notaire immatriculé ;

Et principalement de signer les grosses des actes, lorsqu'elles étaient délivrées après le décès du notaire qui avait reçu l'acte, ou lorsque ce notaire était dans l'impossibilité de signer.

Il faisait alors précéder sa signature des mots *ita est* d'où lui venait son nom, et par lesquels il affirmait que la grosse était conforme à l'original de l'acte.

Il percevait pour cela 2 sols 6 deniers par rôles de grosse, les rôles étaient de 2 pages qui devaient contenir 22 lignes de quinze syllabes, et si les rôles étaient plus serrés, le droit augmentait en proportion (2).

Cet office n'existait qu'à Paris et on n'en trouve pas ailleurs qui y corresponde.

(1) LANGLOIX, *op. cit.*, chapitre xv.

(2) *Idem.*

Il subsista jusqu'à la Révolution.

§ 7. — *Notaires royaux apostoliques.*

Au xviii^e siècle dont nous nous occupons, ces notaires royaux apostoliques sont de création toute récente, elle date en effet de 1691.

Aussi voyons rapidement ce qui avait existé auparavant.

Le clergé ayant des justices spéciales, chargées de trancher les différends entre les ecclésiastiques ou concernant des matières religieuses, avait aussi pour la juridiction volontaire, des notaires spéciaux chargés de recevoir les actes des ecclésiastiques, ou relatifs à des matières religieuses.

Ces notaires au début étaient de deux sortes :

Les notaires épiscopaux, nommés par les évêques, comme par exemple les notaires d'officialités dont nous avons parlé dans l'historique ci-dessus.

Et les notaires apostoliques proprement dits, nommés par le Pape (1).

Mais les notaires épiscopaux et les notaires apostoliques se confondirent peu à peu, de sorte qu'au

(1) Ces notaires apostoliques, établis tout d'abord dans les Etats pontificaux seulement, s'étaient introduits en France au xii^e siècle en même temps que les notaires impériaux avec lesquels ils se confondirent bientôt pour s'appeler : Notaires impériaux et apostoliques.

xvii^e siècle on comprend sous la dénomination de notaires apostoliques, tous les notaires ecclésiastiques, et qu'ils sont tous nommés par les évêques ou en leur nom.

Ils avaient pour fonction principalement de recevoir les contrats et passer les actes concernant les matières bénéficiales et toutes matières ecclésiastiques, et il leur était interdit de recevoir aucun acte relatif à des matières temporelles et profanes, ceux-ci étant réservés aux notaires royaux et seigneuriaux ; mais la réciproque n'existait pas, et les notaires royaux et seigneuriaux pouvaient recevoir certains actes de la compétence des notaires apostoliques.

Ces notaires se multiplièrent rapidement, la royauté fit alors tous ses efforts pour en diminuer le développement : il fut établi que les actes reçus par eux n'emporteraient pas hypothèque à la différence des actes des notaires royaux ainsi que nous le verrons ci-après ou de ceux des notaires seigneuriaux (1) ; et qu'ils n'auraient pas force exécutoire étant passés sous le sceau de la juridiction ecclésiastique. Ils étaient donc considérés comme de simples actes sous seings privés.

Ces mesures n'ayant pas eu beaucoup d'effet, un édit de 1547 réduisit le nombre des notaires apostoliques ; et un autre de 1550 stipula qu'ils « devaient être reçus et être « examinés par les évêques et archevêques et ne pourraient instrumenter qu'en un diocèse ».

(1) Voir ci-dessus : notaires seigneuriaux.

Malgré tout cela leur nombre ne diminuait pas, et semblait tout au contraire augmenter.

En outre, ces notaires apostoliques empiétaient sur les fonctions des notaires royaux, et nombreux sont les actes royaux ou les décisions de justice, soit défendant aux notaires apostoliques de recevoir aucun acte en matière temporelle et profane, soit défendant, comme l'ordonnance de Moulins du 28 décembre 1490, à tous les sujets du roi de faire recevoir leurs contrats ou passer leurs actes devant des notaires impériaux, apostoliques ou épiscopaux, en matière temporelle ou profane, et ajoutant qu'aucune foi ne serait attachée à ces intruments qui seraient réputés nuls et non avenue.

Enfin les notaires apostoliques, en raison de leur grand nombre, n'étaient généralement que « pauvres et indigentes personnes », souvent simples serviteurs de gens d'église, ils n'étaient soumis à aucune discipline, et n'étant pas titulaires de véritables offices, ils n'avaient pas de successeurs à qui transmettre leurs minutes pour en assurer la conservation et celles-ci étaient égarées.

C'est en raison de tous ces abus et inconvénients que Louis XIV, par édit de décembre 1691, considérant que les actes et contrats reçus par les notaires apostoliques « ne portant point hypothèque et n'étant point « exécutoires sous le scel de la juridiction ecclésiastique « étaient des actes imparfaits » créa « en titre d'offices formés et héréditaires » des notaires royaux et apostoliques pour être établis en « chacun archevêché et évêché

du royaume, terres et pays de l'obéissance de Sa Majesté » où il serait nécessaire, pour y exercer à l'exception de tous autres notaires, tabellions et autres officiers royaux et seigneuriaux, les fonctions qui leur sont attribuées dans l'édit de création et qui consistent à recevoir les actes suivants (1) :

« Article 1^{er}. — Procurations pour résigner bénéfices
« purement et simplement en faveur, avec réserve de pension, pour cause d'union, d'érection, permutation, co-
« adjutorerie avec future succession, ou en quelque autre
« façon que ce soit, entre les mains de Notre Saint-Père
« le Pape, de son légat ou de l'ordinaire ;

« Pour rétrocéder les dits bénéfices ;

« Consentir création ou extinction de pensions ;

« Les révocations des dites procurations ;

« Les significations d'icelles ;

« Rétractation des dites révocations ;

« Les significations d'icelles ;

« Procurations pour se démettre des ministries de
« l'ordre de la Trinité dit des Mathurins, des commanderies des ordres militaires et autres séculiers, ou réguliers, des provisoreries, principalités, chapelles,
« bourses et charges des collèges et des universités ;

« Et généralement toutes démissions d'archevêchés,
« évêchés, abbayes, prieurés conventuels, sociaux ou

(1) LANGLOIX, *op. cit.*, chapitre xvi.

« simples, dignités, personats, offices, administrations,
 « canonicats, prébendes, semiprébendes, cures, vicai-
 « reries perpétuelles, chapelles, servitoreries, marguille-
 « ries, supériorités, prestimonies, et autres charges ec-
 « clésiastiques.

« *Article 2.* — Procurations pour prendre possession ;

« Prises de possession ;

« Oppositions à icelles ;

« Actes de refus d'ouvrir les portes pour prise de pos-
 « session de tous bénéfices, commanderies, ministries,
 « charges de collèges et de supériorités ;

« Prises de possession sur les lieux ou en une cha-
 « pelle à charge de réitérer ; en vertu d'arrêt ou ordon-
 « nance de juge.

« *Article 4.* — Publications de prises de possessions
 « es assemblées des habitants et marguilliers des paroisses
 « ou par notification aux Patrons ou collateurs ordi-
 « naires ; ou réquisitions aux curés de publier lesdites
 « prises de possessions au prône ; et en cas de refus
 « publications à l'issue de la messe en présence des ha-
 « bitants dont 4 au moins, des principaux, doivent être
 « nommés et signer, s'ils savent signer, à peine de
 « nullité.

« *Article 5.* — Présentation des Patrons ecclésiastiques
 « ou laïques ;

« Représentations :

« Provisions données par les abbés, abbesses, et autres
« bénéficiers ; celles accordées par les collateurs laïques.

« Commission des archidiares pour desserte de cure
« pendant le déport ;

« Lettres d'intronisation ;

« Procès-verbaux d'élection à une dignité ;

« Actes d'acceptation ;

« Les réquisitions d'une confirmation ;

« Réquisitions de visa ou de fulmination de bulles ;

« Réquisitions d'être admis à prise d'habit, noviciat
« et profession, pour satisfaire au décret d'une provision
« de bénéfice régulier ;

« Répudiations de provisions ;

« Significations extra judiciaires de brefs et rescrits
« apostoliques ; de lettres d'indult ; de joyeux avène-
« ment ;

« Serment de fidélité ; de degrés, attestation de temps
« d'études, et nomination de gradués ;

« Procurations pour notifier les nom et surnoms des
« gradués en temps de carême ;

« Les notifications ;

« Procurations pour requérir bénéfices ;

« Les réquisitions ;

« Collations accordées par les exécuteurs de l'indult
« du Parlement ;

« Celles données par les chanceliers de l'église de
« Paris et de l'université à ceux nommés par le Roi,

« pour jouir des brevets de joyeux avènement et de ser-
 « ment de fidélité, et généralement toutes sommations,
 « oppositions, et interpellations que les parties désire-
 « ront faire pour la conservation de leurs droits, aux
 « Patrons, aux élisants, aux collateurs, aux collatrices.

« *Article 6.* — Informations d'âge, vie et mœurs des
 « personnes nommées aux archevêchés et évêchés ;

« Procès-verbaux de bénédiction d'abbés et abbesses ;

« De consécration d'église : de bénédiction de cha-
 « pelle ; de donation de reliques ; cessions et donations
 « d'indult :

« Cessions et échanges de patronages d'église ;

« Actes de vêtüre, noviciat et profession dans les mo-
 « nastères qui n'ont point coutume d'en tenir registre ;

« Concordats sur procès pour raison du possessoire
 « de bénéfices, paiement, réduction et extension de pen-
 « sions, remboursement de frais ;

« Transactions entre curés primitifs et vicaires per-
 « pétuels, sur la célébration de l'office divin à certains
 « jours, perception des oblations, honneurs et préroga-
 « tives ;

« Transactions pour rétribution et nomination de pré-
 « dicateurs ; sur les réfections, réparations, réédifica-
 « tions et entretènement des églises cathédrales, chœur
 « et cancel des églises paroissiales, fournitures d'orne-
 « ments et livres d'église ;

« Transactions entre curés, religieux et religieuses

« sur l'enterrement des séculiers qui élisent leur sépulture dans un monastère ;

« Procurations pour compromettre ;

« Les compromis et l'expédition des sentences arbitrales entre personnes ecclésiastiques pour raison des droits appartenant à leurs églises ;

« Contrats de partage entre abbés et religieux de leurs manse abbatale et conventuelle ;

« Transactions pour supplément de lots ; augmentation de pension ; acquit des charges claustrales, de sacristies, hospitalités, gages de médecins, apothicaires et chirurgiens, aumônes, décimes ordinaires et extraordinaires, taxe pour don gratuit, réparations et autres charges des monastères ;

« Transactions sur portion congrue, pension de vicaires, grosses, noales, vertes et menues dixmes ou exemption d'icelles ;

« Et généralement toutes transactions, contrats et autres actes entre personnes ecclésiastiques pour raison de la célébration des offices divins, droits de visites, privilège d'exemption de la juridiction ordinaire, exercice de juridiction ecclésiastique, rangs et prééminences, conduite et discipline de l'église, soit qu'il y ait procès au pétitoire dans les officialités, ou au possessoire devant les juges royaux, ou par appel comme d'abus es-cour de Parlement. »

Ces fonctions attribuées aux notaires royaux aposto-

liques sont probablement les mêmes qui étaient permises auparavant aux notaires apostoliques. Mais à la différence de ces derniers, les nouveaux officiers les possèdent à l'exclusion de tous autres, désormais plus de concurrence des autres notaires, royaux ou seigneuriaux (1) ; dans son article 7, l'édit défend « à tous autres notaires « et tabellions, royaux ou seigneuriaux, ainsi qu'à tous « huissiers et sergents royaux » de recevoir les actes que nous venons d'énumérer à peine de nullité, d'interdiction pour 6 mois, de mille livres d'amende et de tous dépens et dommages-intérêts.

Cependant une légère exception est faite pour les greffiers des églises cathédrales, collégiales et conventuelles, qui avaient coutume d'expédier des actes de réception des personnes pourvues de bénéfices dépendant de ces églises, l'édit leur réserve la faculté de continuer à le faire.

L'édit de 1691 fixait comme ressort aux notaires royaux apostoliques : le diocèse dans lequel ils étaient établis ; en dehors de cette limite ils n'avaient pas qualité pour passer des actes authentiques,

Ainsi donc, à partir de cet édit, les anciens notaires apostoliques, pour continuer à exercer leurs fonctions,

(1) Cependant NOUËL DE KÉRANGUÉ (*op. cit.*, Notaires apostoliques) nous dit que les notaires royaux simples avaient le droit de faire les résignations de bénéfices ; et qu'en outre ils avaient le droit de recevoir tous les actes attribués aux notaires royaux apostoliques en cas de refus de ces derniers.

devaient se pourvoir, moyennant finances, des nouveaux offices de notaires royaux apostoliques ; et les notaires royaux purs n'avaient plus comme autrefois le droit de faire concurrence aux notaires apostoliques dans leurs fonctions.

Mais, sans doute à raison de cette concurrence qui existait auparavant, l'édit permit aux notaires royaux d'acquérir les nouvelles charges de notaires royaux apostoliques et de réunir les deux fonctions ; par exemple, au Havre, en 1720 on trouve deux notaires qui se qualifient en même temps de gardes-notes du roi (1), et de notaires apostoliques (2). Et nombreux sont ceux qui usèrent de cette faculté.

La royauté alla même plus loin et dans presque toutes les grandes villes, elle accorda à tous les notaires royaux d'une même ville, moyennant finance payée par la communauté, l'exercice des fonctions de notaires royaux apostoliques, dans tout leur diocèse, à l'exclusion de tous autres notaires ou officiers.

C'est ainsi que dès 1693, Louis XIV, par édit de février de cette année, supprima les offices de notaires royaux apostoliques qui avaient pu être créés à Paris en exécution de l'édit de 1691, et unit leurs fonctions aux 113 offices de notaires au Châtelet de Paris ; il défendit aux anciens notaires apostoliques et aux deux notaires royaux

(1) Nous verrons en effet qu'en Normandie les notaires royaux s'appelaient : notaires gardes-notes.

(2) BARABÉ, *op. cit.* Notaires gardes-notes.

apostoliques qui avaient été institués à Paris, d'instrumenter désormais à Paris et dans le diocèse de Paris sous peine de faux, nullité des actes et 500 livres d'amende, et en général déclara nuls tous actes qui seraient passés à Paris et dans le diocèse de Paris par d'autres que par les notaires au Châtelet de Paris.

Il n'y avait qu'une exception pour les résignations de bénéfices qui pouvaient être reçues par tous notaires royaux dans leur ressort, dans les lieux du diocèse de Paris situés à 4 lieues de Paris ou au delà, et seulement pour les personnes qui y étaient domiciliées.

Les notaires au Châtelet de Paris payèrent pour cette réunion, tant en finance principale que supplément de finance, et les deux sols pour livres, 116.490 livres que la communauté emprunta.

Ils ont été confirmés dans leurs droits par lettres de Louis XV en forme d'édit d'avril 1736.

C'est aussi en 1693, par déclaration du 3 mai, que les fonctions de notaires royaux apostoliques de Lyon furent réunies au corps des notaires de la Ville de Lyon.

Par traité avec le clergé diocésain de Rouen passé devant Servan, notaire au Pont Saint-Pierre, le 8 décembre 1693, homologué par lettres patentes du roi de juillet 1700, les notaires de Rouen obtinrent aussi la réunion à leurs offices des fonctions de notaires royaux apostoliques, ils versèrent pour cela 4.000 livres.

Enfin citons les notaires de Rennes qui obtinrent aussi la réunion des fonctions de notaires apostoliques.

Le 16 août 1692 ils demandèrent au roi cette faveur et lui offrirent 6.000 livres plus deux sols pour livres « pour l'indemniser du bénéfice qu'il s'était promis de « l'exécution de l'édit de 1691 et lui donner en même « temps les marques de leur zèle et de leur attachement ».

Par arrêt du Conseil du 19 août 1692, confirmé par autre arrêt du Conseil du 9 décembre 1692, le roi accepte ces conditions ; et par lettres patentes du 23 mars 1693 il unit les nouvelles charges de notaires royaux apostoliques aux 54 offices de notaires royaux de Rennes, avec défense à tous autres notaires de passer aucun acte apostolique dans le diocèse de Rennes sous peine de nullité des actes ainsi passés.

Les notaires de Rennes étaient donc les seuls notaires royaux de ce diocèse qui avaient les fonctions de notaires apostoliques.

Au début, ils durent exercer ces fonctions de notaires apostoliques communément et concurremment entre eux dans tout le diocèse (comme le firent toujours les notaires au Châtelet de Paris, et la plupart des notaires royaux à qui ces fonctions avaient été réunies).

Mais, par délibérations des 3 et 16 août 1711, la Compagnie des notaires de Rennes décida que seules les paroisses de Rennes et de ses faubourgs resteraient ainsi en commun pour l'exercice des fonctions de notaires apostoliques. Quant aux autres paroisses du diocèse, elles furent réparties en 27 lots qui furent attribués au sort entre les différents notaires de Rennes, pour chacun

d'eux recevoir seul les actes apostoliques dans les paroisses qui lui étaient ainsi échues.

Ce système de l'attribution au sort des paroisses ne fut pas définitif ; la compagnie ayant besoin de ressources l'abandonna et afferma l'exercice des fonctions de notaires apostoliques (1).

Tels sont, succinctement examinés, les notaires royaux apostoliques et leurs fonctions ; disons, pour terminer cette étude, qu'ils ne jouissaient pas de ces fonctions en toute quiétude, quoiqu'elles fussent nettement et minutieusement définies par l'édit de création, ainsi qu'on l'a vu ci-dessus ; et que nombreux furent les procès qu'ils soutinrent pendant tout le cours du XVIII^e siècle, pour défendre leurs prérogatives, soit contre les anciens notaires apostoliques, soit contre des officiers royaux et notamment contre les notaires royaux simples, qui, dans les campagnes surtout, ne se faisaient pas faute d'empiéter sur leurs fonctions.

Il nous reste maintenant à examiner les notaires royaux simples, c'est ce que nous allons faire dans tout le reste de cet ouvrage.

(1) NOUËL DE KÉRANGUÉ, *op. cit.* Apostolicat.

CHAPITRE III

DES NOTAIRES ROYAUX¹

OFFICES HÉRÉDITAIRES — OFFICES CASUELS — LEUR
NOMBRE — CONDITIONS REQUISES POUR ÊTRE NOTAIRE

SECTION I

Offices héréditaires — Offices casuels.

Les charges de notaires royaux au xviii^e siècle constituaient des offices, c'est-à-dire des fonctions publiques, les officiers qui en étaient titulaires étant investis d'une parcelle de l'autorité publique ; nous avons vu dans l'historique qu'elles possédaient ce caractère d'office depuis Philippe Le Bel, qui, par lettres patentes de 1302, considérait déjà les notaires royaux comme étant dans ses offices constitués.

Mais ces offices, comment les notaires les possédaient-ils ; en étaient-ils simplement fermiers, ou en avaient-ils la propriété ; leur étaient-ils concédés à temps, à vie, ou à titre héréditaire ?

Sur ce point la législation a changé assez souvent sous l'ancien régime, et au XVIII^e siècle même il y eut de notables transformations.

Sous Philippe Le Bel, les notairies, dans les provinces du moins, étaient pour la plupart données à ferme pour un temps déterminé au plus offrant et dernier enchérisseur, et moyennant une somme payable annuellement. Cette période terminée, l'office revenait au roi et l'on procédait à une nouvelle adjudication.

A Paris, les charges étaient données gratuitement et à vie, en principe au décès elles revenaient au roi et n'étaient pas héréditaires, mais si le fils du titulaire décédé était reconnu capable, la charge lui était donnée, ce qui dans la pratique avait lieu assez souvent.

Les notaires de Paris étaient ainsi très favorisés, puisqu'ils tenaient leurs charges sans avoir à déboursier aucune somme en dehors du droit de sceau, et percevaient à leur seul profit le prix des actes qu'ils recevaient.

Mais ils abusèrent de leur situation, ils firent payer des actes au-dessus des tarifs établis, ou baillèrent à d'autres personnes, moyennant une redevance, ces charges qui leur avaient été données gratuitement.

Aussi Philippe V, par ordonnance de février 1324, décréta que désormais les notaires au Châtelet de Paris verseraient au roi le quart de leur recette affirmée par serment sur les évangiles ; et leur interdit de vendre ou « bailler à cens » leur siège à des tiers.

Ces systèmes, tant celui pratiqué dans les provinces,

que celui pratiqué à Paris, durèrent sans changement notable jusqu'à François I^{er}.

A cette époque la vénalité des offices par le pouvoir public se fait sur une grande échelle et pour tous les offices.

François I^{er}, en 1522, crée le bureau des parties casuelles où tous les offices de judicature, de finance ou autres, et notamment les offices de notaires, sont vendus au plus offrant et dernier enchérisseur ; les charges ainsi acquises sont tenues à vie, aussi bien celles des provinces que celles de Paris.

C'est à cette époque aussi que se développe la vénalité des offices entre particuliers.

En effet, si jusqu'alors la résignation d'un office en faveur d'une personne déterminée était tolérée ; les ordonnances défendaient que cette résignation fût faite moyennant finance (1).

Sous François I^{er} la *résignation en faveur moyennant finance*, si elle n'est pas encore permise, est tolérée ; et la vente ou l'achat d'une charge de notaire se fait ouvertement, par un acte.

Ce n'est que sous Charles IX, en 1568, que fut permis, moyennant le versement d'une taxe aux parties casuelles, aux officiers de résigner leurs offices et à leurs héritiers d'en disposer.

(1) Dans la pratique pourtant il était remis clandestinement au résignant une indemnité nommée « pot de vin ».

Puis la vénalité fut abolie par Henri III (ordonnance de Blois) en 1575 ; mais elle devait reparaître peu de temps après avec Henri IV, et nous arrivons sous son règne à l'édit de Paulet, du 12 décembre 1604, aux termes duquel, les officiers soit de finance, soit de justice, qui payaient au roi, au commencement de chaque année, le 60^e du prix ou taxe de leur office, obtenaient la survivance de leur office pendant toute l'année et la modération de moitié de la finance de résignation.

C'était en réalité la vénalité et l'hérédité des charges qui étaient établies par cet édit ; et les notaires s'empresèrent de payer la taxe ainsi créée ; cette taxe était appelée « paulette » ou « droit annuel ».

C'est seulement sous Louis XIV que, par édit de mars 1672 consacrant ce qui avait été établi en pratique par l'édit de Paulet, les offices de notaires de tout le royaume sont rendus héréditaires, à l'exception de ceux des notaires au Châtelet de Paris (1).

(1) Il ne faudrait pourtant pas croire que dès cette époque tous les offices de notaires dans les provinces aient été rendus héréditaires ; quoique non prévue dans l'édit, il y avait une exception relative aux notaires de Normandie.

Le notariat de Normandie fut totalement réorganisé par édit de juillet 1677 ; jusqu'alors les tabellions (ils avaient conservé le nom de tabellions dans ce pays, quoique réunissant les fonctions de notaires et tabellions) n'étaient que simples fermiers de leurs charges pour un temps déterminé ; d'où un gros inconvénient pour la conservation des minutes ; cet édit de 1677 créa en Normandie des « Notaires gardes-notes » en nombre limité, pour y exercer toutes les fonctions du notariat, non plus comme

Cette hérédité est confirmée à tous les notaires du royaume, toujours à l'exception des notaires au Châtelet de Paris, en juillet 1690.

Ainsi donc, au commencement du XVIII^e siècle, nous avons, d'une part, les notaires au Châtelet de Paris dont les offices sont casuels, sauf l'effet du paiement du droit annuel, et, d'autre part, tous les autres notaires du royaume qui possèdent leurs offices à titre héréditaire.

Les notaires au Châtelet de Paris ne devaient pas tenir beaucoup à acquérir cette hérédité, dont ils avaient pratiquement tous les avantages grâce au paiement du droit annuel. Car lorsqu'en 1702, le traitant pour la perception du droit de confirmation de l'hérédité des offices voulut comprendre sur ses rôles les offices des notaires au Châtelet de Paris, comme étant héréditaires par suite de la réunion qui leur avait été faite en 1673 des offices de greffiers des conventions, et en 1693 des offices de notaires royaux apostoliques, créés héréditaires, les notaires de Paris protestèrent et le Conseil d'Etat, par arrêt du 19 juin 1703, les déchargea de ce droit, pour cette raison que les offices de notaires à Paris n'étaient pas héréditaires, et que l'hérédité attachée aux offices de greffiers des conventions et de notaires royaux apostoliques avait été supprimée par la réunion.

fermiers mais comme véritables titulaires de leurs offices, avec mission notamment de conserver leurs minutes et de les remettre à leurs successeurs, et c'est en juin 1685 seulement que l'hérédité leur fut accordée (BARABÉ, *op. cit.* Notaires gardes-notes).

De même la royauté après avoir, par édit de novembre 1708, déclaré héréditaires tous les offices de notaires royaux, en excepta, par édit de décembre suivant, les 113 notaires au Châtelet de Paris sur leurs protestations.

Mais cette exception ne devait pas toujours durer, une déclaration du roi du 3 novembre 1743 décidait : « qu'à « l'avenir tous les offices de notaires gardes-notes et tabellions royaux... seraient et demeurerait héréditaires » ; et une autre déclaration du 3 décembre suivant attribuait spécialement cette hérédité aux notaires de Paris ; en même temps cette déclaration les obligeait à racheter le droit annuel dont nous avons parlé ci-dessus et le prêt (autre taxe qu'ils étaient aussi tenus de payer annuellement) ; ce rachat eut lieu en 1745.

En 1743, donc, tous les offices de notaires dans tout le royaume sont héréditaires.

Cet état ne devait durer que jusqu'en 1771, époque à laquelle, sans rompre l'unité établie en cette matière dans tout le royaume depuis 1743, le régime changea.

Un édit de février 1771 révoqua, pour tout le royaume, toutes les hérédités et survivances établies jusqu'alors, tous les offices furent désormais casuels, mais, comme avant l'établissement de l'hérédité, les titulaires pouvaient conserver leurs offices en payant au Trésor une taxe appelée le *centième denier*, et qui jouait le même rôle que le prêt et le droit annuel à Paris avant 1743 (1).

(1) Recueil de notes par ordre alphabétique, commencé par De-

En même temps cet édit ordonna de rembourser aux notaires les sommes qu'ils avaient payées pour racheter le prêt et le droit annuel.

Tel est donc le dernier état en cette matière, les offices de notaires sont possédés à vie, et le titulaire, pour pouvoir résigner sa charge et pour conserver à sa veuve et à ses héritiers la faculté d'en disposer, doit chaque année verser le 100^e denier de la valeur de son office, évaluée par lui-même et affirmée par serment sur les évangiles ; au cas de non paiement, l'office retourne au roi au décès du titulaire. Pourtant, si nous en croyons Bergé (1), il y aurait eu un assez gros changement sur ce dernier point en 1780 ; des lettres patentes de cette date auraient converti la peine du défaut de paiement du 100^e denier, en un double droit de mutation à payer par le successeur du titulaire ; si cela est exact (ce que nous n'avons pu confirmer) cette mesure aurait, en somme, indirectement rétabli l'hérédité (2).

LARUE, *Histoire du prêt, du droit annuel et de la survivance* (bibliothèque de la Chambre des notaires de Paris. Manuscrit II), et REGNAULT, *op cit.*, chapitre 1^{er}.

(1) BERGÉ, *op. cit.*, notaires royaux.

(2) Pour l'histoire de l'hérédité des charges en Lorraine et Barrois, consulter : LOUYOT, *op. cit.* Transmission des offices.

SECTION II

Nombre des notaires.

Le trop grand nombre des notaires fut toujours, sous l'ancien régime, l'un des principaux motifs de plaintes soit de la part des particuliers, soit de la part des notaires eux-mêmes. Avant que les notaires ne fussent officiers et nommés par le roi, nous trouvons des ordonnances enjoignant aux sénéchaux, baillis, etc... de ne plus nommer un aussi grand nombre de personnes aux charges de notaires ; et les lettres patentes de Philippe Le Bel qui érigent les notairies en offices, et retirent aux sénéchaux et baillis le droit de nommer à ces charges, commencent par cet exposé des motifs : « considérant la multitude effrénée des notaires (*inordinata sureffrenata multitudo*) ».

La royauté elle-même fut une des causes de ce mal lorsqu'elle se mit à pratiquer, à partir de Charles VIII, et surtout de François I^{er}, la vénalité des offices ; lorsque le besoin d'argent se faisait sentir pour raisons de guerres ou autres, elle créait de nouveaux offices, qu'elle mettait en adjudication.

Louis XII eut l'intention de réfréner cet abus et en 1512, il stipula que les notaires seraient réduits à un

nombre à fixer par lui lorsqu'il aurait recueilli les renseignements qui lui seraient donnés à ce sujet par ses baillis, sénéchaux et autres officiers des bailliages et sénéchaussées, mais il semble bien que la réglementation, ainsi annoncée, ne fut jamais faite.

Au ^{xviii}^e siècle, dans les provinces, le nombre des offices de notaires était en principe régi par un édit de Louis XIV, d'avril 1664, qui fixait ce nombre à :

20 pour les villes capitales des provinces ;

10 pour les autres villes où il y avait bailliage et sénéchaussée ;

4 pour les petites villes où il y avait prévôté ;

2 pour les bourgs où il y avait foires et marchés ;

Un pour les paroisses au-dessus de 60 feux (1) ;

Ce n'est pas à dire qu'à compter de cette époque le nombre des notaires soit resté fixé aux chiffres ci-dessus, loin de là ; nous allons citer quelques exceptions, il y en avait encore d'autres, ce qui nous fait penser que cet édit n'eut pas beaucoup d'effet, et que, après comme avant, il n'y eut aucune règle uniforme dans le royaume en cette matière.

La principale exception concerne la province de Normandie ; nous avons vu ci-dessus, au présent chapitre, que le notariat en Normandie avait été complètement réorganisé par édit de juillet 1677, créant des offices de notaires gardes-notes ; aux termes de cet édit, le nombre

(1) BERGÉ, *op. cit.* Notaires royaux.

en était fixé à « 12 en la ville de Rouen, 4 en chacune « des autres villes où il y avait présidial, 2 en chacune des « autres villes où il y avait siège du bailliage, vicomté, « élection ou grenier à sel, et un dans chacune des pa- « roisses de cette même province » (1).

Cet édit fut appliqué et il régita la province de Normandie jusqu'à la Révolution.

Les autres exceptions concernent différentes villes.

A Lyon, jusqu'en 1691, le nombre des notaires n'est pas fixe, à cette date il est réduit invariablement désormais à 40 (2).

A Marseille, à la fin du xviii^e siècle avant la Révolution, il y a 28 notaires, et il en est ainsi depuis 1530 (3).

A Rennes, théoriquement, il y a 54 offices de notaires (4), mais ce nombre est tellement exagéré, que ces offices ne pouvaient avoir tous des titulaires ; en 1688 il y en a 12 vacants, en 1694, 10 ; après l'incendie de Rennes de 1720, les familles riches ayant émigré, le nombre des notaires est réduit de 54 à 18 en 1728 ; c'était encore trop et, à la fin du xviii^e siècle, la commu-

(1) BARABÉ, *op. cit.* Notaires gardes-notes.

(2) *Recueil de mémoires et jugements concernant les compagnies de notaires, etc...*, *op. cit.* Mémoire pour les syndics, corps et communauté des conseillers du roi, notaires à Lyon, demandeurs, etc...

(3) Eugène PERRIN, *Compagnie des notaires de l'Arrondissement de Marseille. Archives de la Compagnie, rapport présenté à l'Assemblée générale du 19 novembre 1888* (Bibliothèque Nationale).

(4) Lettres patentes du 25 mars 1695.

nauté obtint de racheter 4 offices, pour les supprimer par confusion avec ceux subsistants, et en réduire le nombre à 14; au moment de la Révolution il n'y en a même plus que 13 (1).

A Orléans, à l'époque dont nous nous occupons, il y a 24 notaires, ils n'avaient été que 15 jusqu'en 1539.

Enfin, à Aurillac, un édit d'avril 1779 réduit le nombre des offices de notaires à 8.

A Dunkerque, un édit de juin 1780 en réduit le nombre à 4.

A Lezoux, un édit de novembre 1780 supprime 2 offices et en fixe le nombre à 4.

A Nevers, un édit de juillet 1779 réduit leur nombre à 4.

Et à Poissy, un édit d'août 1779 supprime un office de notaire royal en la prévôté de Poissy et en fixe le nombre à 2 (2).

Ces édits stipulent que les titulaires des offices supprimés recevront une indemnité payée par les titulaires des offices subsistants et que leurs minutes seront remises à tel des notaires conservés, qu'eux ou leurs ayants cause voudront bien choisir.

Si nous avons cité tous ces exemples qui paraissent n'avoir pas grand intérêt, ce n'est pas tant pour indi-

(1) NOUËL DE KÉRANGUÉ, *op. cit.* Notaires apostoliques.

(2) Recueil de notes par DELARUE, *op. cit.* Notaires d'Aurillac, de Dunkerque, de Lezoux, de Nevers, de Poissy.

quer le nombre des notaires royaux dans différentes villes du royaume, que pour faire remarquer qu'au xviii^e siècle comme auparavant, le principal mal est le trop grand nombre de ces offices et qu'à la fin du xviii^e siècle, vers 1780, il se produit un grand mouvement de réduction du nombre des offices de notaires, se traduisant par les édits que nous venons d'énumérer.

Nous avons jusqu'à présent examiné le nombre des notaires royaux, dans les provinces, quel était-il à Paris ?

Créés au nombre de 60 par Philippe Le Bel, ainsi qu'on l'a vu dans l'historique ci-dessus, François I^{er}, ayant besoin d'argent pour les nécessités de la guerre, porta le nombre à 100 par la création et la vente de 40 offices nouveaux.

Charles IX, au début de son règne, par lettres patentes de 1561, décida de supprimer tous les offices créés depuis Louis XII, et de les ramener au nombre primitif de 60 ; cette réduction se fit peu à peu, en 1567 il n'y en avait plus que 84, mais de pressants besoins d'argent se firent sentir, un édit de novembre 1567 ramena le nombre des offices à 100 et bientôt les 16 offices vacants furent pourvus de titulaires.

Ces besoins passés, Charles IX, reprenant son idée ancienne décida par lettres patentes de septembre 1570 qu'au fur et à mesure des vacances par mort, forfaiture ou autrement, les notaires au Châtelet de Paris seraient ramenés à 60.

Malheureusement et comme précédemment, à peine avait-on commencé à réduire le nombre des offices existants, que le roi fut obligé d'en créer de nouveaux pour se procurer des ressources ; il reporta d'abord le nombre des notaires au Châtelet de Paris à 100 ; puis il en créa 4 nouveaux, en vertu d'un édit de janvier 1573 instituant quatre notaires royaux en chaque bailliage et sénéchaussée du royaume.

Henri III, par édit de juillet 1573, vint lui aussi augmenter le nombre des notaires de Paris en établissant 8 nouvelles charges, il y avait alors 112 offices tous pourvus de titulaires.

Enfin, au moment de la Ligue, un office étant devenu vacant, le duc de Mayenne, chef de la Ligue, y nomma un titulaire ; Henri IV, de son côté, en nomma un aussi ; l'office pourvu par le duc de Mayenne n'ayant jamais été supprimé, les notaires au Châtelet de Paris se trouvèrent alors au nombre de 113, nombre qui n'a plus varié jusqu'à la fin de l'Ancien régime (1).

SECTION III

Conditions requises pour être notaire.

Différentes conditions d'âge, de capacité et de moralité

(1) Recueil de notes par DELARUE, *op. cit.* Nombre des notaires.

étaient exigées des personnes qui postulaient aux offices de notaires royaux.

Pour être notaire royal, il fallait être âgé de 25 ans au moins ; cette règle existait depuis Charles IX, qui l'avait établie dans l'ordonnance rendue à la suite des Etats Généraux d'Orléans de 1560 (article 82), auparavant il suffisait d'avoir 20 ans.

Des dispenses d'âge pouvaient être données par le roi et elles étaient généralement accordées pour des fils de notaires.

Dès le début du notariat on voit exiger de ces officiers certaines conditions de capacité. Philippe Le Bel enjoint de ne nommer à ces offices, que des personnes douées d'intelligence et de capacité suffisantes ; Charles VIII (1), relativement aux notaires du Languedoc, ordonne qu'ils ne soient reçus qu'après avoir été « examinés et trouvés « suffisants en mœurs, science, loyauté, par les dits sénéschaux ou juges mages, lieutenants et autres officiers « du siège appelés avec eux quatre des plus notables « conseillers de ladite Cour (Parlement de Toulouse) ».

C'est donc un examen qui est institué pour les notaires du Languedoc, François I^{er}, par ordonnance d'octobre 1535, généralise ce système, il établit que, désormais, les candidats devront être examinés et reçus par 4 des plus notables conseillers de la Cour du Parlement dans le ressort de laquelle ils doivent exercer.

(1) Ordonnance de Moulins du 28 décembre 1490.

Cette ordonnance ne dut pas être exécutée à la lettre ; quoi qu'il en soit, à l'époque que nous étudions, en général, pour être notaire royal, il fallait justifier d'une certaine capacité en passant un examen ; mais la composition des jurys différait avec les Parlements et avec les Communautés de notaires.

A Paris, un arrêt du Parlement du 16 juillet 1779, portant homologation de la délibération prise par l'Assemblée Générale des Notaires de Paris le 25 avril de la même année, et consacrant ce qui était pratiqué jusqu'alors, ordonne que nul ne pourra être admis et reçu notaire qu'il n'ait rempli pendant 5 ans consécutifs les fonctions de principal clerc, et ne soit alors travaillant en cette qualité chez un notaire de Paris ; à l'exception des fils et gendres de notaires, auxquels il suffit pour reprendre n'importe quelle charge de notaire, d'avoir été clerc de quelque grade que ce soit pendant 5 ans ; et à l'exception aussi des frères et neveux de notaires, qui n'ont pas plus de justifications de cléricat à fournir, mais qui, dans ces conditions, ne peuvent succéder qu'à leur frère ou oncle.

Cet arrêt permet aussi de recevoir comme notaires des personnes ayant travaillé dix ans consécutifs chez un notaire, dont deux années et demie comme premier clerc et qui sont âgées de 30 ans accomplis (1).

(1) Suite du traité de LANGLOIX, par REGNAULT, *op. cit.*, II^e partie, chapitre VII.

A Paris; les candidats ne passaient pas d'examen, cette condition de stage chez un notaire était déjà une garantie de capacité ; mais, en outre, le postulant devait obtenir le consentement de la Communauté pour reprendre une charge, et la Compagnie, avant de donner son consentement sur cette question, se faisait faire un rapport par les syndics, notamment sur la capacité du candidat, pour n'admettre dans son sein que des candidats lui paraissant d'une capacité suffisante.

Si les notaires au Châtelet de Paris n'étaient recrutés, ainsi que nous venons de le voir, que parmi les clercs de notaires, ailleurs, en règle générale, il n'en était pas de même (1); et la plupart du temps, aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, étaient admises à ces fonctions des personnes ayant travaillé chez des juges royaux ou seigneuriaux, des procureurs ou des greffiers de justices royales.

Des conditions de moralité furent aussi de tous temps exigées des notaires ; dès Philippe Le Bel, on trouve la prescription de ne nommer à ces fonctions qu'après s'être assuré de la moralité du candidat ; et nous avons vu dans le passage plus haut cité de l'ordonnance de Charles VIII, établissant un jury pour examiner la capacité des notaires du Languedoc, que ce jury devait les examiner aussi, sur leurs « mœurs et loyauté ».

(1) A Rennes pourtant les candidats devaient produire des certificats établissant qu'ils avaient travaillé chez un notaire, en le faisant attester par des membres de la Compagnie, mais il n'y avait rien de fixé pour le temps de cléricature.

Enfin Charles IX, dans l'article 82 de l'ordonnance rendue à la suite des états généraux de 1560, en même temps qu'il fixe, ainsi que nous l'avons vu ci-dessus, l'âge pour exercer les fonctions de notaires, stipule que les personnes qui voudront être nommées à ces offices, devront fournir une attestation de leur bonne vie et mœurs (1).

Cette prescription est encore en vigueur au siècle dont nous nous occupons et tout candidat doit fournir une semblable attestation.

Il est à croire que dans les villes importantes, on ne devait pas se contenter de cela et que l'on devait faire une enquête un peu plus sérieuse ; à Paris, notamment, le rapport que les syndics faisaient à la Compagnie, ainsi que nous l'avons vu ci-dessus, avant qu'elle ne donnât son consentement, devait porter aussi sur la moralité du candidat.

Citons encore quelques autres conditions requises pour exercer les fonctions de notaire royal.

En vertu de l'édit du 16 juillet 1682, il fallait être de religion catholique, apostolique et romaine, et en administrer la preuve par certificat ou par témoins ; cette mesure était destinée à exclure principalement les protestants.

(1) C'est sans doute là l'origine du certificat de bonne vie et mœurs qu'à l'heure actuelle encore doit fournir tout candidat à un office de notaire.

De même les religieux et les prêtres étaient exclus de ces fonctions par l'Ordonnance de Moulins de 1490, qui défendait « de recevoir des gens d'église à être notaires « royaux, ou de cour séculière ».

Aux termes d'une ordonnance de Philippe Le Bel, de 1304, il était aussi défendu d'être en même temps que notaire, boucher, barbier ou d'exercer un autre métier vil ; mais cette ordonnance ne fut pas rigoureusement appliquée, car au ^{xviii}^e siècle, des notaires de village étaient encore pris parmi de simples artisans, forgerons, maréchaux ferrants, barbiers ; et M. Edmond Lecomte (1) nous dit qu'avant 1789, il se trouvait encore des vigneron, sabotiers, couvreurs en chaume, qui unissaient les fonctions de notaire à leur état manuel.

Enfin il suffisait, pour être exclu de l'office de notaire royal, d'être « entéché de la maladie de la Lèpre (2) ».

(1) Edmond LECOMTE, *Les Notaires*. Etude historique et littéraire (Bibliothèque Nationale).

(2) BARABÉ, *op. cit.* Condition d'admission et d'exclusion.

CHAPITRE IV

FONCTIONS DES NOTAIRES ROYAUX. — COMMUNAUTÉS DE NOTAIRES

SECTION I

Fonctions des Notaires royaux.

Les notaires royaux, au xviii^e siècle, réunissaient en eux quatre fonctions, autrefois séparées et faisant l'objet d'offices distincts, ainsi qu'on l'a expliqué dans l'historique ci-dessus : les fonctions de notaire, de tabellion, de garde-note et de garde-scel.

1^o Fonctions de Notaire.

En qualité de notaires, ils étaient les officiers de la juridiction volontaire, c'est-à-dire qu'ils recevaient et passaient, et avaient seuls le droit de recevoir et passer, tous contrats et actes volontaires entre quelques particuliers que ce fût, auxquels ces particuliers voulaient donner l'authenticité, et les actes ainsi rédigés par eux

s'appelaient (comme à l'heure actuelle) « minutes » ou « brevets » (1).

Ces attributions résultent pour eux notamment :

De l'édit de création des tabellions donné par François I^{er} à Angoulême en novembre 1542, défendant « aux greffiers et juges, leurs lieutenants et commis, de recevoir aucuns contrats volontaires, entre qui que ce soit, et pour quelque cause que ce soit », et leur enjoignant « de les laisser recevoir... aux notaires » (2).

De lettres en forme de règlement sur les offices et fonctions des notaires et tabellions, données par François I^{er} le 11 décembre 1543.

Des lettres en forme d'Edit d'Henri II, du 4 décembre 1553, aux notaires de Sens, leur attribuant « la confection et réception de tous les contrats, actes, inventaires, partages et autres instruments à l'exclusion de tous greffiers et autres officiers entre quelques personnes et de quelque qualité qu'elles soient, sans que les bailli, prévôt du dit Sens, leurs lieutenants et autres juges puissent appeler ou députer à la confection d'iceux inventaires, partages, actes et instruments leurs greffiers, tabellions ni autres personnes que les dits notaires, ni que autres qu'eux se puissent ingérer

(1) LANGLOIX, *Traité des droits et fonctions*, etc..., *op. cit.*, chapitre XVIII. Nous verrons plus loin, en examinant les fonctions des notaires en qualité de gardes-notes, la différence entre les minutes et les brevets.

(2) LANGLOIX, *op. cit.*, chapitre XVIII.

« ni immiscer, ni être commis ou substitués à la réception et confection d'iceux contrats, actes, inventaires, partages et instruments (1) ».

Enfin du Code Henri, titre 22, articles 14 et 26 défendant « à tous justiciers, officiers, leurs lieutenants et greffiers de quelque autorité qu'ils soient, d'exercer l'office de notaire, pour recevoir et passer contrats, actes, instruments, partages et inventaires, qui doivent être reçus et passés par notaires (2) ».

Dans l'exercice de ces fonctions, les actes qu'ils faisaient principalement étaient les ventes d'immeubles, les baux, les inventaires et partages, les constitutions de rentes, les contrats de mariage, les donations, les testaments ; ils faisaient aussi les *vidimus* (3) d'actes et pièces dont les particuliers ne voulaient pas se dessaisir, et en général ils passaient tous les actes qui sont aujourd'hui de la compétence des notaires, sauf toutefois quelques exceptions que nous allons signaler, dont quelques-unes assez importantes.

Tout d'abord, ils n'avaient pas la confection des partages judiciaires. Actuellement, les partages ordonnés par justice sont toujours dressés par des notaires qui, seuls, peuvent être commis à cet effet par le tribunal. Sous l'Ancien Régime, au contraire, le principe était

(1) LANGLOIX, *op. cit.*, chapitre XVIII.

(2) *Idem.*

(3) Le *vidimus* d'un acte est ce qu'on appelle aujourd'hui une « copie collationnée ».

que, les notaires étant officiers de juridiction volontaire, et les partages judiciaires dépendant de la juridiction contentieuse, la confection de ces partages ne leur appartenait pas, et c'étaient alors à Paris les commissaires ou examinateurs au Châtelet et dans les autres lieux les officiers correspondants qui étaient compétents.

Ce principe était proclamé par divers arrêts (1) et en dernier lieu par des lettres patentes de Louis XV du 9 juillet 1737.

Toutefois la rigueur de ce principe était atténuée par des exceptions ; ces arrêts et ces lettres patentes réservaient un cas, où les notaires étaient compétents en cette matière, c'était celui où les parties, d'un commun accord, chargeaient un notaire de dresser le partage ordonné par justice.

Et surtout il fut porté atteinte à ce principe par les tribunaux eux-mêmes (2), ceux-ci, notamment dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, renvoyaient souvent à des notaires royaux la confection des partages judiciaires comme il est fait actuellement.

Une autre exception assez importante est celle relative aux ventes mobilières aux enchères ; mais quoique Bergé (3) pense qu'elle s'applique à tous les notaires, il

(1) Ces arrêts sont rapportés dans LANGLOIX, *op. cit.*, chapitre XXXIII.

(2) Quelques arrêts en ce sens sont énumérés dans LANGLOIX, *op. cit.*, chapitre XXXVI.

Et dans REGNAULT, *op. cit.*, chapitre VI, IV^e section.

(3) BERGÉ, *op. cit.*, *in fine*.

nous semble qu'elle ne concerne que les notaires au Châtelet de Paris, du moins nous n'avons pu le vérifier que pour ces derniers. Un édit de mars 1713 dit, en effet, qu'il appartient aux huissiers priseurs au Châtelet de Paris de « faire exclusivement à tous autres les prisées, « expositions et ventes de meubles dans la ville, fau-
« bourg et banlieue de Paris (1) ».¹

Les ventes mobilières dont il s'agit ici sont les ventes de meubles au plus offrant et dernier enchérisseur (2); et alors on ne voit pas jusqu'à présent la différence avec l'état de choses actuel, les commissaires priseurs ayant encore aujourd'hui à Paris le monopole des ventes publiques de meubles aux enchères, comme tous les commissaires priseurs en général dans leur résidence même. Mais la différence consistait en ce que les ventes mobilières ainsi réservées aux huissiers priseurs comprenaient toutes ventes mobilières aux enchères quelles qu'elles fussent, aussi bien les ventes de meubles en détail qu'en bloc; de telle sorte que les huissiers priseurs avaient notamment le monopole des adjudications de fonds de commerce qui, aujourd'hui, appartiennent aux notaires, et des ventes de matériaux et de démolitions; ils prétendaient même avoir seuls le droit de faire la vente aux enchères d'un bâtiment à la charge de le démolir, parce qu'en réalité c'étaient les démolitions qui étaient vendues.

(1) Registre concernant les droits et fonctions des notaires, *op. cit.* Vente de meubles.

(2) *Idem.*

Aux termes de l'article 113 du Code civil et de l'article 942 du Code de Procédure civile, le tribunal commet un notaire, pour représenter les personnes absentes dans les inventaires, comptes, partages et liquidations, et les parties simplement non représentées mais dans les inventaires seulement. Cette fonction n'appartenait pas aux notaires royaux au XVIII^e siècle (1). C'étaient des substituts du Procureur du Roi qui représentaient les absents et les non représentés aux levées de scellés, inventaires, ventes de meubles, ainsi qu'aux comptes, liquidations et partages, et ils devaient assister à ces opérations sans qu'il fût besoin de le faire ordonner par justice.

Il en fut de même jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, ainsi qu'en témoignent des Arrêts du Parlement du 7 juillet 1761 (2), du 17 mars 1778 et du 20 janvier 1779 (3).

Notons aussi comme exception assez importante, que les notaires alors n'avaient pas la confection des inventaires, comptes, liquidations et partages, dans les cas royaux, notamment en cas d'aubaine, déshérence, bâ-

(1) Elle avait dû leur appartenir auparavant, car aux termes d'une ordonnance de François I^{er} de 1539, ils avaient alors le droit même de stipuler pour les absents.

(2) Registre concernant les droits et fonctions des notaires, *op. cit.* Notaires d'Orléans.

(3) Suite du *traité* de Langloix, par REGNAULT, *op. cit.*, chapitre xvi.

tardise, confiscation (1) (la confection en appartenait alors à certains officiers de la juridiction contentieuse) et que, dans la province de Bretagne (2), les inventaires après décès n'appartenaient pas aux notaires, mais aux greffiers des juridictions royales (3).

Enfin citons encore comme actes que reçoivent les notaires d'aujourd'hui, et dont la confection n'appartenait pas à leurs prédécesseurs, notamment : les reconnaissances d'enfant naturel (article 334 du Code civil), les certificats de propriété, les certificats de vie. En outre, rappelons que pendant un temps, assez court il est vrai, les notaires n'eurent pas dans leurs attributions la confection des inventaires, qui fut attribuée aux commissaires et greffiers aux inventaires (4).

Mais si, comme nous venons de le voir, nos notaires actuels ont certaines fonctions que ne possédaient pas les notaires du XVIII^e siècle, par contre, ces derniers avaient certaines attributions très importantes qui leur ont été supprimées à la Révolution et qui n'ont pas été rendues à leurs successeurs.

(1) Les notaires au Châtelet de Paris, par exception, avaient la confection de ces actes.

(2) Dans la principauté d'Arches et de Charleville aussi, les inventaires appartenaient à des officiers de justice privativement aux notaires.

(3) Pourtant, en matière d'inventaire de communauté, l'époux survivant pouvait le faire faire par un notaire qui le déposait au greffe.

(4) Voir ci-dessus : « Commissaires et Greffiers aux inventaires », chapitre II, § 4.

Notamment sous l'ancien Régime les notaires avaient seuls le droit de faire les compromis et d'écrire les jugements ou sentences des arbitres, dont ils gardaient minutes ; à l'heure actuelle, les compromis peuvent se faire devant notaire, mais ces derniers n'ont pas un droit exclusif ; les compromis peuvent aussi se faire sous signatures privées, quant aux sentences arbitrales elles ne sont plus rédigées par notaires, et ceux-ci n'en ont plus le dépôt au rang de leurs minutes, elles doivent être déposées au greffe du Tribunal.

D'autres fonctions importantes qui ont été enlevées aux notaires à la Révolution, sont celles qui leur appartenaient dans les directions et syndicats de créanciers (1) ; c'était eux seuls qui avaient le droit de rédiger les délibérations des syndics, directeurs et assemblées générales de créanciers, d'en tenir registres, de faire tous les ordres, distributions et contributions ordonnés par ces syndicats et directions ; en somme, c'était par devant notaires qu'étaient faites la plupart des opérations nécessitées par ce que nous appelons aujourd'hui la faillite ou la liquidation judiciaire (2). Si nous en croyons

(1) Les Directions et syndicats de créanciers étaient constitués lorsqu'un commerçant ne pouvait plus faire face à ses affaires, nous dirions aujourd'hui lorsqu'il est mis en état de faillite ou de liquidation judiciaire ; ils correspondaient à ce qu'est aujourd'hui l'état d'union.

(2) Par exemple, un arrêt du Parlement du 4 mars 1662 homologue un contrat d'abandonnement de biens fait aux créanciers du sieur Cherouvrier et ordonne la vente des immeubles à

Bergé (1), les choses n'en allaient pas plus mal qu'aujourd'hui, toutes les affaires se réglaient à l'amiable et selon les circonstances ; s'il y avait des ventes à faire, elles étaient faites plus avantageusement dans l'étude du notaire qu'en justice ; les créanciers, habitant pour la plupart le même lieu que le failli, pouvaient plus facilement soigner leurs intérêts qu'à l'heure actuelle où ils sont parfois éloignés du siège du tribunal de commerce où se font toutes les opérations ; les frais étaient minimes et toujours les créanciers retiraient quelque chose.

Ces fonctions, tant en matière de compromis et sentences arbitrales qu'en matière de syndicats et directions de créanciers, n'ont pas toujours appartenu aux notaires royaux, elles leur avaient appartenu jusqu'en 1673, et elles leur ont été enlevées à cette époque pendant un court laps de temps de la façon suivante :

Louis XIV, ayant sans doute besoin de ressources, par édit de mars 1673, avait créé en titre d'offices formés et héréditaires des greffiers des arbitrages, compromis-sions, syndicats et directions de créanciers, savoir :

20 pour Paris.

6 pour chaque ville où il y avait Parlement, Chambre

l'amiable et sans frais au plus offrant et dernier enchérisseur en l'étude de M^e Pierre Huart, notaire à Paris, et la distribution des deniers suivant ordre fait entre les différents créanciers par devant ledit M^e Huart, LANGLOIX, *op. cit.*, chapitre vi.

(1) BERGÉ, *op. cit.* « Depuis la Révolution jusqu'à la loi de Ventose ».

des comptes, Cour des Aides, et Chambre de l'Edit.
2 pour Lyon.

2 pour les villes où il y avait Présidial, principal bailliage ou sénéchaussée.

Et un pour les autres villes et lieux où il y avait juridiction royale ordinaire ou extraordinaire, duchés et paieries.

Ces officiers avaient le titre de *greffiers des conventions*.

Ils avaient comme attributions celles de passer toutes sortes d'actes comme les notaires royaux, et de plus, à l'exclusion de tous autres notaires ou officiers royaux, « de faire les compromis, et d'écrire les jugements, sentences et autres actes des arbitres, amiables compositions et autres juges convenus, des minutes desquels « ils demeureront dépositaires, ensemble des comptes « de tutelle, liquidations et autres après qu'ils auront été « examinés et des registres des délibérations des syndics « et directeurs ou assemblées générales des créanciers « dont ils délivreront les expéditions ou extraits à ceux « qui en auront besoin (1) ».

Les notaires royaux s'émurent de cette création qui leur retirait une partie de leurs attributions, et qui, de plus, augmentait le nombre des notaires, puisque ces officiers pouvaient aussi recevoir tous actes comme eux. Les notaires au Châtelet de Paris obtinrent, par édit

(1) LANGLOIX, *op. cit.*, chapitre xvii.

d'août 1673, la suppression des 20 offices créés à Paris, et la réunion des fonctions de ces officiers aux 113 offices de notaires au Châtelet de Paris ; la Communauté paya pour cette réunion 116.490 livres ; les notaires de Rouen obtinrent cette réunion vers 1675 ; et enfin, par lettres patentes du 29 avril 1687, les greffiers des conventions furent supprimés dans tout le royaume.

Désormais les notaires royaux jouirent à l'exclusion de tous autres officiers des fonctions qui avaient été attribuées aux greffiers des conventions, c'est ce qui résulte notamment d'un arrêt du Conseil d'Etat du 18 novembre 1673, rendu en faveur de notaires du Châtelet de Paris défendant « à tous syndics et directeurs et à toutes
« personnes de quelque qualité et condition qu'elles
« soient, autres que les suppliants (les notaires au Châtelet de Paris) de rédiger les délibérations des syndics et directions des créanciers, d'en tenir aucuns
« registres, de recevoir aucunes enchères, faire ordre, distribution, ni contribution, de délivrer aucuns extraits
« ou copies, ni de s'immiscer dans les dites directions, à
« tous greffiers et autres personnes publiques, de recevoir ni garder les minutes des compromis, conventions, sentences arbitrales, et aux parties de s'en servir
« et d'en poursuivre l'homologation, même aux Procureurs des Cours et sièges de signer la requête, ni
« faire aucun acte ni formule que les dites sentences
« arbitrales n'ayant été prononcées, expédiées et délivrées par lesdits notaires le tout à peine de nullité,

« dommages-intérêts et de 3.000 livres d'amende (1) ».

En outre, les notaires royaux ont été confirmés dans ces fonctions par déclaration de Louis XIV du 28 mai 1706, par lettres en forme d'édit de Louis XV d'avril 1736, et par divers arrêts et jugements (2).

Les fonctions des notaires royaux en matière de compromis, sentences arbitrales, syndicats et directions de créanciers, que nous venons d'examiner, sont les plus importantes de celles qui ont été enlevées à leurs successeurs les notaires actuels, mais ne sont pas les seules, et notamment il nous faut citer les renonciations à communautés et à successions qui appartenaient sous l'Ancien Régime aux notaires concurremment avec les greffiers, et qui actuellement sont reçues exclusivement par les greffiers (Articles 784 et 1457 du Code civil).

Nous venons de voir par une comparaison avec les notaires actuels quelles étaient les attributions des notaires au XVIII^e siècle en leur qualité de notaires, c'est-à-dire de rédacteurs des actes volontaires des particuliers.

Mais ces attributions résultaient pour eux soit de coutumes, soit d'ordonnances, d'édits ou de lettres patentes, soit d'arrêts en forme de règlement, soit d'autres sentences judiciaires ; les textes, lorsqu'il y en avait, n'étaient

(1) Suite du *Traité de Langloix*, par REGNAULT, *op. cit.*, chapitre XI.

(2) Ces arrêts et jugements sont énoncés dans LANGLOIX, *op. cit.*, chapitre XVII.

pas très nets et très explicites, quand ils ne se contredisaient pas comme certaines décisions judiciaires.

Dans ces conditions les contestations étaient nombreuses entre les notaires et les autres officiers royaux ou seigneuriaux ; on peut s'en rendre compte en consultant les ouvrages de Langloix et de Regnault (1), auxquels nous nous référons souvent au cours de cette étude et qui sont presque entièrement composés de commentaires d'arrêts ou jugements rendus entre les notaires royaux et d'autres officiers.

C'était avec les officiers de justice de la juridiction contentieuse, qu'avaient lieu généralement toutes ces querelles : ceux-ci prétendant que tel acte dépendait de la juridiction contentieuse, les notaires royaux, officiers de la juridiction volontaire, prétendant au contraire qu'il dépendait de la juridiction volontaire.

Les actes qui faisaient principalement l'objet de ces contestations étaient les inventaires et descriptions de biens, les partages, les comptes, les ordres et distributions de deniers.

Les inventaires étaient nommément attribués aux notaires dans presque tous les actes royaux relatifs aux fonctions notariales, notamment dans les lettres de Philippe V du 5 juin 1317, dans toutes les lettres de confirmation de ses successeurs jusqu'à François I^{er} ; dans les

(1) LANGLOIX, *Traité des droits, privilèges et fonctions des Conseillers du Roi, notaires, etc.*, op. cit. REGNAULT, *Continuation du traité de LANGLOIX*, op. cit.

lettres en forme d'édit d'Henri II, de 1553, en faveur des notaires de Sens, et le code Henri qui comprend les inventaires dans les attributions des notaires en général (1); dans des lettres de Charles IX, d'Henri III, Henri IV, Louis XIII, Louis XIV, en faveur des notaires de Paris, et enfin dans les lettres en forme d'édit de Louis XV, d'avril 1736.

Mais si les inventaires en général étaient ainsi attribués aux notaires (sauf ce qui a été dit pour les notaires de Bretagne, et les commissaires et greffiers aux inventaires), dans certains cas particuliers les officiers de justice prétendaient qu'ils leur appartenaient comme relevant de la juridiction contentieuse, ainsi les inventaires après scellés, les inventaires et descriptions de biens de personnes interdites (2), les inventaires et descriptions de biens en cas de faillite, banqueroute, et autres matières criminelles ou délictueuses; ils étaient du reste, dans la plupart des cas, déboutés de leur demande, sinon en première instance, du moins dans les juridictions d'appel.

Nous trouvons à ce sujet de nombreux arrêts donnant gain de cause aux notaires de différentes villes du Royaume, Orléans, Tours, Sens, Lyon, Amboise,

(1) Voir passages de l'édit de 1553 et du code Henri, cités au commencement du présent chapitre.

(2) Les commissaires examinateurs avaient pourtant le droit de faire des descriptions de biens sommaires, sans prise ni estimation, dans les cas de saisie et scellés.

Blois, etc... (1), contre les officiers des juridictions établies dans ces villes, et surtout nous trouvons des arrêts rendus en faveur des notaires au Châtelet de Paris qui avaient à se défendre contre une multiplicité de gens dont une énumération peut seule donner une idée.

Nous relevons notamment dans Langloix (2) des arrêts ainsi rendus, contre :

Les commissaires examinateurs au Châtelet de Paris ;

Les officiers et greffiers des différentes juridictions royales : greffiers de la Chambre du Trésor et du Bailliage du Palais, greffier de la Chambre du Domaine, officiers du Bailliage de l'Arsenal, greffiers des requêtes de l'Hôtel ;

Les huissiers et sergents des diverses juridictions : Huissiers en la Cour ; sergents à verge, huissiers des requêtes du Palais ; priseurs jurés, vendeurs de biens à Paris ; huissiers priseurs au Châtelet ; huissier sergent à cheval au Châtelet de Paris ; huissiers du Parlement ; huissiers de la Prévôté de l'Hôtel ;

Les officiers des justices seigneuriales : officiers de l'évêque de Paris dans la haute justice du For-l'Evêque ; prieur et greffier de Saint-Ladre-les-Paris ;

Les experts jurés et les greffiers de l'Ecritoire : greffiers de jurés maçons et charpentiers bourgeois de Paris ; greffier clerk de l'Ecritoire.

(1) LANGLOIX, *op. cit.*, chapitre XXI. REGNAULT, *op. cit.*, chapitre VI, III^e section.

(2) LANGLOIX, *op. cit.*, chapitre XXI.

Enfin même contre des Corps et Communautés de Marchands et Artisans, par exemple contre les Maitres apothicaires à Paris, qui voulaient faire eux-mêmes les inventaires des fonds de marchandises des membres de leur corporation, comme les libraires et imprimeurs, qui jouissaient seuls de ce privilège.

Les notaires soutinrent aussi de nombreux procès contre les notaires et secrétaires de la Cour de Parlement pour les inventaires après décès des Princes et grands Seigneurs « Pairs, ducs, comtes, barons, et autres personnes illustres » (1) ; et contre différents officiers de la Cour des Comptes pour les inventaires des biens des comptables ; ils ne gagnèrent pas toujours leurs procès dans ces deux derniers cas, ces inventaires leur étant retirés dans certaines circonstances particulières.

Les partages étaient généralement nommés à côté des inventaires, dans tous les actes royaux que nous avons cités ci-dessus, comme actes dont la confection appartenait de plein droit aux notaires ; mais il ne s'agissait que des partages volontaires ; ainsi que nous l'avons déjà dit, les partages contentieux n'étaient pas en principe de la compétence des notaires.

Quels partages devaient être regardés comme contentieux ; quels partages étaient volontaires ? Tel était aussi l'un des principaux motifs de contestations entre les no-

(1) Arrêt du Parlement du 22 mai 1601. LANGLOIX, *op. cit.*, chap. xxiii.

taires et les officiers de justices soit royales, soit seigneuriales.

Ces conflits avaient lieu avec les mêmes officiers, à peu près, que ceux cités plus haut, comme contestant aux notaires la confection des inventaires (1), et surtout avec les commissaires examinateurs au Châtelet de Paris.

La plus importante des décisions de justice qui mirent fin à ces conflits, est un arrêt de règlement rendu en Parlement le 3 décembre 1569. « Entre la communauté
« des notaires au Châtelet de Paris et l'Evêque de
« Paris ; les religieux, abbé et couvent de Saint-Ger-
« main ; les doyen, chanoines et chapitre de Saint-
« Marcel ; les religieux, abbé et couvent de Saint-Ger-
« main-des-Prés ; les religieux, abbé et couvent de
« Saint-Magloire ; les religieux, prieur et couvent de
« Saint-Martin-des-Champs ; le grand Prieur et couvent
« du Temple (tous seigneurs Hauts justiciers dans la
« ville et faubourg de Paris ayant pris fait et cause pour
« leurs officiers) ; le greffier de la Chambre du Trésor et
« la Communauté des examinateurs au Châtelet (2). »

L'importance de cet arrêt réside non pas seulement dans le nombre des parties en cause, mais surtout dans la définition qu'il donne du partage contentieux.

(1) LANGLOIX, *op. cit.*, chap. xix, 4^e, chap. xx-xxi.

REGNAULT, *op. cit.*, chap. vi, 1^{re}, 3^e, 4^e et 5^e sections.

Registre concernant les droits et fonctions des notaires, *op. cit.* Notaires d'Orléans.

(2) LANGLOIX, *op. cit.*, chapitre xxxiii.

Après avoir déclaré que la confection des partages appartient aux notaires du Châtelet de Paris à l'exclusion des dits examinateurs au Châtelet, Hauts justiciers ou leurs officiers, il ajoute : « mais quand, par sentence et « jugement contradictoire, de juge compétent, donné sans « fraude et supposition d'instance, aura été ordonné par- « tages être faits entre parties qui auront contesté et « poursuivi par justice en jugement les dits partages ; en « ce cas, en exécutant les dites sentences et jugements, « seront les dits partages faits par les examinateurs du « Châtelet, Hauts justiciers ou leurs officiers chacun en « leur endroit, et en tant qu'à eux appartiendra privati- « vement aux dits notaires, sinon que par commun accord « et consentement des parties, les notaires au Châtelet « fussent requis faire, passer et recevoir les dits partages, « auquel cas pourront iceux notaires passer et recevoir « les dits partages, nonobstant les dites sentences et ju- « gements (1). »

Comme on le voit, cet arrêt réserve le cas de l'accord entre toutes les parties pour faire dresser par un notaire un partage ordonné par justice, cas que nous avons cité ci-dessus comme étant une exception au principe de l'incompétence des notaires en matière de partages judiciaires. Nous avons vu que ce n'était pas le seul cas où les notaires avaient la confection des partages contentieux, et que parfois ils en étaient chargés par le jugement même ordonnant le partage.

(1) LANGLOIX, *op. cit.*, chapitre xxxiii.

Certains officiers de justice (notamment les commissaires au Châtelet de Paris) voulaient aussi prétendre que les partages où l'un ou plusieurs des copartageants étaient mineurs, étaient toujours de leur compétence ; les notaires repoussèrent presque toujours victorieusement cette prétention (1).

Ces officiers soutenaient aussi que tous les comptes, les ordres et les distributions de deniers étaient toujours contentieux, et que, par conséquent, ils étaient de leur compétence exclusive. Les notaires soutinrent qu'il pouvait y en avoir de volontaires, et rentrant par conséquent dans leurs attributions, et obtinrent gain de cause aussi sur ce point.

Mais pour tous ces actes, comptes, ordres et distributions de deniers, comme pour les partages, il arrivait que, commis par les juges pour les dresser, les notaires en avaient parfois la confection, même lorsqu'ils étaient contentieux (2).

Notons enfin que les officiers de justice en général, à Paris, les Commissaires au Châtelet, contestaient aux notaires le droit de recevoir aux inventaires le serment des personnes représentant les effets et celui des priseurs ;

(1) REGNAULT, *op. cit.*, chapitre vi, 1^{re} et 3^e sections.

Registre concernant les droits et fonctions des notaires, *op. cit.* Notaires d'Orléans.

(2) Voir arrêts sur la confection des comptes, ordres et distributions de deniers :

LANGLOIX, *op. cit.*, chap. xxxiv, xxxv, xxxvi.

REGNAULT, *op. cit.*, chap. vi et xi.

cette protestation était plus légitime que celles précédemment examinées, la réception du serment étant une attribution du juge, mais cet empiétement des notaires sur les fonctions des juges fut toujours admis et reconnu.

2° *Fonctions de Tabellion.*

Nous avons vu que c'était en 1597 que les fonctions de tabellion avaient été réunies à celle des notaires dans tout le royaume, sauf à Paris et Orléans.

A Paris, en effet, jamais il ne fut créé de tabellionages, et toujours les notaires au Châtelet exercèrent les fonctions réservées ailleurs aux Tabellions.

Quant à Orléans, une déclaration du 6 août 1544 avait excepté les notaires de cette ville de la création des tabellionages.

En cette qualité de tabellions, les notaires royaux avaient simplement pour fonctions de faire et délivrer des copies des actes par eux reçus et principalement la copie mise en forme exécutoire : la grosse (1).

Il ne pouvait être délivré qu'une seule grosse au créancier. Cette prescription édictée dans l'intérêt du débiteur se rencontre déjà dans l'ordonnance de Philippe Le Bel de juillet 1304 déjà citée ; elle fut réitérée par François I^{er} dans l'ordonnance de Villers-Cotterets en

(1) Le terme d'expédition par lequel, à l'heure actuelle on désigne les copies signées du notaire autres que les grosses, se rencontre peu sous l'Ancien Régime avant le XVIII^e siècle.

1539. Le notaire mentionnait en marge de la minute la délivrance de la grosse. En cas de perte, une seconde grosse ne pouvait être délivrée qu'en vertu d'une ordonnance du juge.

3^e *Fonctions de Gardes-Notes.*

A. Les notaires royaux étaient dépositaires de tous testaments ou codicilles olographes et autres actes volontaires, et ils avaient seuls le droit de recevoir ces actes en dépôt.

Ce droit résultait pour eux de l'édit de mai 1575 de création des notaires gardes-notes, dont les fonctions furent réunies à celles des notaires royaux, ainsi que nous le savons déjà, qui enjoignait aux curés, vicaires et autres personnes non notaires qui auraient reçu ou passé des testaments et codicilles, de les déposer aux mains d'un notaire, 8 jours après le décès du testateur ; ces injonctions sont répétées au xviii^e siècle dans une ordonnance de Louis XV d'août 1735 (article 26).

Ces droits leur sont aussi reconnus par plusieurs arrêts du Parlement de Paris (1), et par un arrêt de règlement du Conseil d'Etat privé du Roi en date du 27 mai 1737, sur lequel Louis XV a accordé des lettres patentes du 9 juillet 1737 le confirmant.

B. En outre, en qualité de gardes-notes, ils devaient

(1) Tous ces arrêts sont rapportés dans LANGLOIX, *op. cit.*, chapitre xviii, II^e partie.

veiller à la garde et conservation des minutes, registres, protocoles et répertoires de leur exercice et de celui de leurs prédécesseurs et transmettre le tout à leur successeur.

Qu'étaient ces minutes, registres, protocoles et répertoires dont ils devaient ainsi assurer la conservation ?

La minute est l'original même de l'acte passé devant notaire, signé des parties, des témoins et du notaire (au début, du notaire seulement) qui reste aux mains de ce dernier pour en être délivré aux parties intéressées une grosse ou des expéditions.

Au commencement du notariat ces originaux étaient rédigés sur feuilles volantes, et par conséquent s'égarraient souvent ; aussi, pour remédier à cet inconvénient, il fut prescrit aux notaires du Midi, par ordonnance de Philippe Le Bel de 1304, et aux autres notaires du Royaume, par lettres patentes de Charles VII du 1^{er} décembre 1437, de transcrire leurs minutes en entier par ordre de dates sur des registres ou protocoles (1).

Tous les actes n'étaient pas ainsi rédigés en minutes, restant aux mains du notaire et transcrits sur les registres ; pour les autres, l'original même était délivré aux parties et n'était pas enregistré, ces actes étaient dits « délivrés en brevets ».

Ces lettres patentes de 1437 qui avaient étendu à tout

(1) Pour les notaires du Midi il semble, d'après l'ordonnance de 1304, qu'ils devaient écrire leurs actes directement sur les registres ou protocoles.

le Royaume l'obligation de la transcription des actes sur des registres, n'avaient pas été appliquées à Paris, et des lettres patentes de Louis XII, de juin 1510, réitérant cette obligation pour tous les notaires du Royaume, en excepte expressément les notaires au Châtelet de Paris.

Ceux-ci non seulement n'enregistraient pas les actes par eux reçus, mais encore ils n'en conservaient même pas l'original, qu'ils remettaient aux parties ; ils ne délivraient leurs actes qu'en brevets et lorsque les parties désiraient avoir la grosse de leurs conventions, elles rapportaient le brevet au notaire pour qu'il dressât cette grosse.

Ce système présentait de graves inconvénients de perte et de fraude, mais les notaires de Paris refusaient de tenir ces registres, objectant qu'ils étaient obligés, à la différence des autres notaires du Royaume, d'écrire et grossoyer eux-mêmes leurs actes ; et que, s'il leur fallait encore les transcrire sur des registres, leur tâche serait écrasante.

Pourtant cet état de choses ne pouvait durer et François I^{er}, par ordonnance de 1539, renouvelant l'injonction générale faite à tous les notaires du Royaume d'enregistrer leurs actes, y comprit les notaires au Châtelet de Paris ; ceux-ci se soumirent, mais demandèrent au Roi d'être dispensés, en raison de cette obligation, d'écrire et grossoyer leurs actes de leur propre main, et de pouvoir en charger leurs clercs ; cette faculté leur fut accordée par lettres patentes de septembre 1541.

A partir de cette époque, par conséquent, tous les notaires du Royaume tiennent registres de leurs actes, qui, par suite de cette formalité, sont écrits trois fois : sur la minute, sous la dictée des parties ; sur le registre ensuite, et enfin sur la grosse (nous parlons des actes non délivrés en brevets).

Mais cette réglementation s'altéra peu à peu. Tout d'abord pour éviter une de ces écritures, les notaires se mirent à écrire l'acte directement sur le registre sous la dictée des parties, celles-ci signaient alors sur le registre même.

Puis, lorsque l'acte était passé en dehors de l'étude, ces registres étaient incommodés à emporter, on rédigeait la convention sur simple feuille volante qu'on insérait dans le registre à sa date.

Enfin les feuilles volantes, que l'on a plus facilement sous la main qu'un registre, étant dans tous les cas plus pratiques, on en revint aux errements d'autrefois, et on recommença à rédiger tous les actes sur des feuilles séparées ; pourtant, en souvenir des anciens registres, les notaires prirent l'habitude de faire relier leurs minutes quelque temps après qu'elles avaient été reçues. Cet usage était courant au xviii^e siècle, notamment à Paris, alors les registres ou protocoles ne sont plus qu'une réunion de minutes et se confondent avec elles.

Nous venons de voir ce qu'étaient les minutes (1), re-

(1) Nous reviendrons plus loin sur les minutes et nous les étudierons un peu plus longuement.

gistes et protocoles. Quant aux répertoires ils ne différaient pas sensiblement de nos répertoires actuels, c'étaient des registres sur lesquels les notaires étaient tenus d'inscrire succinctement, par ordre de dates, tous les actes par eux passés, ceux délivrés en brevets comme ceux reçus en minutes ; pour prévenir les antedates et les soustractions d'actes. Un arrêt de 1655 enjoignait aux notaires de Paris de faire parapher leurs répertoires tous les six mois par un de leurs syndics. Une ordonnance de juin 1680 ordonnait qu'ils soient tenus sur papier timbré (1). Enfin un arrêt de 1693 obligeait les notaires à mentionner sur le répertoire, à côté de l'acte, le contrôle (2) et le droit qui avait été payé ; ainsi donc, lorsque nous arrivons au xviii^e siècle, ces répertoires étaient à peu près identiques aux registres qui portent actuellement le même nom.

La conservation des minutes, registres, protocoles et répertoires des notaires, fut toujours, sous l'Acien Régime, un gros sujet de souci.

A Paris, depuis le moment où les notaires furent obligés de tenir registres de leurs actes, ils en eurent toujours la garde et la conservation (sauf pendant un court espace de temps de 1575 à 1577 au moment de la

(1) Le papier timbré apparut en 1673, nous en reparlerons ci-dessus.

(2) Le contrôle correspondait à l'enregistrement actuel ; il était perçu à l'accomplissement de cette formalité un droit appelé « droit de contrôle ». Nous examinerons le contrôle plus loin, un peu plus longuement.

création des notaires gardes-notes) et les transmirent régulièrement à leurs successeurs dans leurs offices.

Mais dans les provinces il n'en était pas de même.

Au début, les offices, ainsi qu'on l'a vu ci-dessus, étaient donnés à ferme, puis à vie ; lorsque la période pendant laquelle l'office était concédé prenait fin, ou lorsque le titulaire mourait, les minutes (si elles n'avaient pas été délivrées directement aux parties, ce qui arrivait fréquemment) et les registres et protocoles, ou bien étaient transmis moyennant finances à un quelconque des autres notaires ou tabellions du même pays pour qu'il en délivrât des grosses et expéditions ; ou bien étaient gardés par l'officier qui les avait dressés ou par sa veuve et ses héritiers et restaient désormais dans leur patrimoine. Ceux-ci les déposaient parfois dans les archives d'une communauté religieuse ou d'une ville, mais très souvent ces minutes et registres restaient en leur possession, étaient transmis avec leur patrimoine, et au bout de quelque temps s'égarèrent.

Aussi, pour mettre fin à ces abus, Charles IX, sur les remontrances des Etats Généraux d'Orléans, par l'art. 83 de l'ordonnance de 1560 (1), établit que désormais, au décès d'un notaire, ses minutes, registres et protocoles seraient remis au greffier de la juridiction du ressort, après que celui-ci en aurait dressé l'inventaire ; c'est

(1) Les notaires au Châtelet de Paris furent dispensés d'observer cet article par lettres patentes de Charles IX, du 11 octobre 1561.

alors le greffier qui délivre les grosses aux parties, moyennant salaire, dont il donne moitié aux veuves et héritiers de l'officier décédé, qui se trouvaient dépouillés par cette ordonnance du droit de vendre la pratique du notaire décédé.

Mais cette ordonnance ne fut pas exécutée et c'est alors qu'en 1575 furent créés les notaires gardes-notes dont nous avons déjà parlé, auxquels, en cas de résignation ou de décès, le notaire résignataire ou les veuve et héritiers du notaire décédé devaient transmettre les minutes, registres et protocoles, pour qu'il en délivrât des grosses et expéditions ; de même que les greffiers, aux termes de l'ordonnance de 1560, ils devaient verser aux héritiers une part du salaire par eux touché pour la délivrance de ces grosses et expéditions ; cette part était fixée au tiers.

Nous avons vu que les offices de notaires gardes-notes avaient été supprimés à Paris, et réunis aux offices de notaires au Châtelet de Paris en 1577, et que ce n'est qu'en 1597 que cette réunion eut lieu dans les provinces, en même temps que celle des offices de tabellions.

A partir de cette époque donc, les notaires sont chargés de la garde et conservation de leurs minutes, registres et protocoles, qu'ils doivent transmettre à leur successeur dans leur office.

Il en fut ainsi jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, mais les notaires ne devaient pas très bien remplir leurs fonctions de gardes-notes, car nombreuses furent les plaintes

au sujet de la perte des minutes, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle.

Pour remédier à cet état de choses, on avait installé dans certaines grandes villes un dépôt commun ; ainsi à Rouen, toutes les minutes des notaires décédés étaient déposées dans l'une des voûtes du Palais de justice pour y être conservées, la garde en était confiée aux deux plus anciens notaires (1).

A Bordeaux, la Compagnie des Notaires avait fait construire un bâtiment appelé « Gardes-notes », destiné à recevoir les minutes anciennes, tout en les laissant à la disposition de chaque notaire (2).

A Paris, il n'y avait pas de dépôt commun, mais au décès d'un notaire, certaines formalités étaient observées ; un syndic de la Compagnie et le greffier réunissaient toutes les minutes, brevets, répertoires, expéditions, ainsi que tous les papiers dans une même salle de l'étude du notaire décédé ; le syndic en prenait la clef, le greffier dressait procès-verbal du tout, et dès que le nouveau titulaire était pourvu de l'office, le syndic le mettait en possession de toutes ces minutes, registres et pièces. Dans l'intervalle c'était le syndic qui délivrait les expéditions et extraits des actes du notaire décédé.

Les mêmes formalités étaient remplies dans tous les

(1) BARABÉ, *op. cit.* Mesures pour conserver les actes.

(2) A. DOUARCHE, *Etudes sur les anciennes minutes des Notaires, leur conservation et leur communication* (Bibliothèque Nationale).

cas où la vacance de l'office était produite par un événement qui privait l'officier de la liberté de disposer lui-même de sa charge.

En 1731, le Chancelier d'Aguesseau, ému par les nombreuses plaintes soulevées par la perte des minutes et registres des notaires, voulut généraliser le système du dépôt commun.

Il rédigea un projet d'édit, pour, disait-il dans son exposé des motifs, remédier notamment à cet inconvénient que : « les notaires ou leurs veuves et héritiers » sont les maîtres de soustraire les minutes, ou les laisser « prendre ou emporter, ou de les vendre à ceux mêmes « qui ont intérêt à les supprimer. »

Aux termes de cet édit, il devait être établi, dans chaque juridiction, un lieu convenable pour y déposer toutes les minutes et registres des notaires ; et pour veiller sur ce dépôt et à l'exécution des prescriptions de l'édit, il devait être créé des offices de « Conseillers « greffiers conservateurs des minutes des notaires ».

Ce projet souleva beaucoup de protestations, d'Aguesseau chercha d'autres moyens pour arriver au même but, il prescrivit une enquête et, de guerre lasse, il abandonna la question.

4^e Fonctions de Garde-Scel.

Nous avons vu dans l'historique au commencement de cet ouvrage, que les notaires du midi de la France ne

scellaient pas leurs actes, et que dans les pays de coutumes seulement le sceau était nécessaire pour donner à l'acte notarié son caractère d'authenticité, ce paragraphe sur les fonctions des notaires en qualité de gardes-scels ne concerne donc que le notariat des pays coutumiers.

Les fonctions de gardes-scels consistaient à apposer le sceau du roi sur les contrats et actes notariés (1), et à percevoir pour cette formalité un droit, le « droit de scel ».

Ces fonctions dont la réunion à celles des notaires devait faire franchir la dernière étape au notariat sous l'Ancien Régime, et l'identifier presque entièrement avec le notariat actuel, ne furent incorporées que très tardivement aux offices de notaires.

Tandis que la réunion des offices de tabellions et gardes-notes avait eu lieu en 1597, celle des offices de gardes-scels n'eut lieu qu'en 1706. Mais ces dates ne concernent pas les notaires au Châtelet de Paris, ceux-ci, en effet, de même qu'ils exercèrent les fonctions de tabellions et de gardes-notes avant les autres notaires, bénéficièrent de la réunion des fonctions de gardes-scels dès 1697.

Il est intéressant de connaître l'histoire des fonctions

(1) Sauf pour les brevets, ce n'était pas sur l'acte même que le sceau était apposé, ainsi que nous le verrons plus loin, mais sur les grosses ou expéditions.

de gardes-scels avant leur réunion aux offices de notaires, nous allons le faire très rapidement.

Au début du notariat, le sceau était apposé par le juge, ce qui se comprend aisément si l'on se souvient que nous avons dit ci-dessus que les actes authentiques furent d'abord passés devant les juges, sous forme d'aveux en justice, et que les notaires n'étaient au début que des greffiers des juges ; ils n'avaient pas, par conséquent, le caractère nécessaire pour donner l'authenticité aux actes et c'était alors le juge qui, par l'apposition du sceau, conférait cette authenticité.

C'est Philippe le Long qui retira aux juges l'apposition du sceau, pour la confier à un officier particulier ; par une ordonnance de 1319, il déclara de son domaine les sceaux des justices royales et les bailla à ferme à son profit.

Plus tard François I^{er}, par son ordonnance de novembre 1542, portant généralisation du tabellionage, créa dans tout le royaume, aux lieux où il n'y en avait pas encore d'institués, des offices de scelleurs et gardes-sceaux « qui auront la garde des sceaux pour les contrats, « promesses et obligations, procurations, testaments, « codicilles et autres actes et ordonnances de dernière « volonté, reçus par les tabellions et notaires, et les « sentences et condamnations des juges, sans que les dits « juges ou leurs lieutenants puissent avoir la garde des « dits sceaux » (1).

(1) LANGLOIX, *op. cit.* Cette ordonnance est rapportée dans les chartes, dans la II^e partie du volume.

De même Charles IX, par édit de juin 1568, créa dans toutes les juridictions royales des offices de gardes-scels, qui ont pour mission de sceller les contrats et les jugements. Cet édit est confirmé par un certain nombre d'autres édits ou déclarations promulgués à la fin du xvi^e siècle et au commencement du xvii^e siècle (1).

Un édit de décembre 1639 désunit la fonction de sceller les contrats et actes des notaires, de celle de sceller les sentences et jugements et crée par conséquent dans chaque ville où il y a une juridiction : un garde scel des sentences et un garde-scel des contrats.

Puis, dernière modification avant la réunion des fonctions de gardes-scels aux offices de notaires, un édit de novembre 1696 supprime tous les anciens gardes-scels des sentences, et gardes-scels des contrats, et réunissant les fonctions séparées en 1639 crée des offices de « conseillers gardes-scels des sentences et des contrats » dans toutes les juridictions du royaume.

Enfin, par édit d'août 1706, Louis XIV supprime tous les gardes-scels du royaume, et établit que dorénavant les notaires auront chacun un sceau aux armes du roi, qu'ils scelleront eux-mêmes leurs actes et percevront à leur profit *un sol* pour chaque apposition.

Pour Paris, l'histoire de la garde des sceaux diffère un

(1) Ces édits et déclarations sont énumérés dans le « *Registre concernant les droits et fonctions des notaires* », *op. cit.* Sceau des actes.

peu. L'apposition du sceau, tant pour les sentences que pour les contrats, avait toujours appartenu à un officier particulier dont nous avons déjà parlé, *le garde des décrets et immatricules ita est au Châtelet de Paris*, qui portait aussi pour cette raison le titre de garde-scel, lorsqu'en 1691, le roi, en créant les notaires apostoliques, leur conféra la fonction de gardes de son petit scel, avec pouvoir de sceller eux-mêmes tous les actes qu'ils recevaient.

Ces offices de notaires apostoliques furent réunis à ceux des notaires au Châtelet de Paris par édit de février 1693, avec pouvoir pour ces derniers d'exercer toutes les fonctions sans exception conférées aux notaires royaux apostoliques.

Par suite de cette réunion, les notaires au Châtelet de Paris eurent-ils dès lors le pouvoir de sceller tous les actes par eux reçus, même ceux qu'ils n'avaient pas passés en qualité de notaires apostoliques, ou bien n'eurent-ils le droit de sceller que ceux qu'ils recevaient en cette qualité? C'est ce que nous n'avons pu déterminer et cette question est du reste assez confuse.

Cette situation ne dura pas longtemps, car arriva l'édit de 1696 créant *les conseillers gardes-scels des sentences et des contrats*, cet édit fut appliqué à Paris où il fut institué un « conseiller garde-scel de la Prévôté et Vicomté de Paris ».

Mais l'année suivante, pour se procurer des ressources, le roi désunit, à Paris, les fonctions de garde-scel des

sentences et actes judiciaires, de celles de garde-scel des contrats et actes des notaires, et créa, pour ces dernières, 20 offices de « Conseillers du roi gardes-scels de la ville et faubourg de Paris ».

Ces officiers, qui avaient été créés dans un but purement financier, avaient non seulement le pouvoir de sceller tous les actes et contrats, mais encore celui de recevoir tous actes et contrats volontaires comme l'un quelconque des 113 notaires au Châtelet de Paris. C'étaient donc 20 nouveaux offices de notaires, et le Roi espérait ainsi obliger les notaires au Châtelet à lui racheter ces charges.

Ses espérances se réalisèrent, et un édit de décembre 1697 réunit les 20 offices de *conseillers gardes-scels* aux 113 offices de notaires au Châtelet de Paris, avec toutes les attributions du scel ; ceux-ci avaient versé comme finance au roi pour cette réunion une somme de 330.000 livres.

A partir de cette date les notaires au Châtelet de Paris scellent eux-mêmes et doivent sceller tous leurs actes, à l'exception des quittances, contre-lettres et déclarations qui sont exemptes du scel.

Notaires, tabellions, gardes-notes, gardes-scels, telles sont les fonctions réunies à partir de 1706 dans un office de notaire royal dans les pays de coutume du moins.

Pour terminer cet examen des fonctions des notaires royaux au XVIII^e siècle, notons que dans certains pays, et

à Paris notamment, il leur était défendu de les exercer pour leurs proches parents et à certains jours.

En effet, aux termes d'un arrêt du Parlement de Paris du 8 juin 1633, il était interdit à tous notaires d'instrumenter pour leurs fils, gendres et tous leurs parents et alliés jusqu'au degré de cousin germain ; et ceci n'était pas particulier au ressort du Parlement de Paris, on retrouve des dispositions semblables soit dans les décisions d'autres cours ou tribunaux, soit dans des règlements de Compagnies de Notaires.

A l'exception des inventaires et compulsoires, les notaires en général avaient le droit de recevoir toutes sortes d'actes les dimanches et fêtes, pourtant dans le Cambrasis et la principauté de Joinville il était défendu d'instrumenter ces jours-là.

A Paris aussi, une ordonnance d'avril 1338 avait défendu aux notaires au Châtelet de s'assembler les dimanches et fêtes pour exercer leurs fonctions. A cette époque, les notaires n'avaient pas encore d'études particulières disséminées dans la ville, ils instrumentaient tous en commun dans une salle du Châtelet où chaque notaire avait son banc.

Pour tourner les dispositions de cette ordonnance et recevoir des actes même ces jours-là, certains notaires, au lieu de se réunir dans la salle commune du Châtelet pour y instrumenter, s'installèrent dans des locaux voisins du Châtelet, dans des parloirs de couvents, des sacristies, d'églises, des magasins de gros marchands et

même dans des salles de cabarets ; ils envoyaient alors leurs plus jeunes clerks dans les rues avoisinantes pour rabattre la clientèle (de là viendrait, paraît-il, le nom de « saute ruisseaux » employé encore à l'heure actuelle pour désigner les jeunes clerks chargés de faire les courses) (1) ; pour exciter leur zèle, leurs patrons leur donnaient une allocation de 6 deniers par tête de client qu'ils amenaient, et l'on en cite un qui amenait à son patron jusqu'à 40 et 50 clients par dimanche.

La Compagnie des notaires au Châtelet de Paris fut froissée dans sa dignité de l'emploi de semblables procédés par quelques-uns de ses membres ; aussi élaborait-elle un règlement, aux termes duquel chacun des membres de la Compagnie s'engageait à s'abstenir d'aller les dimanches et jours de fête dans la salle commune du Châtelet, comme aussi de s'installer ces jours-là dans des couvents, des églises ou des cabarets ou dans tout autre lieu voisin du Châtelet.

Cette prohibition pour les notaires de Paris d'instrumenter les dimanches et fêtes subsista jusqu'à la fin de l'Ancien Régime.

(1) DE BAST, *Origines judiciaires. Essai historique, anecdotique et moral sur les notaires, les avoués, les agréés, les huissiers, les greffiers et autres officiers ministériels* (1855) (Bibliothèque de la faculté de Droit).

SECTION II

Des Communautés de Notaires.

Nous avons déjà eu jusqu'à présent assez souvent l'occasion de parler des Communautés de Notaires, et notamment dans la section précédente nous les avons vues soit intervenir dans les instances judiciaires pour faire respecter les prérogatives des notaires quant à leurs fonctions, soit obtenir du pouvoir royal des suppressions ou des réunions d'offices, soit, en dernier lieu, veiller à la dignité de la profession.

Nous allons donc, avant d'aller plus loin, étudier ces Communautés de Notaires.

Dans les grandes villes, les notaires formaient une association appelée communauté, et dont le principal rôle, au XVIII^e siècle, était à peu près celui des Chambres de discipline à l'heure actuelle.

Ces communautés élaboraient elles-mêmes leurs statuts et règlements, qu'elles faisaient ensuite homologuer par le Parlement dans le ressort duquel elles se trouvaient ; ainsi établis, ces règlements ne présentaient aucune uniformité, nous ne pouvons donc donner une idée générale de ces communautés ; et comme, d'autre part, il est impossible de les étudier toutes, nous nous conten-

terons de parler de la communauté des notaires du Châtelet de Paris, la plus importante.

L'origine de cette communauté, la plus ancienne de toutes (1), remonte à la confrérie constituée entre les notaires de Paris vers 1300, autorisée par lettres patentes de Philippe le Bel de décembre 1308, et confirmée par lettres patentes de Philippe le Long de février 1316 et de Philippe de Valois de septembre 1330.

Mais alors cette confrérie avait surtout un but religieux ; elle avait dû être formée, en effet, à la suite de l'édit de 1300, qui obligeait les notaires à certaines pratiques religieuses, et notamment à chanter la messe et les vêpres en commun, et punissait d'une amende celui qui, sans excuse, arrivait à la messe après le premier *Kyrie* et aux vêpres après le *Gloria* du premier psaume (2).

Mais ce but religieux, le plus important au début, perdit peu à peu son importance ; ainsi, aux termes des règlements primitifs, tous les notaires de Paris, sauf un, celui qui était « occupé aux propres besognes de notre « Seigneur Roi », étaient obligés d'assister à la messe tous les jours ; mais ils se lassèrent de cette assistance quotidienne à la messe, ils changèrent cette disposition de leurs règlements de la façon suivante : « Item les dits

(1) Celle d'Orléans, pourtant très importante aussi, semble ne dater que de 1512 (BERGÉ, *op. cit.* « Notaires royaux »).

(2) DELAMARRE, *Traité de la police*, livre I, tome VII, chapitre II. Charles BRIAND, *Etude historique et critique de l'Institution du notaire en second*, etc..., *op. cit.*

« notaires pourront eslire et commettre un clerc qui aura
« la charge d'assister à tous les services, messes et vèpres
« qui seront dits en la Chapelle des dits notaires et
« autres affaires d'icelle communauté, ainsi pour le temps
« et aux gages qu'il sera advisé par ladite commu-
« nauté (1). » Ils trouvaient plus commode d'assister
aux offices par mandataire.

Ce règlement dut être encore changé par la suite, car au xviii^e siècle les pratiques religieuses des notaires se bornent à l'assistance à la messe du dimanche ; encore n'y devaient-ils pas être obligés, puisque nous voyons (2) qu'il est d'usage qu'ils donnent à l'offrande chacun deux sols, et, quand il n'y a que quatorze assistants, quatre sols. Pour qu'on prévoie qu'il pourrait n'y avoir à la messe que quatorze assistants sur 113 notaires, il ne fallait pas qu'il y eut de prescriptions bien rigoureuses à ce sujet (3).

Pour ce service religieux les notaires avaient un chapelain, généralement un parent de notaire, qui touchait de la Compagnie comme appointements 50 livres jusqu'en 1786 et ensuite 200 livres ; en outre, il recevait des

(1) Rapporté dans BARABÉ, *op. cit.* « Statuts des confréries ».

(2) Recueil de notes par ordre alphabétique, etc..., *op. cit.* « Offrande ».

(3) Nous voyons (NOUEL DE KÉRANGUÉ, *op. cit.* « Notaires apostoliques ») que les notaires de Rennes assistaient aussi à la messe dite à leur intention dans un couvent, et où l'un d'eux offrait le pain bénit.

offrandes régulières à la messe et aux réceptions de nouveaux notaires.

Au sujet des offrandes, disons tout de suite l'importance qu'elles avaient dans les règlements de la communauté des notaires au Châtelet de Paris.

A chacun des dimanches et jours de fêtes où la Compagnie se réunissait, un notaire revêtu de sa robe devait présenter à la messe « un cierge de cire blanche de demi quarteron et neuf livres de bougies des six à la livre » (1), en outre, chacun des notaires devait donner deux ou quatre sols suivant les cas, ainsi que nous l'avons dit ci-dessus.

A certaines fêtes religieuses il était fait aussi de ces offrandes à diverses personnes ; ainsi, à la Chandeleur, des cierges, des bougies et du sucre étaient distribués par la communauté des notaires à diverses autorités judiciaires, financières et aux membres de la communauté, et notamment une véritable cérémonie était réglée pour la remise du cierge au Tribunal du Châtelet. Aux suisses, domestiques et clercs, il était distribué de l'argent.

En outre, il était aussi prescrit des distributions de jetons, quatre fois par an, aux frais de la communauté ou du syndic, et par chaque nouveau notaire à sa réception.

Ces offrandes et distributions étaient si nombreuses

(1) Recueil de notes par ordre alphabétique, etc., *op. cit.* « Bougies ».

qu'elles faisaient l'objet de règlements entiers (1), avec tableaux synoptiques à l'appui, pour permettre de s'y retrouver.

A côté de son but religieux, la confrérie et ensuite la communauté des notaires, avait aussi un but de bienfaisance.

Si un des membres devenait trop pauvre, ou s'il décédait laissant une veuve et des héritiers dans le besoin, on venait à leur aide selon les ressources de la communauté.

Le fonds de secours mutuels était constitué, au début, par certaines redevances payées par les notaires de Paris à certaines cérémonies, ainsi à leur mariage cinq sols, à leur décès dix sols et la livraison de certains effets mobiliers (2); ensuite on trouve les ressources nécessaires dans la bourse commune dont nous parlerons plus loin.

Le côté professionnel et disciplinaire de la communauté des notaires au Châtelet de Paris n'existait pas tout d'abord dans la confrérie qui donna naissance à cette communauté. Elle n'avait que deux buts : le but religieux, le plus important, et le but de bienfaisance.

Le but professionnel ne dut cependant pas tarder à apparaître, les membres de la confrérie, lorsqu'ils se réunissaient, devaient vraisemblablement agiter quelques

(1) Notamment règlements de février 1689 et mai 1705, sur les distributions de bougies.

(2) Edmond LECOMTE, *Les Notaires*, op. cit. « Notaires au XVIII^e siècle ».

questions professionnelles ; mais nous ne trouvons la première trace de ce but qu'en 1412 où Charles VI, par lettres accordées aux notaires de Paris le 1^{er} juillet, les autorise sur leur demande à s'assembler en leur chapelle ou ailleurs, pour communiquer sur le fait de leurs statuts dans l'intérêt de leurs offices, causes et procès (1).

Dès lors, le côté professionnel va prendre de plus en plus d'importance dans la communauté des notaires au Châtelet de Paris.

Tandis que le côté religieux, le principal au début, perd de son importance au cours de l'évolution de cette communauté, le côté professionnel, au contraire, qui n'apparaît tout d'abord que comme accessoire, au xviii^e siècle aura pris la première place et sera pour ainsi dire l'unique but de la communauté.

Alors le principal rôle de cette communauté est de dresser et modifier ses statuts, d'élaborer des règlements pour régir les rapports des membres de la communauté entre eux, de discuter certaines questions professionnelles, notamment celles pour lesquelles certains membres peuvent être en procès, de prendre même fait et cause pour un de ses membres, et d'intenter ou défendre elle-même à certains procès, quand l'intérêt de toute la communauté est engagé (2).

(1) Edmond LECOMTE, *Les Notaires*, *op. cit.* « Notaires au XVIII^e siècle ». BARABÉ, *op. cit.* « Statuts des confréries ».

(2) C'est ainsi qu'elle fut défenderesse aux procès intentés par

En outre, la communauté des notaires au Châtelet de Paris avait vis-à-vis de ses membres un rôle disciplinaire, sanctionné par différentes peines : exclusion de la profession — exclusion des assemblées — suspension temporaire de fonctions — et surtout amendes (1).

Après avoir examiné les principaux rôles de la communauté des Notaires au Châtelet de Paris, voyons son fonctionnement.

Et tout d'abord par qui était-elle dirigée et administrée ?

A la tête de la Compagnie, se trouvent : le Doyen, douze délégués, 3 syndics et un greffier.

Le Doyen, c'est-à-dire le notaire le plus ancien en réception, est chargé de gouverner la communauté en vertu d'un règlement du 6 décembre 1557, mais en réalité, au XVIII^e siècle, il dirige et conduit les affaires de la communauté concurremment avec les douze délégués et les trois syndics.

En outre, il a un rôle propre. Il conclut aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires, auxquelles, d'autre part, il est tenu d'assister ; et c'est lui qui repré-

les notaires au Châtelet d'Orléans (voir ci-dessous. Compétence territoriale des notaires).

(1) La communauté des notaires de Rennes possédait un semblable pouvoir disciplinaire et de semblables peines (NOUËL DE KÉRANGUË, *op. cit.* « Mesures de discipline »). Cet auteur nous rapporte même un cas d'expulsion des assemblées, prononcée vers 1760, contre un notaire qui avait insulté ses collègues à une assemblée où il s'était présenté en état d'ébriété.

sente la communauté, et prend la parole en son nom dans toutes les visites et cérémonies (1).

Les délégués, au nombre de 12, ont pour seul rôle la direction et la conduite des affaires de la Compagnie en commun avec le doyen et les syndics, comme nous venons de le voir.

Ils sont élus à la pluralité des voix dans les assemblées ordinaires de la communauté, pourvu qu'il y ait 13 assistants ; ils demeurent dans leur charge tant qu'ils sont notaires ; au décès ou à la retraite de l'un d'eux, il est procédé à l'élection de son remplaçant le dimanche qui suit cet événement (2).

Les Syndics sont au nombre de trois. Nous avons déjà parlé de leur rôle commun avec le doyen et les délégués, ils ont en outre des fonctions particulières.

Ce sont eux qui font toutes les démarches nécessaires pour la direction de la Compagnie ; ils préparent toutes les questions qui doivent être solutionnées par les Assemblées, de façon que celles-ci n'aient plus qu'à délibérer ; et ce sont eux qui sont chargés de faire exécuter les décisions de ces assemblées.

Ils sont aussi chargés de toutes les recettes et dépenses, autres que celles confiées aux receveurs de bourse commune dont nous parlerons plus loin.

(1) Recueil de notes par ordre alphabétique, etc..., *op. cit.*
« Doyen ».

(2) Recueil de notes par ordre alphabétique, *op. cit.* « Délégués ».

Mais cette dernière fonction n'appartient pas aux 3 syndics en même temps, mais seulement à l'un d'entre eux : le syndic gérant, qui, de plus, fait les rapports sur toutes les affaires et porte la parole dans les assemblées générales et particulières.

Les syndics sont élus à la pluralité des voix et pour trois ans.

Il n'est élu chaque année qu'un syndic, ils se renouvellent donc par tiers tous les ans.

Pendant son exercice, chaque syndic est syndic gérant pendant un an ; au bout de cette année il rend ses comptes devant l'assemblée des doyen, délégués, greffier et autres syndics (1).

Le greffier est chargé d'écrire toutes les délibérations de la Compagnie, il leur donne l'authenticité par sa seule signature, ainsi qu'aux copies ou extraits qu'il peut délivrer de ces délibérations.

En outre du registre des délibérations, il tient le registre des immatricules des notaires, celui des pratiques des notaires et celui des inscriptions des clercs.

Il est élu à la pluralité des voix en l'assemblée générale de la fête de Saint-Nicolas de mai. Il ne peut être greffier plus de trois ans, mais il ne l'est généralement qu'une année, parce qu'il passe syndic (2).

La Communauté étant ainsi dirigée, toutes les décisions nécessaires pour assurer l'accomplissement de son

(1) Recueil de notes, etc..., *op. cit.* « Syndics ».

(2) Recueil de notes, etc..., *op. cit.* « Greffier ».

rôle et son fonctionnement sont prises dans des assemblées.

Il y a à cet effet deux sortes d'assemblées : les assemblées particulières et les assemblées générales.

Les assemblées particulières sont composées seulement du doyen, des délégués, des syndics et du greffier ; il est défendu aux autres notaires d'y assister, à moins qu'ils n'y soient mandés ; il peut en être tenu une par semaine et plus s'il y a lieu. D'ordinaire il en est tenue une le jeudi de chaque semaine dans la chambre réservée aux notaires, au Châtelet.

Cette assemblée ne décide rien, elle ne fait qu'élaborer les propositions qui seront portées à l'assemblée générale.

Les assemblées générales comprennent tous les membres de la communauté. Il y en a de deux sortes : les assemblées générales extraordinaires réunies en cas d'urgence et dans des circonstances exceptionnelles, et les assemblées générales ordinaires, qui se réunissent tous les dimanches matin à l'issue de la messe dite à l'intention des membres de la Compagnie, sauf à Pâques et à la Pentecôte où cette assemblée est reportée au lendemain.

Une tenue est prescrite pour assister à ces assemblées ; c'est pour les doyen, syndics et greffiers, la robe, le rabat et le bonnet carré, pour le notaire rendant les bougies (1), la robe et le rabat seulement et pour les autres le petit manteau et la cravate.

(1) Nous avons vu ci-dessus qu'à la messe, un des notaires de-

Ces assemblées générales, comme les assemblées particulières, se tiennent dans la chambre de la Compagnie au Châtelet.

Seule l'assemblée générale décide sur les questions intéressant la compagnie. Ces décisions sont prises à la pluralité des voix. Mais tous les membres n'ont pas voix aux assemblées.

A ce point de vue, la communauté se divise en trois classes, suivant l'ordre d'ancienneté, composées, la première de 38 membres, les plus anciens, la deuxième des 38 suivants et la troisième des 37 derniers.

Tous les membres de la première classe ont voix active et passive ; avoir voix active, c'est avoir le droit de voter pour la décision des questions soumises à l'assemblée et la nomination aux charges ; avoir voix passive, c'est avoir la capacité nécessaire pour être élu aux charges de la communauté.

Dans les deuxième et troisième classes, 8 membres seulement dans chaque classe ont voix active et ne la conservent que six mois ; ces huit membres sont d'abord les huit plus anciens dans chacune de ces classes, puis, au bout de six mois, les huit suivants dans l'ordre du tableau et ainsi de suite.

D'autres personnes ont aussi voix active à ces assemblées, ce sont les notaires honoraires (1), et les notaires

vait porter à l'offrande un cierge et un certain nombre de bougies, c'est de lui qu'il s'agit ici.

(1) Voir ci-dessus, chapitre VII, « Notaires honoraires ».

vétérans ; on appelait notaires vétérans ceux qui avaient résigné leurs charges après vingt années consécutives d'exercice. Ils avaient alors droit aux mêmes honneurs qu'étant en fonctions, assistaient aux séances, mais ne pouvaient présider (1).

Pour terminer cette étude de la communauté des notaires au Châtelet de Paris, nous dirons un mot de ses ressources. Son fonctionnement ne pouvait en effet être assuré sans dépenses, et, en outre, elle avait été obligée à diverses reprises, au cours des *xvi*, *xvii* et *xviii*^e siècles, de payer de grosses sommes à la royauté, notamment pour rachat d'offices de notaires nouvellement créés, réunions des offices de gardes-notes, de greffiers des conventions, de notaires apostoliques, exemption du contrôle, union des offices de gardes-scels, confirmation de propriété d'office, etc..... ; elle avait été obligée souvent d'emprunter pour payer toutes ces sommes ; il fallait alors verser des intérêts et amortir ces emprunts.

Pour toutes ces dépenses, les simples redevances imposées par les statuts primitifs de la communauté, notamment au mariage et au décès de ses membres, ne pouvaient suffire ; aussi, après la réunion des offices de greffiers des conventions, la Compagnie ayant été obligée d'emprunter 452.000 livres, par règlement des

(1) Article 32 du règlement du 16 décembre 1631 et de celui du 30 avril 1679 (Recueil de notes par ordre alphabétique, etc., *op. cit.* « Notaires honoraires et vétérans »).

25 avril et 3 septembre 1673, homologué au Conseil d'Etat du roi et au Parlement, institua une bourse commune à laquelle chaque notaire devait verser une partie des honoraires et vacations par lui perçus pour actes relatifs aux fonctions des greffiers des conventions qui venaient d'être réunies ; de même après la réunion des offices de notaires apostoliques, ils durent aussi verser à la bourse commune une partie de leurs honoraires et vacations perçus pour certains actes relatifs aux matières bénéficiales. Ces versements avaient lieu tous les six mois (1). Tombaient aussi en bourse commune les arrérages des rentes qui appartenaient à la Compagnie.

La gestion de la bourse commune était confiée à deux membres de la communauté, élus le jour de la Saint-Nicolas d'hiver et pris parmi les 58 plus anciens notaires suivant l'ordre du tableau, mais non parmi ceux étant dans les charges.

Leurs comptes étaient examinés dans une assemblée des doyen, délégués, syndics et greffier, où on leur remettait une bourse de velours brodée contenant 100 jetons d'argent (2).

Telle est, tracée à grands traits, la physionomie de la communauté des notaires au Châtelet de Paris au XVIII^e siècle.

(1) Recueil de notes par ordre alphabétique, etc..., *op. cit.* « Bourse commune ».

(2) Recueil de notes, etc..., *op. cit.* « Receveurs de bourse commune ».

Nous avons étudié les fonctions des notaires au xviii^e siècle, les principales de ces fonctions, nous l'avons vu, consistaient pour les notaires à recevoir tous les actes volontaires auxquels les particuliers voulaient donner le caractère de l'authenticité, à les dresser en minutes ou brevets, et à délivrer aux parties des grosses ou expéditions des actes reçus en minutes.

Nous allons maintenant étudier dans le chapitre suivant les actes ainsi reçus par les notaires, leur force et les règles relatives à leur confection.

Nous verrons tout d'abord rapidement les actes qu'il était défendu aux notaires de recevoir et ceux qui, par contre, devaient être obligatoirement passés par devant notaires ; puis nous étudierons la force attachée à l'acte notarié ; nous examinerons après cela les formes qui devaient être observées pour la réception et la rédaction des actes, des minutes, brevets, grosses, expéditions, et nous terminerons par l'étude des formalités auxquelles étaient soumis les actes notariés ou certains d'entre eux : sceau, contrôle, insinuation.

CHAPITRE V

DES ACTES NOTARIÉS

1^o Généralités. Actes défendus. Actes qui ne peuvent être passés que dans la forme notariée.

Officiers revêtus d'un caractère spécial pour donner aux actes l'authenticité, les notaires royaux ne pouvaient rédiger et dresser que des actes authentiques, une déclaration du roi du 19 mars 1696 et une autre du 14 juillet 1699 leur interdisaient d'écrire des actes sous seings privés sous peine de 200 livres d'amende.

Étaient-ils dans ces limites tenus, comme les notaires actuels, de prêter leur ministère à toutes les personnes qui les en requéraient ? Nous n'avons rencontré aucune sanction édictée contre les notaires qui failliraient à cette obligation, ni rien d'autre qui nous permette de l'affirmer.

Par contre, nous trouvons d'assez nombreuses prescriptions défendant aux notaires royaux de passer certains actes.

Dès Philippe le Bel, une disposition de l'Ordonnance de juillet 1304 défendait aux notaires de recevoir aucun acte contraire aux lois et aux usages.

Une ordonnance de Louis XII, de juin 1510, un peu plus précise que la précédente, renouvelait cette défense et interdisait aux notaires notamment tous contrats usu-
raires.

Enfin, à l'époque dont nous nous occupons, il leur était interdit, en outre :

De recevoir aucune promesse de mariage par paroles de présent depuis l'ordonnance de Blois de 1579 qui punissait le notaire contrevenant de peines corporelles ; mais une déclaration de Louis XIV de 1697 remplaça ces peines par la destitution et l'interdiction de tenir par la suite aucune charge de justice (1).

De recevoir aucun acte d'obligation, ou de reconnaissance de cédulles et promesses, le nom du créancier en blanc, sous peine de répondre en leur propre nom des sommes contenues en ces actes, et de tous dépens, dommages-intérêts et amendes.

De recevoir : certaines donations de deniers comptants, héritages ou rentes à gens de main morte ; aucunes contre-lettres sur traités d'offices et pratiques de Procureurs au Parlement et d'offices d'huissiers au Parle-

(1) On appelait « promesse de mariage par paroles de présents » l'acte par lequel deux personnes sur le refus à elles fait de leur conférer le sacrement du mariage, déclaraient se prendre pour mari et femme.

ment (1), et aucun traité ou convention ayant pour objet des places de professeurs de l'Université (2).

Ils devaient aussi s'abstenir de recevoir aucun acte ayant rapport aux affaires de l'Etat ou de la religion, sans en demander la permission à un secrétaire d'Etat.

En Lorraine (3), des prohibitions assez particulières existaient pour enrayer l'émigration ; des arrêts de 1724 et 1770 défendaient aux notaires de recevoir tous actes de ventes de meubles et d'immeubles, faits dans le dessein d'émigrer, et condamnaient à des amendes les notaires qui les avaient reçus.

Tels sont les principaux actes que les particuliers ne pouvaient faire recevoir par un notaire. Mais pour tous les autres, avaient-ils le choix de les passer sous seings privés ou dans la forme authentique ? Y avait-il, sous l'ancien régime comme à l'heure actuelle, des actes qui, obligatoirement et à peine de nullité, devaient être passés par devant notaires ?

On peut affirmer que dans les premiers temps du notariat il n'existait aucune prescription obligeant sous peine de nullité à passer certains actes dans la forme authentique.

(1) Voir pour plus de détail sur les prohibitions ci-dessus, LANGLOIX, *op. cit.*, chapitre LII.

(2) Recueil de notes par ordre alphabétique, par DELARUE, *op. cit.*

(3) La Lorraine ayant été réunie à la France dans la 2^e moitié du XVIII^e siècle, nous ne croyons pas sortir de notre sujet en nous occupant du notariat de cette province.

Il ne faut pas trop s'en étonner, les actes sous seings privés, tels que nous les entendons maintenant, c'est-à-dire uniquement revêtus de la signature des contractants, étaient extrêmement rares, les simples particuliers ne sachant pas écrire ni signer ; et les quelques actes ainsi faits n'inspiraient aucune défiance, ayant été passés entre personnes instruites, puisque sachant signer.

Quant aux autres actes non notariés, ils revêtaient tous un certain caractère d'authenticité, soit par le sceau du seigneur, soit par le sceau de la commune ou de beaucoup d'autres manières.

Ce que nous disons là n'est vrai que jusqu'au xvi^e siècle ; à partir de cette époque, l'écriture se répand, et l'on trouve un plus grand nombre d'actes revêtus seulement de la signature des contractants.

Alors encore pourtant, les contrats de mariage et les donations notamment, pouvaient être faits par sous seings privés, tandis qu'aujourd'hui les contrats de mariage ne peuvent être faits que par actes authentiques, et que les donations ne peuvent même être faites qu'avec une certaine solennité, la présence à l'acte d'un second notaire ou de deux témoins instrumentaires étant requise.

Ce n'est qu'au xvii^e siècle que l'authenticité du contrat de mariage devient obligatoire et, encore après cette époque, la forme sous seings privés était-elle

employée en Normandie, en Poitou et en Alsace (1).

L'authenticité obligatoire des donations est encore moins ancienne, elle ne date que du xviii^e siècle; le Chancelier d'Aguesseau, dans l'ordonnance de 1731, pour protéger les donateurs en empêchant les captations et surtout pour assurer l'irrévocabilité des donations entre vifs, à laquelle l'ancien droit tenait beaucoup, établit que désormais les donations seraient reçues par un notaire et qu'il en resterait minute dans son étude.

Les contrats de mariage et les donations sont les principaux actes dont l'authenticité était obligatoire. A côté d'eux, il y a quelques actes particuliers, variant avec les régions, qui sont dans le même cas; par exemple, en Lorraine, où les juifs étaient mal vus, un édit du 30 décembre 1728, décidait que les contrats passés avec les juifs devaient être faits par actes notariés et notamment les prêts d'argent, et que les deniers devaient être comptés et délivrés à la vue du notaire, le tout à peine de nullité. Exception était pourtant faite pour les lettres de change et billets à ordre, qui étaient valables faits dans la forme ordinaire, pourvu qu'il n'y eut ni mauvaise foi, ni dol, ni surprise, ni usure (2).

(1) PLANIOL, *Traité élémentaire de droit civil* (Ed. 1905), tome III, p. 19.

(2) LOUYOT, *op. cit.* Actes qui doivent être passés par devant notaires.

2° Force attachée à l'acte notarié.

L'acte notarié au ^{xviii}^e siècle fait foi jusqu'à inscription de faux, il emporte hypothèque, et il a la force exécutoire.

La foi attachée à l'acte notarié ne fut pas toujours aussi grande qu'à l'époque dont nous nous occupons, jusqu'au ^{xvi}^e siècle environ, on pouvait faire tomber un acte notarié par la déposition de 2 témoins. Mais au ^{xviii}^e siècle, il fait pleine foi jusqu'à inscription de faux, entre les parties de toutes les déclarations faites devant le notaire, et à l'égard des tiers de tous les faits attestés par le notaire (1).

L'effet le plus intéressant de l'acte notarié sous l'ancien régime, et qu'il n'a plus depuis la Révolution, c'était l'hypothèque que cet acte faisait naître sur tous les biens du débiteur.

A la fin du ^{xiii}^e siècle, au moment où le droit romain commença à exercer sur le droit coutumier une action effective, les notaires avaient pris l'habitude d'insérer dans tous les contrats emportant une obligation quelconque, une clause en vertu de laquelle le débiteur conférait hypothèque sur tous ses biens, pour garantir l'exécution des obligations contenues dans l'acte. Peu à peu on

(2) COPPIN, *Les origines du notariat français*. Thèse Douai (1884).

finit par considérer cette clause comme de style, on la sous-entendit, et il fut établi que l'acte notarié par lui-même, par ce fait seul qu'il était passé dans cette forme, faisait naître une hypothèque générale sur les biens du débiteur.

Du moins en était-il ainsi dans la plupart des coutumes ; mais dans quelques-unes le seul fait de la passation de l'acte notarié ne suffisait pas pour conférer cette hypothèque générale, c'était dans les coutumes de nantissement et celles d'ensaisinement.

Dans les coutumes de nantissement, il fallait en outre que le contrat fût enregistré au greffe de la justice du lieu où les biens étaient situés, et l'hypothèque datait seulement du jour du nantissement ; c'était à peu près la même formalité que l'inscription d'hypothèque à l'heure actuelle.

Dans les coutumes d'ensaisinement, le contrat devait être ensaisiné par le juge du seigneur ou par le seigneur lui-même, en présence de deux témoins, non ensaisiné le contrat emportait cependant une hypothèque, mais opposable seulement aux créanciers chirographaires (1).

Un troisième effet de l'acte notarié est la force exécutoire, l'exécution parée, comme on disait alors. Mais alors que la foi lui était due, et qu'il emportait hypothèque générale (sauf les exceptions signalées), dès qu'il avait été passé, c'est-à-dire dès qu'il était rédigé en mi-

(1) COPPIN, *op. cit.* Effet de l'acte notarié dans l'Ancien droit, qui cite comme coutume d'ensaisinement la coutume de Senlis.

nute ou en brevet, l'acte notarié n'avait force exécutoire, comme à l'heure actuelle du reste, qu'une fois mis en grosse. La grosse seule, qui comme aujourd'hui était une copie de l'acte original avec adjonction d'une certaine formule (la formule exécutoire) et sur laquelle, dans les pays de coutume, était apposé le sceau, avait force exécutoire.

Muni de la grosse, le créancier pouvait employer tous les moyens pour contraindre son débiteur à exécuter son obligation.

Mais dans les pays coutumiers était-ce la formule exécutoire ou le sceau, qui donnait à la grosse sa force exécutoire ?

La plupart des auteurs prétendent que toute la force de la grosse lui provient de l'apposition du sceau ; M. de Bouard (1), au contraire, fait dériver cette force de la formule exécutoire, c'est à l'opinion de ce dernier que nous nous rattachons.

Nous nous souvenons, en effet, qu'avant l'apparition du notariat, les parties, pour donner à leurs actes la même force qu'aux actes de l'autorité judiciaire, et notamment la force exécutoire qui n'appartenait qu'aux sentences et aux jugements, les passaient sous forme d'aveux en justice. Les greffiers des juges, devenus plus tard les notaires, se détachant peu à peu de ces juges dont ils

(1) Voir A. de Bouard, *op. cit.*, qui s'attache à réfuter cette opinion à plusieurs endroits de son ouvrage.

n'avaient été tout d'abord que les commis, supprimèrent le nom du juge de l'original même de l'acte, qui perdit ainsi sa forme d'aveu en justice, et le rédigèrent en leur propre nom. Mais ils n'avaient pas l'autorité nécessaire pour donner à leurs actes l'exécution parée, qui était attachée aux seuls actes de l'autorité judiciaire, et c'est au nom du juge qu'ils intitulaient la grosse exécutoire.

Et jusqu'à la fin de l'ancien régime, bien que les notaires aient été érigés en officiers indépendants, en fait, des juges, ceux-ci restèrent seuls, dans les pays coutumiers du moins, à pouvoir inculquer aux actes, même volontaires, la force exécutoire.

La grosse, dont la formule est le dernier vestige de la dépendance primitive du notariat à l'égard de l'autorité judiciaire, jusqu'à la Révolution sera rédigée au nom du juge. Dans la grosse, c'est le juge qui parle, comme dans ses sentences, et si la formule de délégation du notaire par le juge pour recevoir l'acte, que la grosse contenait au début, et qui rappelait le temps où le notaire n'était qu'un commis du juge, vint à disparaître, cette dépendance du notaire fut pourtant encore indiquée dans la formule d'apposition du sceau « ...renonçant à toutes choses contraires à ces dites présentes que nous (c'est le juge qui parle) avons fait sceller par ledit maître.... » La grosse, bien que les altérations que sa formule subit au cours des siècles permettent difficilement au XVIII^e siècle d'en apercevoir le caractère, est encore, à cette époque, ce qu'elle était au début : l'acte volontaire mis sous forme

de sentence du juge ; celui-ci ayant seul le pouvoir nécessaire pour donner aux actes l'exécution parée.

Quant au sceau, il ne donnait à l'acte qu'un complément d'authenticité ; si, en effet, jusqu'en 1696 à Paris, et après cette époque dans les Provinces, l'apposition n'en était requise que sur les grosses, ce qui a pu faire naître l'erreur commise par certains auteurs qui considéraient le sceau comme l'élément unique de la force exécutoire ; par contre, l'édit de novembre 1696, qui créait les fonctions de conseillers gardes-scels à Paris, fonctions qui furent unies l'année suivante aux offices de notaires au Châtelet, leur donnait pouvoir de sceller tous les actes de ces notaires, à l'exception des quittances ; l'apposition du sceau avait donc lieu même sur des actes ne contenant aucune obligation, et même sur des brevets ; et l'édit de réunion de décembre 1697 disait que, quand même les actes seraient scellés, les huissiers, sergents et autres officiers ne devraient les mettre à exécution que s'ils étaient mis sur parchemin et en grosse exécutoire.

Nous ne voulons pas dire par là que l'apposition du sceau n'était pas nécessaire sur les grosses, et qu'une grosse non scellée eût été valable ; nous voulons seulement dire qu'elle n'était pas l'élément essentiel de la force exécutoire ; comme la rédaction sur parchemin, elle n'était qu'une condition de validité de la grosse. On ne rencontre la formule exécutoire que sur les grosses, tandis que l'on trouve des actes scellés ou ré-

digés sur parchemin qui ne sont pas des grosses (1).

3° *Formes à observer pour la réception et la rédaction des actes notariés, minutes, brevets, grosses, expéditions.*

C'est seulement au xv^e siècle qu'apparaissent des mesures applicables à tout le royaume, réglementant la réception et la rédaction des actes notariés, et les principaux actes royaux, sur cette matière, sont du milieu du xvi^e siècle. Il y avait pourtant déjà eu auparavant, au xiv^e siècle, des textes sur ce sujet, mais les mesures qu'ils contenaient n'étaient applicables qu'à certaines régions. Ainsi le notariat du Midi était réglementé, quant à la réception et la rédaction des actes, par l'ordonnance de Philippe le Bel de juillet 1304, que certains auteurs considèrent à tort comme régissant le notariat dans tout le royaume ; et plusieurs des mesures contenues dans cette ordonnance seront reproduites dans les actes royaux s'appliquant à toute la France.

Aussi, jusqu'au milieu du xvi^e siècle, dans les pays de coutumes du moins, les actes sont rédigés sans aucun soin, les minutes ont plutôt l'aspect de brouillons d'actes que de véritables actes, la seule garantie, c'est qu'ils sont écrits en entier de la main même du notaire.

C'est qu'en effet, au début du notariat, les notaires

(1) LANGLOIX, *op. cit.*, chapitre xli.

devaient eux-mêmes écrire tous leurs actes, minutes, brevets, grosses ; ce furent les notaires des provinces qui furent les premiers dispensés d'écrire et grossoyer leurs actes et autorisés à en charger des clercs, probablement à partir du moment où ils furent tenus de les transcrire sur des registres ou protocoles (en 1437).

Quant aux notaires de Paris, nous avons vu plus haut, que jusqu'en 1539 ils se dispensèrent ou furent dispensés de la tenue de ces registres, mais, par contre, ils étaient astreints à écrire eux-mêmes leurs actes ; ils avaient essayé de se soustraire à cette obligation, en les faisant écrire par leurs clercs, mais cette pratique leur avait été interdite, notamment en 1317 et en 1327 ; lorsque l'ordonnance de Villers-Cotterets vint les assujettir à enregistrer leurs actes, et par conséquent leur donner un gros surcroît de travail matériel, ils adressèrent alors au roi, en 1540, une requête afin d'être dispensés désormais d'écrire et grossoyer leurs actes de leur propre main, et d'en charger leurs clercs ; ce leur fut accordé par lettres patentes du 1^{er} septembre 1541, mais à la condition qu'ils ne signeraient et ne délivreraient aux parties, l'acte ou la grosse de l'acte, qu'après l'avoir collationné eux-mêmes sur leur registre (1). Cette collation avait pour but, dans le premier cas, lorsque l'original était délivré aux parties, de s'assurer que la

(1) *Recueil de notes par ordre alphabétique*, commencé par M^e Delarue, *op. cit.* Clercs de notaires.

transcription qui en avait été faite sur le registre était bien exacte, et dans le second cas, de vérifier si la grosse délivrée aux parties était bien conforme à la transcription de l'acte contenu au registre.

Cette dispense, accordée aux notaires notamment d'écrire eux-mêmes leurs actes, laissait encore subsister l'obligation pour eux d'être présents à l'acte, et s'ils ne l'écrivaient pas de leur propre main, de le rédiger au moins et de le faire écrire sous leur dictée.

Mais bientôt des abus se glissèrent, non contents de charger leurs clercs de l'écriture des minutes et grosses, ils les chargèrent de la rédaction même des minutes ; ils se dispensèrent bientôt de la collation qu'il leur était prescrit de faire eux-mêmes avant la délivrance des brevets ou des grosses ; enfin ils se dispensèrent même d'être présents à l'acte, de telle sorte qu'au ^{xviii}^e siècle, notamment à Paris, la réception, l'écriture des actes et leur signature par les parties se passaient en dehors de la présence du notaire, qui n'en avait connaissance, dans la plupart des cas, qu'au moment d'y apposer sa signature, et qui de l'obligation première où il était d'écrire ses actes en leur entier de sa propre main, en était venu à ne plus écrire que sa signature.

Certains notaires, prenant encore plus de libertés, devaient laisser les parties signer même hors la présence de leurs clercs, ils devaient leur faire porter l'acte chez elles, et leur laisser, pour qu'elles en prennent connaissance et le signent comme on ferait pour un acte

sous signatures privées ; car nous trouvons une délibération de la Compagnie des Notaires au Châtelet de Paris du 24 décembre 1730 (1), aux termes de laquelle les membres de cette Compagnie s'engageaient à ne pas souffrir qu'il fût fait d'actes dépendant de leurs fonctions, que les signatures n'en fussent reçues, et que les expéditions, copies ou extraits n'en fussent faits, sinon sous leur vue, au moins par des clercs travaillant dans leurs études.

Pour toute garantie, il était de règle que les minutes fussent rédigées par des clercs instruits, tandis que les grosses et expéditions étaient confiées à des clercs quelconques (2), c'est là l'origine des deux classes de clercs qui existent encore à l'heure actuelle dans les études de notaires : les clercs, chargés de la rédaction des actes, et les clercs expéditionnaires chargés de faire les copies, grosses ou expéditions.

Ainsi fut abandonnée l'obligation pour les notaires d'écrire de leur propre main tous leurs actes.

Une autre prescription, imposée aux notaires au milieu du xvi^e siècle, subsista jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, et reprise par un décret du 2 Thermidor an II, s'applique encore au notariat actuel ; c'est celle défen-

(1) *Extraits des délibérations et arrêtés* de l'ancienne Compagnie des notaires de Paris (par M^e Delarue au dire de M^e Thomas), xviii^e siècle. Bibliothèque de la Chambre des notaires de Paris. Manuscrit 7.

(2) *Registres concernant les droits et fonctions des notaires*. Bibliothèque Chambre des notaires de Paris. Manuscrit XVIII.

dant aux notaires d'écrire leurs actes autrement qu'en français ; elle fut édictée par une ordonnance de 1539, et n'ayant pas été sans doute bien observée, elle fut confirmée par l'ordonnance de Paris (dite à tort de Roussillon) de janvier 1564.

Mais à la différence de ce qui existe à l'heure actuelle, il y avait deux exceptions à cette règle ; il était permis de rédiger en latin les actes passés entre des étrangers (1), et les actes relatifs à des matières ecclésiastiques (2).

Avant de passer à l'étude séparée des minutes, brevets, grosses et expéditions, disons quelques mots du papier sur lequel tous ces actes étaient rédigés (3).

Jusqu'en 1667, tous les actes judiciaires, notariés ou autres étaient rédigés sur papiers ou parchemins quelconques sur lesquels il n'y avait aucun droit à payer.

Louis XIV s'occupant de réformer la justice et voulant, par ordonnance d'avril 1667, établir un style uniforme dans toutes ses Cours, fit dresser à cet effet un recueil de formules.

En 1673, après avoir fait dresser en formules les actes de procédure les plus ordinaires, il annonce un recueil de formules pour les contrats, obligations et autres actes les plus usités ; il devait être imprimé sur pa-

(1) DE BOÜARD, *op. cit.* Forme diplomatique de la minute.

(2) BERGÉ, *op. cit.* Forme des actes des notaires.

(3) *Registre concernant les droits et fonctions des notaires, op. cit.*
Formule des actes. Papier timbré.

pier et sur parchemin des exemplaires de ces formules, marqués d'une fleur de lys et timbrés suivant la nature et l'importance de l'acte, qui seraient vendus aux notaires, de sorte que ceux-ci n'auraient pour dresser ces actes les plus usuels qu'à remplir les blancs; et en attendant que ces formules soient imprimées, le Roi, pour ne pas retarder la perception du droit, permit que l'on vendit des papiers et parchemins marqués de la fleur de lys et timbrés suivant la nature et la quotité de l'acte, mais le corps de l'acte entièrement en blanc. Au bout de quelque temps, il fut imprimé de ces formules, nous avons trouvé des actes ainsi dressés et notamment des constitutions de rente, mais en général elles n'eurent pas beaucoup de succès, un acte est rarement complètement semblable à un autre, chaque cas particulier nécessitant une rédaction spéciale, il y avait alors toujours des rectifications à faire à la formule imprimée, aussi les notaires préféraient-ils acheter des papiers et parchemins marqués et timbrés où l'acte était entièrement en blanc. L'usage de ces papiers et parchemins timbrés était obligatoire pour les notaires aussi bien pour les grosses, expéditions et extraits, que pour les minutes et brevets.

Le recouvrement du droit de formule, comme celui des autres impôts, était concédé à des fermiers, il y en avait un par généralité, aussi le papier ou parchemin portait-il le nom de la généralité où il était employé et où seul il pouvait être employé; pour ne pas frustrer le

fermier de ses droits, il était en effet défendu d'employer dans une généralité d'autre papier ou parchemin timbré que celui marqué du nom de cette généralité.

Les notaires de Paris, à partir de 1724, eurent un papier spécial.

Ils furent presque toujours dispensés de la formalité du contrôle que nous étudierons plus loin ; à plusieurs reprises on essaya de les y obliger, mais presque aussitôt après, cette obligation était supprimée ; à l'une de ces suppressions opérée par déclaration du Roi du 7 décembre 1723, le droit de contrôle fut remplacé pour les notaires de Paris, à partir du 1^{er} janvier 1724, par un droit supplémentaire de marque sur les papiers et parchemins dont ils se servaient. Les papiers et parchemins étaient alors divisés relativement à ce droit, ceux pour les minutes et brevets, en papiers ou parchemins pour actes de la première classe et pour actes de la seconde classe ; ceux des expéditions et grosses, en premières et deuxièmes feuilles, dont les prix différaient. Mais par déclaration du 5 décembre 1730, ces différentes formules furent supprimées et remplacées, à compter du 1^{er} janvier 1731, par une formule uniforme.

En outre des marques ordinaires, ces formules portaient le titre « actes des notaires de Paris ».

Telle est l'origine du droit de timbre et du papier timbré actuels, qui portaient alors le nom de *droit de formule* et de *formule*.

Minutes. — La minute est l'original même de l'acte, c'est elle qui fait foi, et c'est à elle que l'on se reporte en cas de contestation sur la grosse ou les expéditions. Mais tous les originaux d'actes ne sont pas des minutes, il y a aussi les brevets ; ceux-ci diffèrent de celles-là en ce qu'ils sont délivrés eux-mêmes aux parties, tandis que la minute reste en la garde et possession du notaire.

Tous les actes ne pouvaient être reçus indifféremment en minutes ou en brevets à l'époque dont nous nous occupons ; mais à la différence de ce qui existe maintenant, où la réception en minute est la règle générale, et où les actes pouvant être reçus en brevets sont limitativement déterminés ; dans l'Ancien Droit c'étaient les actes devant être obligatoirement passés en minutes qui étaient déterminés ; ceci ne doit pas nous étonner, si nous songeons qu'au début du notariat, et notamment à Paris avant la tenue des registres, tous les actes étaient délivrés en brevets.

Au xviii^e siècle, il n'en était plus ainsi et les actes dont il devait être gardé minute constituaient la grande majorité ; notamment devaient être ainsi reçus tous les actes tels que sociétés, baux à ferme ou à loyer, obligations avec nantissement, etc..., dont plusieurs des parties contractantes avaient intérêt à pouvoir constater le contenu, et aussi tous les actes dont l'effet était perpétuel, et ils n'étaient pas rares sous l'Ancien Régime ; en outre, certains actes particuliers comme quittances de dot, échanges d'immeubles, actes translatifs de propriété

d'héritages, acceptations de communautés ou de successions, renonciations à ces communautés ou successions, donations entre vifs (1).

Ces minutes, originaux des actes notariés, ne furent réglementées quant à leur rédaction qu'à partir du xvi^e siècle ; jusque-là, couvertes de ratures et d'interlignes, contenant de nombreux blancs, elles semblent être de simples brouillons, et l'on est étonné de penser que la force des actes notariés était attachée à ces notes.

C'est une ordonnance d'octobre 1535 qui, pour la première fois, interdit aux notaires de laisser aucun blanc dans leurs minutes ; d'y faire des apostilles en marge ou en tête de l'acte, ne les autorisant qu'à la fin (2). Ces prescriptions furent renouvelées à plusieurs reprises, et au xviii^e siècle la rédaction des minutes était régie par un arrêt de règlement du 4 septembre 1685.

Aux termes de cet arrêt, il était défendu aux notaires de faire aucune apostille dans leurs minutes, ni ratures soit de lignes entières, soit de mots, que ces apostilles ou ratures ne soient dans l'instant même approuvées par la signature ou le paraphe des parties, des témoins et des notaires ; ces prescriptions devaient être observées à peine de nullité de l'acte, de dommages et intérêts et de 100 livres d'amende ; en outre, il était défendu, sous peine d'amende arbitraire, de raturer autrement que d'une seule

(1) LANGLOIX, *op. cit.*, chapitre LIII, II^e section.

(2) DE BOÜARD, *op. cit.* Minutes.

barre ou trait de plume passant sur les mots, pour permettre de les compter (1).

Ce sont toujours ces mêmes règles qui, reprises après la Révolution, régissent actuellement la rédaction des actes notariés.

A l'époque dont nous nous occupons, la minute commençait par la formule de comparution devant les deux notaires ou le notaire et les deux témoins instrumentaires. En effet, tout acte notarié devait être reçu par deux notaires ou par un notaire et deux témoins, nous trouvons cette prescription dans une ordonnance de Louis XII de mars 1498 (Article 66) (2). Mais elle existait déjà auparavant, — elle est rappelée dans des ordonnances de 1507, 1543 et 1579 pour les notaires de Paris notamment, qui, lorsqu'ils eurent quitté leur salle commune du Châtelet et eurent des études séparées en ville, essayèrent de se dispenser de cette formalité. L'obligation pour les actes notariés d'être reçus par deux notaires ou un notaire et deux témoins avait été reprise par l'article 9 de la loi du 25 Ventôse an XI et n'a été supprimée que par la loi du 12 août 1902.

La formule de comparution ne contenait pas le nom du ou des notaires et commençait généralement ainsi : « Par devant les notaires royaux à... ont comparu... » ou comme à Paris « par devant les conseillers du roi,

(1) LANGLOIX, *op. cit.*, chapitre LI, II^e section.

(2) LANGLOIX, *op. cit.*, chapitre LI, I^{re} section. Voir l'ordonnance au recueil des Chartes à la fin du volume.

notaires, gardes-notes et gardes-scels au Châtelet de Paris soussignés furent présents... » Souvent le début de cette formule n'était pas écrit et l'acte commençait tout simplement par « furent présents X..., bourgeois de Paris, et X... » Cette façon de faire causait des difficultés pour la recherche des minutes, lorsque la signature du notaire était illisible.

Par contre, quand l'acte était passé devant un notaire et deux témoins, le nom des témoins devait être et était toujours indiqué, ainsi que le lieu et la paroisse de leur demeure (1).

Mais c'était à la fin de l'acte que se trouvaient ces indications, l'acte commençait alors par « Par devant le notaire royal à... fut présent » ou « Par devant le notaire royal résidant en la paroisse de X... en présence des témoins après nommés sont comparus... » et se terminait par « Fait et passé... en présence de X... et X... témoins à ce spécialement requis et appelés... Et ont signé avec lesdits X et X contractants ».

Diverses conditions devaient être réunies par les témoins, ils devaient être mâles, avoir 20 ans accomplis, n'être ni parents, ni clercs, ni domestiques du notaire.

Lorsque l'acte était reçu par deux notaires, les conditions de non parenté entre ces deux notaires étaient moins rigoureuses; dans la pratique du moins, seul le concours du père et du fils au même acte était défendu.

(1) Ordonnance de François I^{er}, août 1539, article 67. Ordonnance de Blois d'Henri III, 1579, article 167.

Si le notaire en second était amené par l'une des parties contractantes, auquel des deux notaires appartenait la minute ?

Il résultait d'une ordonnance de 1485 qu'elle appartenait au plus ancien des deux notaires ; mais au xvii^e siècle il fut fait quelques exceptions à cette règle dans l'intérêt des parties, notamment pour les contrats de mariage dont la minute appartint au notaire de la femme, pour les ventes dont elle appartint au notaire de l'acquéreur ; en 1679, les notaires au Châtelet de Paris firent un règlement déterminant, suivant la nature des actes, à qui devaient rester les minutes ; malheureusement, ce règlement était incomplet et il en résultait de nombreuses contestations. Pour éviter ces contestations, les notaires au Châtelet de Paris avaient imaginé, au milieu du xviii^e siècle, de faire les minutes en double, de sorte que chacun des deux notaires en avait un exemplaire au rang de ses minutes, mais cette pratique leur fut défendue par une délibération de la Compagnie du 10 décembre 1775.

La comparution effective devant le notaire en premier avait lieu généralement, dans les provinces du moins puisqu'à Paris souvent l'acte avait entièrement lieu en dehors de la présence du notaire, ainsi qu'en témoigne cette décision de la Compagnie des Notaires au Châtelet de Paris du 24 décembre 1730, aux termes de laquelle ces notaires s'engagèrent notamment à ne pas souffrir qu'il fût fait d'actes dépendant de leurs fonctions, que

les signatures n'en fussent reçues sinon sous leur vue, au moins par des clercs travaillant dans leurs études.

Mais la présence du notaire en second tomba vite en désuétude.

Déjà difficilement obtenue lorsque pourtant des honoraires étaient dus pour la signature en second ; il fut impossible de l'exiger quand ces honoraires eurent été supprimés par édit d'Henri III de 1581 ; et l'usage s'établit pour le notaire en second d'apposer sa signature à l'acte sans avoir assisté ni à sa rédaction ni à sa signature.

Cette pratique fut même reconnue par les statuts et règlements des notaires au Châtelet de Paris du 30 avril 1679, qui obligeaient, sous peine d'amende, les notaires de Paris, à signer en second les uns pour les autres les actes non contraires aux ordonnances et aux bonnes mœurs, et par un édit de Louis XIV, d'octobre 1691, étendant cette pratique aux notaires de Lyon (1).

Il était pourtant certains actes pour lesquels la présence réelle du notaire en second était exigée, notamment les testaments, codicilles ou autres actes de dernière volonté et les sommations respectueuses.

Rappelons, à propos du notaire en second, la création faite par Louis XIV, le 4 septembre 1706, des notaires syndics, chargés notamment de signer en second tous

(1) Recueil de notes par ordre alphabétique, commencé par M^r DELARUE, *op. cit.* Signature en second.

les contrats et actes passés par leurs confrères, et dont nous avons parlé ci-dessus.

En ce qui concerne les témoins instrumentaires appelés à défaut de second notaire, aucun texte ne pouvait être invoqué pour passer l'acte hors de leur présence et le leur faire signer ensuite ; leur présence réelle était exigée notamment par un arrêt de règlement du 4 décembre 1703 et une ordonnance d'août 1733 à peine de faux ; les notaires essayèrent de se soustraire à cette obligation, mais les tribunaux ne laissèrent pas s'implanter cet usage.

La formule de comparution se terminait par les noms des parties ; aux termes de l'ordonnance de Villers-Cotterets de 1539, confirmée par celle de Blois de 1579, il était enjoint aux notaires d'énoncer les noms de baptême, noms de famille et surnoms des parties, ainsi que le lieu et la paroisse où elles demeuraient ; il était d'usage aussi de mettre leur profession, et leurs qualités.

En vertu d'une ordonnance de Louis XII de 1498 (article 65), les notaires, sous peine de privation de leur office, ne devaient recevoir aucun acte ou contrat qu'ils ne connussent les comparants, ou qu'ils ne s'en fissent certifier l'identité par des témoins connus d'eux ; cette prescription fut renouvelée par des ordonnances postérieures et par des arrêts de règlement et notamment par celui du 7 août 1761 (1).

(1) Recueil de notes par ordre alphabétique, *op. cit.* Suppositions de personæ.

Lorsqu'une des parties se fait représenter par mandataire, la procuration doit être annexée à l'acte en vertu de divers arrêts (1), à moins que les autres parties ne déclarent à l'acte qu'elles ont vu, ou lu, ou entendu le contenu de la procuration donnée au mandataire comparant.

Après la formule de comparution, venaient les conventions.

Leur rédaction laissait à désirer ; les honoraires des notaires étant au début proportionnels à la longueur des actes, de nombreux abus se produisaient, qui nous sont révélés par certaines dispositions des ordonnances, notamment dans une ordonnance de Charles VIII de 1483 sur les notaires au Châtelet de Paris, nous lisons :

« Pour ce que les dits notaires (du Châtelet de Paris)
« ès-lettres des contrats et obligations passés par devant
« eux insèrent aucunes fois plusieurs causes dont les dites
« parties ne furent oncques averties expressement, et
« longues écritures superflues avec grande multiplication
« de termes synonymes, et à cause de ce exigent et prennent salaires excessifs au préjudice et à la charge de
« nos dits sujets, nous avons défendu et défendons que
« dorénavant ne le fassent sous peine d'amende arbitraire.

« Enjoignons à iceux notaires qu'ils mettent et redigent
« pleinement et entièrement par écrit les contrats qui

(1) LANGLOIX, *op. cit.*, chapitre LIII, III^e section.

« seront passés devant eux, et après qu'ils seront ainsi « écrits, qu'ils les lisent au long, en la présence des parties, avant qu'ils signent ne baillent les lettres d'iceux contrats (1) ».

François 1^{er}, dans ses lettres de règlement du 11 décembre 1543 sur les offices et fonctions des notaires et des tabellions (2), leur défend aussi de mettre dans leurs actes des paroles superflues. Nous trouvons, aussi des dispositions inspirées par la même idée dans l'ordonnance rendue par Charles IX à la suite des Etats Généraux de 1560.

Cette longueur des actes devait surtout être remarquable dans les grosses et expéditions, car si dans l'acte même nous trouvons, comme dit l'ordonnance de 1485, « de longues écritures superflues avec grande multiplication de termes synonymes », par contre, nous y trouvons des abréviations, des clauses entières n'étaient indiquées sur la minute que par les premiers mots ou le premier mot seulement suivi de « etc... », mais étaient rédigées en entier sur la grosse ou l'expédition.

Cet usage s'étendit et donna lieu à des abus.

En effet, au début on n'indiquait ainsi par leur premier mot seulement suivi de « etc... » que les clauses de style, mais ces « etc... » devinrent de plus en plus nombreux et on en vint ainsi à sous-entendre des choses très im-

(1) REBUFFI, *Recueil d'édits et ordonnances*. Titre de la justice, livre 1^{er}, page 3 à 5.

(2) LANGLOIX, *op. cit.* Recueil des Chartes à la fin du volume.

portantes et qu'il était difficile de considérer comme étant de style.

Cette pratique fut interdite aux notaires dans différents actes royaux, et c'est sans doute de cet abus que veut parler Charles VIII dans l'ordonnance de 1485, lorsqu'il dit que les notaires « insèrent aucune fois plusieurs causes dont lesdites parties ne furent oncques averties expressément ».

Ces abus cessèrent, mais jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, les clauses de style furent toujours indiquées sur la minute par leur premier mot seulement, c'étaient : les clauses de promesses, d'obligations et de renonciations qui mises à la fin des conventions, avant l'indication du lieu de passation de l'acte, étaient indiquées par « Promettans etc..., obligeans etc..., renonçans etc... », nous avons trouvé des actes (1) où elles n'étaient indiquées que par les premières lettres de ces mots qui, à peine séparées, pourraient être prises, si l'on en était prévenu, pour un seul et même mot, mais incompréhensible, « Promobren » ; M. de Bouard nous signale même des cas où ces clauses ne sont indiquées que par un trait de plume plus ou moins sinueux (2).

Après les conventions se trouvait l'indication du lieu où elles avaient été passées, cette mention était obliga-

(1) Les minutes que nous avons consultées pour ces renseignements sont contenues au minutier de M^e Lanquest, notaire à Paris.

(2) DE BOUARD, *op. cit.* Forme diplomatique de la minute.

toire depuis l'ordonnance de François I^{er} d'août 1539 (article 67) confirmée par celle de Blois de 1579 (article 167) (1).

La date venait ensuite, qui devait contenir l'an, le mois et le jour où l'acte était passé, et depuis l'ordonnance de Blois (même article 167) elle devait mentionner s'il avait été passé avant ou après midi ; cette dernière mention n'était nécessaire, comme le fait observer Langloix (2), que dans les actes obligatoires, attendu l'hypothèque qui en résultait, pour pouvoir plus facilement en déterminer le rang, mais on la trouve pourtant dans presque tous les actes, même dans ceux n'emportant aucune obligation.

Une déclaration du roi du 14 juillet 1699 (article 13) défend aux notaires de signer ou faire signer par les parties avant que la date ne soit remplie, sous peine de 200 livres d'amende et d'être poursuivis pour faux. Cette défense avait pour but d'empêcher les fraudes relatives au contrôle, en retardant cette formalité et par conséquent le paiement du droit de contrôle (3).

L'acte se terminait par l'annonce de la signature par les parties, les témoins et le ou les notaires. Il était prescrit au notaire, avant de faire signer l'acte, de le lire tout au long en la présence des parties ; nous avons vu cette

(1) LANGLOIX, *op. cit.*, chapitre LI, V^e section.

(2) LANGLOIX, *idem*.

(3) *Registre concernant les droits et fonctions des notaires*, *op. cit.*, lettre D. Date des actes.

prescription dans le passage ci-dessus rapporté de l'ordonnance de Charles VIII de 1485, elle se retrouve aussi dans une ordonnance de 1535 (article 4).

Enfin, au bas de l'acte se trouvaient les signatures des parties, témoins et notaires.

Jusqu'au xvi^e siècle le ou les notaires seuls apposaient leur signature. L'usage de faire signer par les parties dut s'introduire au xvi^e siècle, car on trouve des vestiges de la signature des actes par les parties dans l'ordonnance de François I^{er} d'octobre 1535, qui porte que les notaires ne doivent recevoir la signature des parties qu'après leur avoir fait lecture de l'acte qu'elles passent (1).

Ce n'est qu'en 1554, dans l'ordonnance de Fontainebleau, que nous trouvons prescrit pour la première fois de faire signer les parties : cette ordonnance ne fut pas exécutée ; mais l'ordonnance d'Orléans de 1560, reprenant cette prescription dans son article 84, ordonne aux notaires de faire signer leurs actes par les parties et par les témoins ou, s'ils ne savent ou ne peuvent signer, de faire mention de la déclaration qu'ils auront faite.

Désormais tous les actes durent être signés des parties, sauf à Paris : les notaires au Châtelet de Paris demandèrent à être dispensés de l'observation de ces prescriptions de l'ordonnance d'Orléans, ce qui leur fut accordé par lettres patentes de Charles IX du 11 octobre 1561 ;

(1) LANGLOIX, *op. cit.*, chapitre II, IV^e section.

mais cette exception devait être de courte durée ; l'incorporation contenue dans l'article 84 de l'ordonnance d'Orléans fut répétée, et sans aucune exception, par l'article 165 de l'Ordonnance de Blois de 1579, dès lors les notaires du Châtelet de Paris se plièrent à la règle commune (1).

Après les parties signaient les témoins instrumentaires, nous avons vu que c'est aussi l'ordonnance d'Orléans de 1560 qui prescrivit de les faire signer ou de mentionner qu'ils ne savaient ou ne pouvaient le faire ; l'Ordonnance de Blois de 1579 est venue compléter cette prescription en exigeant, dans son article 166, que des deux témoins un au moins sache signer, si les parties ne signaient pas (2).

Un arrêt de règlement du 4 septembre 1685 paraît plus rigoureux, et semble exiger que dans tous les cas, un des témoins au moins sache signer ; et, en fait, il en devait être ainsi, car tous les actes du XVIII^e siècle que nous avons pu voir, sont signés d'au moins un des témoins.

Certains actes solennels, que nous avons déjà rencontrés comme devant être obligatoirement reçus en minutes, testaments, sommations respectueuses, etc..... devaient être passés devant deux témoins sachant et pouvant signer (3).

(1) *Idem.*

(2) LANGLOIX, *op. cit.*, chapitre LI, III^e section.

(3) LANGLOIX, *idem.*

Enfin, au-dessous des signatures des parties et des témoins le ou les notaires apposaient la leur.

Nous avons dit ci-dessus que longtemps les actes notariés ne portèrent que les seules signatures du ou des notaires. Nous devons même aller plus loin et dire qu'au début du notariat, ces actes ne portaient aucune signature, même pas celles des notaires. C'est l'ordonnance de Villers-Cotterets (1539, article 174) qui, pour la première fois, imposa aux notaires de signer leurs minutes (1). Mais pourtant l'usage de le faire s'était introduit bien auparavant.

L'arrêt de règlement du 4 septembre 1685 enjoignait aux notaires de ne signer leurs actes qu'après avoir fait signer toutes les parties et témoins, ou reçu leurs déclarations qu'elles ne pouvaient ou ne savaient signer, la signature des notaires devant, y est-il dit, donner la perfection à l'acte (2).

Lorsque l'acte, en l'absence de témoins, était reçu devant un second notaire, il était d'usage que celui-ci, qui nous l'avons vu généralement signait après coup, et sans avoir aucunement été présent à l'acte, apposât sa signature à la gauche de celle du notaire en premier.

Brevets. — Le brevet est l'original même de l'acte comme la minute, mais à la différence de cette dernière

(1) BARABÉ, *Le Tabellionage royal en Normandie principalement*.

(2) LANGLOIX, *op. cit.*, chapitre LIII, 1^{re} section.

il est remis aux parties, tandis que la minute reste aux mains du notaire qui en a la garde.

Nous avons vu que pendant longtemps, et notamment à Paris jusqu'à l'Ordonnance de Villers-Cotterets (1539), tous les actes étaient délivrés en brevets, sauf à rapporter le brevet au notaire lorsqu'on désirait avoir une grosse.

Au ^{xviii}^e siècle, en fait, presque tous les actes sont conservés en minutes, ne sont plus délivrés en brevets que des petits actes comme des procurations, des actes de notoriété, des certificats, etc..... qui, à l'heure actuelle, peuvent encore être délivrés en brevets.

Jusqu'au ^{xviii}^e siècle les brevets étaient rédigés sur parchemin, ensuite, comme les minutes, ils furent rédigés sur papier et à la fin du ^{xvii}^e siècle sur papier timbré.

Au point de vue de la rédaction, le brevet suit les mêmes règles et présente le même aspect que la minute : notamment mêmes abréviations pour les clauses de style qui y sont indiquées seulement par le premier mot ou les premières lettres du mot ; ils sont revêtus aussi de la signature des parties, des témoins, ou de leur déclaration qu'ils ne savent ou ne peuvent signer, et de la signature du ou des notaires.

Mais, à la différence des minutes, les brevets sont scellés ou tout au moins sont revêtus des mots « scellé le dit jour ».

Ils portent la mention de légalisation quand ils doivent servir en dehors d'un certain ressort, et celle de

contrôle, formalité que nous examinerons ci-après ; les brevets des notaires au Châtelet de Paris ne portent jamais cette dernière mention, ceux-ci étant dispensés de cette formalité.

Grosses (1). — La grosse est la copie exécutoire de l'acte notarié ; muni de la grosse, le créancier peut employer contre son débiteur tous les moyens de contrainte ; l'acte notarié n'a pas par lui-même la force exécutoire, il n'est revêtu de cette force qu'une fois rédigé en grosse.

Nous ne reviendrons plus sur la question de savoir si c'était la formule exécutoire ou le sceau qui donnait à la grosse la force exécutoire ; nous avons vu ci-dessus (2) que c'était la formule qui lui donnait toute sa force en l'assimilant pour ainsi dire à une sentence du juge.

Mais l'apposition du sceau était une condition de validité de la grosse, ainsi que la rédaction sur parchemin qui fut obligatoire jusqu'à la fin de l'Ancien Régime ; il y avait, à cet effet, des parchemins timbrés comme les papiers, mais le prix en était plus élevé.

La grosse débutait par ces mots : « A tous ceux qui ces « présentes lettres verront ».

Puis suivait le nom du juge siégeant à la juridiction auprès de laquelle le notaire était immatriculé, à Paris le nom du prévôt.

(1) DE BOÜARD, *op. cit.* Grosses.

(2) Voir ci-dessus : Foi attachée à l'acte notarié.

On faisait accompagner le nom du juge de ses titres, avec l'énonciation de ses fiefs et seigneuries, ce qui allongeait singulièrement l'intitulé de la grosse.

La formule initiale se terminait par le salut et la notification.

Dans son entier elle était libellée comme suit :

« A tous ceux qui ces présentes lettres verront, X...
« (titres et qualités du prévôt), prévost de Paris, salut.
« Sçavoir faisons que par devant X et X, conseillers du
« roi, notaires au Châtelet de Paris soussignés fut pré-
« sent, etc... »

Ensuite venait la reproduction de la minute, mais avec quelques différences.

Notamment la formule de comparution était plus complète ; le nom du ou des notaires qui presque jamais n'était indiqué dans la minute, était mentionné dans la grosse ainsi que leurs qualités et le nom de la juridiction auprès de laquelle ils étaient immatriculés.

Les clauses de style, clauses de promesse, d'obligation et de renonciation qui dans la minute n'étaient indiquées que par le premier mot, étaient développées tout au long dans la grosse. Ces clauses qui, jusqu'au xvin^e siècle étaient très longues furent abrégées et étaient devenues au xvin^e siècle :

Celle de promesse : « promettant d'exécuter et entre-
« tenir tout le contenu (de l'acte) ».

Celle d'obligation : « sous l'obligation et hypothèque
« de tous leurs biens meubles et immeubles présents et à

« venir qu'ils ont solidairement soumis à justice ».

Celle de renonciation : « renonçant à toutes choses « contraires à ces présentes ».

Après la reproduction de la minute, se trouvait la délégation du notaire par le juge pour l'apposition du sceau, dernier vestige du temps où le notaire n'était qu'un commis, qu'un délégué du juge, « renonçant à « toutes choses contraires à ces présentes que nous avons « fait sceller par le dit Me..... »

Puis on relatait la signature des parties et des témoins et, lorsque l'acte avait été reçu par deux notaires on indiquait celui qui était détenteur de la minute.

Enfin le notaire apposait sa signature.

A Paris les grosses étaient signées des deux notaires qui avaient reçu l'acte, nous avons vu ci-dessus le rôle du garde des décrets et immatricules *ita est* au Châtelet de Paris en cette matière, rôle qui consistait à apposer sa signature, précédée des mots *ita est*, sur les grosses, lorsqu'un des deux notaires qui avait reçu la minute était décédé ou avait résigné ; la grosse portait alors trois signatures, celle de cet officier, celle du successeur du notaire décédé ou ayant résigné, et celle de l'autre notaire.

La délivrance de la grosse était mentionnée en haut de la minute en marge, comme cela se fait encore à l'heure actuelle ; il était du reste prescrit de faire ainsi

dans l'article 10 de l'Ordonnance de Philippe le Bel de 1304 (1).

Il ne devait être délivré qu'une seule grosse ; pourtant, en cas de perte de la première, les notaires pouvaient en délivrer une seconde, en vertu d'une ordonnance du juge.

La grosse était revêtue du sceau ou tout au moins de la mention « scellé le..... » ; elle portait aussi d'autres mentions relatives au prix réclamé pour l'acte, au contrôle, à l'insinuation quand il y avait lieu à cette formalité, et la mention de légalisation, quand la grosse devait servir au dehors d'un certain ressort.

Expéditions. — L'expédition est une copie non exécutoire de l'acte notarié.

Ayant au début la même forme, le même aspect que le brevet dont elle portait du reste le nom, puisqu'on retrouve des minutes, en marge desquelles se trouve la mention « fait par brevet » à côté de « fait par grosse » ; elle se sépara du brevet lorsque la signature des parties à l'acte fut obligatoire ; le brevet était alors revêtu de la signature des parties, l'expédition ne portait que la relation de ces signatures.

La forme de l'expédition alors se rapprocha de plus

(1) BARABÉ, *op. cit.* Délivrance de grosse. Cette ordonnance, nous l'avons vu, ne s'appliquait qu'aux notaires du Midi. Mais malgré cela l'usage de mentionner ainsi la délivrance de la grosse était général.

en plus de celle de la grosse, et au XVIII^e siècle les seules différences qui séparaient l'expédition de la grosse étaient l'absence de formule exécutoire et la rédaction sur papier ; à part cela, même grosse écriture, même formule de comparution au complet, les clauses de style y étaient aussi entièrement développées, généralement l'expédition était pourvue de la clause d'élection de domicile, qui n'avait sa raison d'être que dans les titres exécutoires, elle se terminait par la relation des signatures des parties, et l'indication du notaire détenteur de la minute, elle était signée du ou des notaires ; enfin à Paris depuis 1697, les notaires y apposaient le sceau (1).

4^e Formalités auxquelles étaient soumis les actes notariés.

Premièrement. Sceau.—L'apposition du sceau était-elle obligatoire sur tous les actes notariés ? Non, et il y avait à ce sujet une différence entre le régime des actes notariés de Paris et celui des Provinces.

A Paris, en vertu de l'édit de décembre 1697 réunissant les offices de gardes-scels à ceux de notaires au Châtelet de Paris ; les notaires au Châtelet devaient sceller tous les contrats et actes passés devant eux, à l'exception des quittances, contre-lettres et déclarations qui étaient exemptées de cette formalité (2).

(1) DE BOÜARD, *op. cit.* Brevets.

(2) LANGLOIX, *op. cit.*, chapitre IV.

Le sceau était alors apposé, pour les actes reçus en minutes sur les grosses et expéditions, et pour les actes en brevets sur le brevet lui-même.

Dans les Provinces il en était autrement ; en vertu de l'édit de 1706 qui avait réuni les offices de gardes-sceaux à tous les offices de notaires du royaume, le sceau n'était exigé que sur la grosse, c'est-à-dire sur les actes obligatoires seulement (c'est ce qui du reste a dû créer cette confusion, dont nous avons déjà parlé, chez certains auteurs qui pensent que c'est le sceau et non la formule exécutoire qui donne à la grosse la force exécutoire) (1).

Le sceau, au début, était en cire rouge appendu sur double queue, au xvi^e siècle il n'est plus pendu, mais plaqué sur le parchemin même.

Le cachet de cire avait le gros inconvénient de se casser, si bien qu'au bout d'un certain temps on ne pouvait plus voir si l'acte avait été scellé ou non. Aussi fut-il prescrit aux notaires au Châtelet de Paris, par édit de décembre 1697, de mettre à côté du sceau la mention : « scellé le..... » signée et paraphée, et les autres notaires prirent l'habitude de faire de même. Cette mention dispensait de resceller au cas où le sceau se brisait ; et souvent même le notaire se contentait de mettre la mention sans apposer le cachet de cire.

On chercha à éviter ces inconvénients du cachet de

(1) Si le sceau n'était obligatoire que sur les grosses, cela n'empêchait pas pourtant qu'il ne fût mis aussi sur les brevets.

cire et, avant d'en arriver au timbre sec, on employa une forme intermédiaire dans la première moitié du XVIII^e siècle ; la cire était comprise, écrasée entre le papier ou le parchemin de l'acte et un carré de papier de la largeur du sceau ; le sceau apparaissait alors sur le carré de papier sous l'aspect d'un timbre sec.

C'est seulement à la fin du XVIII^e siècle que le timbre sec est employé, une délibération des notaires de Paris du 7 août 1785 décide, qu'il sera gravé aux frais de la Compagnie, 113 cachets uniformes, et construit 113 presses pour apposer le sceau sur les actes (1).

Le sceau était aux armes du roi ; autour de celui des notaires au Châtelet de Paris était gravé : « Scel aux
« contrats des notaires au Châtelet de Paris (2) ».

L'apposition du sceau donnait lieu à la perception d'un droit pour le trésor, et aussi d'un émolument pour le notaire qui était d'un sol pour chaque apposition.

L'apposition du sceau et l'émolument consécutif appartenaient au notaire détenteur de la minute (3).

Enfin notons que de toute ancienneté, le sceau du Châ-

(1) De BOUARD. *op. cit.* Grosses, et *Extrait des délibérations et arrêtés de l'ancienne compagnie des Notaires de Paris*, par M^e DELARUE, au dire de M^e Thomas, Bibliothèque de la Chambre des notaires de Paris. Manuscrit 7, page 39.

(2) *Registre concernant les droits et fonctions des notaires, op. cit.* Sceau des actes.

LANGLOIX, *op. cit.* Chapitre IV.

(3) Recueil de notes par ordre alphabétique, *op. cit.* Exercice du droit de sceau.

telet de Paris était attributif de juridiction devant M. le Prévôt de Paris ; et que de même le sceau du Châtelet d'Orléans était attributif de juridiction (1).

Deuxièmement. Contrôle. — La formalité du contrôle qui consistait, comme notre enregistrement actuel, à porter sur un registre le dispositif sommaire de l'acte, avait pour but de donner date certaine aux actes, ce qui avait une grande importance pour la question de priorité d'hypothèque ; mais, en réalité, elle avait surtout un but fiscal, c'était un prétexte pour percevoir un droit sur les conventions des particuliers.

L'établissement du contrôle remonte à Henri III, édit de juin 1581, mais cette formalité n'était exécutée que pour les actes sous seings privés ; Henri IV, par édit de juin 1606, l'établit pour tous les actes mais en Normandie seulement.

Louis XIII, par édit de décembre 1635, créa à Paris 27 Notaires au Châtelet auxquels il attribua les fonctions de contrôleurs des actes et expéditions des notaires du Châtelet ; mais ces offices n'ayant jamais été levés, en mai 1639, il supprima d'abord les fonctions de contrôleur attachées à ces offices, et en octobre suivant les offices eux-mêmes.

Enfin Louis XIV, par édit de mars 1693, établit dans

(1) *Registre concernant les droits et fonctions des notaires, op. cit.*
Attribution du sceau du Châtelet de Paris. Orléans.

tout le royaume le contrôle des actes des notaires.

Les notaires de Paris protestèrent contre cet établissement, opposant surtout le secret des familles, qui ne saurait être gardé par les commis quelconques chargés de l'accomplissement de cette formalité.

Aussi le roi, dès le 5 avril suivant, chargea-t-il les notaires de Paris eux-mêmes du contrôle de leurs actes (c'était le notaire en second qui était chargé de contrôler); et par déclaration du 27 avril 1694, il supprima complètement cette formalité pour les actes des notaires de Paris, moyennant le paiement par ceux-ci d'une finance d'un million de livres (1).

Malgré cela, au courant du xviii^e siècle, la Royauté essaya de supprimer cette exemption dont jouissaient les notaires de Paris; par déclaration du 29 septembre 1722, elle rétablit le contrôle à Paris; aussitôt les mêmes doléances s'élevèrent qu'en 1673, et par déclaration du 7 décembre 1723, le contrôle fut encore une fois supprimé, mais il fut remplacé par un droit de marque supplémentaire sur les papiers et parchemins timbrés employés par les notaires de Paris ainsi que nous l'avons vu ci-dessus (2).

Vers 1744, un projet fut élaboré pour le rétablissement du contrôle, mais il échoua.

(1) LANGLOIX, *op. cit.*, chapitre xxxviii.
REGNAULT, *op. cit.*, chapitre v, contrôle.

(2) Voir au présent chapitre, § 3.

Une déclaration du 20 mars 1748 établit, pour certains actes, un droit de centième denier et six sols pour livre, qui était pour ces actes une sorte de rétablissement du contrôle. Ce droit fut supprimé en 1750.

Enfin, en 1759, paraît un projet d'édit tendant à faire enregistrer dans les bureaux d'hypothèques tous les titres et obligations en payant un droit. Ce projet qui, en somme, instituait le contrôle, mais sous un autre nom, n'aboutit pas.

Ainsi donc, importante différence entre les notaires de Paris et les autres, tandis que les notaires des provinces, depuis 1606 pour les notaires de Normandie et 1693 pour les autres et jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, furent assujettis à la formalité du contrôle; les notaires au Châtelet de Paris pendant le même temps (à part deux petites périodes d'une année chacune) en furent toujours exemptés.

La formalité du contrôle devait avoir lieu dans les quinze jours de la date de l'acte.

Les droits perçus variaient suivant la nature et l'importance de l'acte, la nature des biens, objet de la convention, et la qualité des parties contractantes; ainsi en Lorraine, où le contrôle avait été introduit lors de la première annexion par Louis XIV, on distinguait dans les parties contractantes pour la perception du droit, les « habitants de villages », les « artisans et gens de métier » et les « gens nobles ou qui ont titre et caractère », pour un contrat de mariage par exemple, les premiers

payaient 1 franc, les seconds 3 francs 6 gros, et les troisièmes 14 francs (1).

Il résultait de ces dispositions beaucoup de difficultés pour la perception de ce droit, et des contestations continuelles entre les notaires et les commis préposés au contrôle.

La perception du contrôle, comme celle de la plupart des autres impôts sous l'Ancien Régime, était concédée à des fermiers généraux, qui avaient sous eux des fermiers particuliers, et ceux-ci commettaient des employés pour faire le travail du contrôle.

Les fonctions de contrôleur n'étaient pas incompatibles avec celles de notaire, ce qui peut paraître bizarre ; nous avons vu en effet plus haut qu'elles furent réunies aux offices de notaires au Châtelet de Paris pendant un court espace de temps, et il y a lieu de penser qu'à Rouen, les notaires réunirent les fonctions de contrôleurs dans la seconde moitié du xviii^e siècle (2).

L'accomplissement de la formalité du contrôle et de la perception des droits était constatée par l'apposition d'une mention semblable à la mention d'enregistrement actuelle : « Contrôlé à..... le..... reçu..... » et signée du contrôleur.

(1) Recherches historiques sur le notariat en Lorraine et Barrois. LOUYOT, *op. cit.* Contrôle.

(2) BARABÉ, *Le tabellionage royal en Normandie*, *op. cit.* « Mesures pour conserver les actes et en assurer la date par la transcription et le contrôle ».

Troisièmement. Insinuation. — L'insinuation, formalité qui consistait à transcrire sur des registres le contenu de certains actes et notamment des actes translatifs de propriété d'immeubles, était, sous l'Ancien Régime, ce qu'est la transcription à l'heure actuelle. Comme maintenant, l'accomplissement de cette formalité donnait lieu à la perception d'un droit.

Créée par François 1^{er} par ordonnance d'août 1539, pour toutes donations seulement, elle fut étendue par édit d'Henri II, de mai 1553, à tous les contrats de vente, échange, donation, transport, constitution et toutes autres obligations excédant 50 livres ; l'ordonnance de Moulins vint encore confirmer en partie ces dispositions, en stipulant que toutes donations entre vifs, mutuelles, réciproques, en faveur de mariage ou autres, seraient soumises à l'insinuation.

Cette formalité jusqu'au commencement du XVIII^e siècle avait lieu aux greffes des bailliages et sénéchaussées du domicile des parties, dans les 4 mois de la date de l'acte ; ce n'étaient pas les notaires eux-mêmes qui en étaient chargés, cette formalité devait être accomplie à la diligence des parties ; et une déclaration de juillet 1704 prescrivait aux notaires de faire mention dans les actes sujets à l'insinuation qu'ils étaient soumis à cette formalité, à peine de répondre du droit et de 300 livres d'amende, ils devaient en outre tous les 3 mois délivrer un état des actes par eux reçus sujets à l'insinuation (1).

(1) *Registre concernant les droits et fonctions des notaires, op.*

Mais ce régime changea au commencement du xviii^e siècle, un édit d'octobre 1703 (1) vint prescrire aux notaires de faire eux-mêmes insinuer, dans les bureaux où ils faisaient contrôler leurs actes, tous les contrats de vente, d'échange, baux à rente foncière, baux emphytéotiques, ventes avec faculté de réméré, antichrèse et autres actes sujets à insinuation, dans la quinzaine de la date des actes et en même temps qu'ils les faisaient contrôler et sceller. Exception était faite pourtant pour les substitutions et les donations entre vifs, qui devaient être insinuées à la diligence des parties, à charge pourtant pour les notaires de mentionner dans l'acte qu'elles étaient sujettes à insinuation, et de délivrer tous les trois mois aux fermiers des droits d'insinuation un état de ces actes.

Plus tard une déclaration du 20 mars 1708 vint les obliger à comprendre dans cet état tous les actes sujets à l'insinuation.

Cet édit, qui enjoignait aux notaires de faire eux-mêmes insinuer leurs actes en même temps qu'ils les faisaient contrôler et sceller, ne pouvait s'appliquer aux notaires au Châtelet de Paris qui, à cette époque déjà, étaient dispensés du contrôle et scellaient eux-mêmes leurs actes; ils demandèrent donc à être dispensés de l'obligation imposée par cet édit aux notaires en général, de faire in-

cit. « Actes sujets au centième denier et à l'insinuation ».

(1) *Idem.*

sinuer les actes soumis à cette formalité. Un commencement de satisfaction leur fut donné par un arrêt du Conseil d'Etat du 27 avril 1706, mais ils ne s'en contentèrent pas. et un autre arrêt du Conseil d'Etat fut alors rendu le 5 juin suivant, déclarant que le roi, par son édit d'octobre 1703, n'avait pas voulu assujettir les notaires au Châtelet de Paris à faire eux-mêmes insinuer leurs actes, à condition pour eux de faire mention dans les contrats et actes sujets à insinuation, de la nécessité qu'il y avait de les faire insinuer dans les délais prescrits par l'édit, et de délivrer de trois mois en trois mois aux fermiers des droits d'insinuation les extraits (1) des contrats de vente, partages entre collatéraux et autres titres translatifs de propriété de biens immeubles, sujets à insinuation (2). Il était perçu pour ces extraits un honoraire proportionnel variant de 3 sols à 2 livres (3).

L'accomplissement de la formalité de l'insinuation était constaté par l'apposition d'une mention sur l'expédition ou la grosse.

Nous avons vu ci-dessus qu'il donnait lieu à la perception d'un droit ; la perception de ce droit était concédée

(1) Ces extraits étaient délivrés sous la forme d'un état des actes ainsi reçus par les notaires pendant trois mois, et contenaient pour chaque acte, le nom des parties, leur demeure, la situation des immeubles, leur nature, qualité et mouvance, le prix et la date.

(2) *Registre concernant les droits et fonctions des notaires, op. cit.* « Actes sujets à l'insinuation et au centième denier ».

(3) *Idem.*

comme celle du droit de contrôle, c'étaient les mêmes fermiers qui étaient concessionnaires, et les mêmes commis chargés de la perception, puisque l'insinuation était faite dans les mêmes bureaux que le contrôle et en même temps que lui.

Nous en avons fini avec l'étude des actes notariés et des formalités auxquelles ils devaient être soumis. Nous allons maintenant étudier dans quelle étendue de territoire les notaires avaient qualité pour recevoir ces actes que nous venons d'examiner, et en général pour exercer leurs fonctions. Ce sera l'objet du chapitre suivant.

CHAPITRE VI

COMPÉTENCE TERRITORIALE DES NOTAIRES

RESPONSABILITÉ DES NOTAIRES

SECTION I

Compétence territoriale des Notaires.

Les notaires royaux en général avaient le droit d'instrumenter dans toute l'étendue du ressort de la juridiction auprès de laquelle ils étaient immatriculés. Les plus nombreux étaient immatriculés aux bailliages.

En dehors de ce ressort ils n'avaient le pouvoir de passer ni recevoir aucun acte, et en outre les actes par eux régulièrement reçus dans les limites de leur compétence territoriale, ne pouvaient être mis à exécution, ni produits au dehors de ces limites si la signature du ou des notaires n'était légalisée par le juge.

Mais à cette règle générale il y avait trois importantes exceptions qui concernaient les notaires des Châtelets de Paris, Orléans et Montpellier.

Ceux-ci, à la différence des autres notaires royaux,

avaient le droit d'instrumenter dans toute l'étendue du royaume.

Ce privilège était tellement ancien qu'aucun auteur ne peut citer le titre qui le créa, et que certains actes royaux parlant de ce privilège pour les notaires de Paris en qualifient la possession d'« immémoriale ».

Nous le trouvons énoncé pour la première fois dans une ordonnance de Philippe le Bel de 1302, mais ce n'est pas là le titre primordial, cette ordonnance constate ce droit des notaires de Paris, Orléans et Montpellier, il existait donc déjà auparavant.

Ce privilège est en outre confirmé pour les notaires de Paris par lettres patentes de Louis XII d'avril 1510, pour les notaires d'Orléans par lettres patentes de 1512, par une série d'actes royaux rendus aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles (1), et enfin par lettres en forme d'édit de Louis XV d'avril 1736.

Quels avaient pu être les motifs de cette extension des pouvoirs des notaires aux Châtelets de Paris, Orléans et Montpellier? Les ordonnances et les auteurs ne nous en donnent que de très vagues.

L'ordonnance de 1302 fonde cette faveur pour les notaires de Paris sur leur capacité et leur expérience, sur le vœu des grands personnages du royaume (Princes, Seigneurs du sang, et autres notables ecclésiastiques, chapitres et autres) qui, par confiance pour les notaires

(1) LANGLOIX, *op. cit.*, chapitre xv.

de Paris, les requéraient de se transporter dans les villes du royaume (1). Certains auteurs allèguent en outre pour expliquer ce droit qu'ils sont les notaires de la capitale.

En ce qui concerne les notaires d'Orléans, Pothier explique que ce privilège leur fut accordé parce qu'ils étaient des personnes lettrées, qui avaient étudié à l'école de droit d'Orléans, une des plus célèbres de l'Europe, beaucoup en étaient même docteurs (2).

Des motifs semblables devaient expliquer l'octroi de cette faveur aux notaires de Montpellier.

Mais ce privilège n'appartenait vraiment dans toute son étendue qu'aux notaires du Châtelet de Paris ; d'eux seuls on pouvait dire qu'ils avaient le droit d'instrumenter dans tout le royaume ; pour les notaires d'Orléans et Montpellier, il y avait une restriction, la jurisprudence leur refusait le droit d'instrumenter à Paris, les notaires au Châtelet de Paris ayant le « droit de recevoir et passer seuls et à l'exclusion de tous autres, « tous contrats et actes volontaires, en la ville, faux-bourgs et banlieue de Paris » (3).

Ce droit privatif donna lieu à des procès très importants entre la Compagnie des notaires de Paris et celle

(1) REGNAULT, *op. cit.*, chapitre v, Contrôle.

(2) La considération attachée au titre de docteur de cette école était telle, que l'épouse du notaire qui le portait était investie, comme les femmes ou veuves de gentilhommes, de la qualité de « damoiselle ».

(BARABÉ, *op. cit.* Privilèges des notaires d'Orléans).

(3) LANGLOIX, *op. cit.*, chapitre xix.

des notaires d'Orléans, les deux plus importants se terminèrent, l'un par une sentence du Châtelet de Paris, du 18 août 1621, l'autre (qui donna lieu à la confection de nombreux mémoires et de livres entiers sur la question) par un arrêt du Parlement du 22 mai 1787.

Les arguments des notaires d'Orléans se ramenaient à soutenir que, créés avec le privilège d'instrumenter dans tout le royaume à l'instar des notaires de Paris, ils avaient les mêmes pouvoirs que ces derniers et, par conséquent, le droit d'instrumenter à Paris.

Ce à quoi, les notaires au Châtelet de Paris répondaient qu'ils étaient de création plus ancienne que les notaires d'Orléans, puisque, de l'aveu même de ces derniers, les notaires d'Orléans avaient été créés à l'instar de ceux de Paris ; que, dès leur création, les notaires de Paris avaient eu le privilège d'instrumenter à l'exclusion de tous autres notaires ou officiers quelconques dans la ville, fauxbourgs, et banlieue de Paris, qu'une disposition spéciale aurait été nécessaire pour leur retirer ce droit, et que le seul fait de la création des notaires d'Orléans et de l'octroi à ceux-ci du privilège d'instrumenter dans tout le royaume, n'avait pu porter atteinte au droit des notaires de Paris d'instrumenter seuls dans la ville, fauxbourgs et banlieue de Paris (1).

(1) LANGLOIX, *op. cit.*, chapitre XIX, III^e.

Registre concernant les droits et fonctions des notaires, op. cit.
« Notaires d'Orléans ».

Recueil de notes par ordre alphabétique, *op. cit.* « Droit exclusif ».

La prétention des notaires d'Orléans fut toujours repoussée par les tribunaux.

Les notaires au Châtelet de Paris jouissaient encore d'un autre privilège en cette matière, qui fut aussi le sujet de querelles avec les notaires au Châtelet d'Orléans, et notamment d'un procès terminé en 1783 qui fit aussi couler beaucoup d'encre à cette époque.

Non seulement ils avaient le droit d'instrumenter dans tout le royaume, mais encore ils avaient le droit d'exclusion, c'est-à-dire que, lorsqu'un notaire au Châtelet de Paris se présentait en un lieu quelconque pour passer un acte, fût-il appelé par une seule des parties intéressées, il excluait tous les autres notaires du lieu ou d'autres lieux que de Paris ; les autres parties pouvaient se faire représenter par un autre notaire de Paris, mais jamais un notaire de Paris et un notaire d'un autre lieu ne pouvaient concourir à un même acte et le notaire de Paris l'emportait (1).

Les notaires d'Orléans, déjà privés du droit d'instrumenter à Paris, ne pouvaient supporter d'être ainsi exclus par les notaires de Paris et parfois dans leur ville même ; un procès s'engagea au sujet de l'inventaire à Orléans d'un sieur Cousin, les héritiers ayant appelé un notaire de Paris, et l'exécuteur testamentaire un notaire d'Orléans.

(1) *Registre concernant les droits et fonctions des notaires, op. cit.* « Droit d'exclusion ».

Les notaires de Paris soutenaient que leur confrère devait instrumenter seul, ou bien que l'exécuteur testamentaire devait choisir un autre notaire de Paris pour le représenter. Les notaires d'Orléans disaient que dans le cas où ils étaient en concours avec ceux de Paris, la question devait se régler comme entre notaires d'un même Châtelet, par l'ancienneté ou en observant les règles particulières établies pour certains actes, et que, notamment dans le cas particulier d'un inventaire, le notaire de la veuve ou de l'exécuteur testamentaire devait être préféré.

Comme ci-dessus, ils disaient, pour soutenir leurs prétentions, qu'ils avaient des droits absolument égaux à ceux des notaires au Châtelet de Paris, ayant été créés à l'instar de ces derniers.

Les notaires de Paris, à l'appui de leur droit d'exclusion, disaient qu'il leur était impossible d'instrumenter concurremment avec des notaires d'autres lieux, puisque leurs actes étaient dispensés du contrôle et qu'ils devaient être rédigés sur un papier timbré spécial en raison de cette dispense de contrôle (1); et le principal moyen qu'ils opposaient aux notaires d'Orléans, c'était qu'un notaire ne pouvait exercer son ministère que sous le nom et sous le sceau de la juridiction à laquelle il appartenait, et que des notaires de deux juridictions différentes ne pouvaient jamais concourir au même acte. Les

(1) Voir chapitre précédent « Contrôle ».

actes des notaires de Paris étaient conçus au nom du Prévôt de Paris et scellés du sceau du Châtelet de Paris attributif de juridiction ; ceux des notaires d'Orléans étaient conçus au nom du Grand Bailly du Châtelet d'Orléans et scellés du sceau de ce Châtelet aussi attributif de juridiction ; un acte ne pouvait être conçu au nom de deux juridictions différentes et scellé du sceau de deux juridictions différentes, et ne pouvait donc être reçu par un notaire de Paris et un notaire d'Orléans.

Et s'ils étaient appelés concurremment, les notaires d'Orléans étaient exclus par ceux de Paris, ces derniers étaient en effet les notaires de la capitale et les principaux notaires du Royaume ; en outre, les notaires de Paris soutenaient qu'ils étaient de création antérieure à ceux d'Orléans, qu'ils avaient le droit d'instrumenter dans tout le Royaume avant que ceux-ci ne fussent créés ; et qu'ils avaient été, par conséquent, notaires d'Orléans avant ceux-ci mêmes (1).

Tels étaient les motifs invoqués par les notaires de Paris pour justifier leur droit d'exclusion. Les tribunaux les admirèrent et donnèrent gain de cause au notaire du Châtelet de Paris dans le procès intenté au sujet de l'inventaire du sieur Cousin, qui fut terminé par un arrêt du Parlement de Paris du 7 septembre 1783, qui ordonna que l'inventaire serait fait par le notaire de Paris appelé

(1) *Registre concernant les droits et fonctions des notaires, op. cit.* « Droit d'exclusion » et « Notaires d'Orléans ».

par les héritiers, sauf à l'exécuteur testamentaire à nommer, s'il le jugeait à propos, un autre notaire de Paris pour procéder conjointement avec le premier, sinon qu'il serait procédé par celui-ci seul.

Nous avons vu que les notaires au Châtelet de Paris réunissaient les fonctions de notaires royaux apostoliques depuis 1693, mais ce droit pour eux d'instrumenter dans tout le royaume, et le droit d'exclusion en résultant, ne leur appartenaient qu'en matière civile ; en matière bénéficiale, ils n'avaient le droit d'instrumenter que dans la ville et le diocèse de Paris ; Langloix qui prétend que, même en matière bénéficiale, ils avaient le droit d'instrumenter dans tout le royaume, est corrigé sur ce point par Regnault (1).

Leur compétence territoriale à cet égard avait été plus étendue avant la création des notaires royaux apostoliques en 1691 ; car, avant cette date, les notaires de Paris, comme les autres notaires du royaume, avaient dans leurs attributions ordinaires le droit de faire la plupart des actes en matière bénéficiale concurremment avec les notaires apostoliques, et ils avaient la même compétence territoriale pour ces attributions que pour les autres ; les notaires de Paris pouvaient donc recevoir dans tout le royaume la plupart des actes se rapportant aux matières bénéficiales ; après la réunion en 1693 des fonctions de notaires royaux apostoliques aux offices de

(1) LANGLOIX, *op. cit.*, chapitre xv.

REGNAULT, *op. cit.*, chapitre v.

notaires au Châtelet de Paris, ceux-ci eurent le droit de recevoir, à l'exclusion de tous autres notaires, tous les actes en matières bénéficiales dans la ville et le diocèse de Paris ; mais ils ne purent plus instrumenter que dans ces limites seulement, ils n'eurent plus le droit de concurrence dans tout le Royaume.

Ainsi donc, pour résumer cette section, nous dirons que les notaires royaux en général avaient le droit d'instrumenter dans toute l'étendue de la juridiction auprès de laquelle ils étaient immatriculés ; mais que, par privilège spécial, les notaires d'Orléans et Montpellier avaient le droit d'instrumenter dans tout le royaume sauf à Paris, et les notaires de Paris, dans tout le royaume sans exception ; et que ces derniers avaient en outre le droit d'exclusion des autres notaires du Royaume, quand ils se trouvaient en concurrence avec eux.

SECTION II

Responsabilité des notaires.

A la différence de ce qui existe à l'heure actuelle, la responsabilité des notaires sous l'Ancien Régime était très limitée. Le principe admis par la jurisprudence (1)

(1) Voir différents arrêts cités par REGNAULT. Suite du *Traité de Langlois*, *op. cit.*, II^e partie, chapitre v.

était que le notaire n'était responsable que de son dol ou de sa fraude ; sa faute lui avait-elle profité, il était garant ; n'y avait-il eu de sa part qu'ignorance ou même négligence, il n'encourait aucune responsabilité.

Ce principe était admis aussi par plusieurs auteurs (1), qui disaient que le notaire ne pouvait être sujet à aucune peine ni dommages-intérêts pour avoir commis des nullités dans les actes par lui reçus, qu'autrement il ne serait plus possible de trouver un citoyen voulant être notaire, que, du reste, les particuliers n'avaient qu'à s'en prendre à eux-mêmes d'avoir mal choisi leur notaire. Et, en effet, la plus grande liberté était laissée aux particuliers pour choisir leur notaire. Nous trouvons beaucoup de décisions judiciaires assurant cette liberté, notamment des jugements annulant des délibérations de corporations imposant à leurs membres un notaire nommé désigné pour la passation de certains actes, notamment les cessions de fonds de commerce (2).

Il aurait été difficile sous l'Ancien Régime d'étendre d'une manière efficace la responsabilité des notaires au delà des limites que nous venons d'indiquer ; car, étant trop nombreux, les notaires gagnaient peu, et par suite n'avaient pas beaucoup de fortune ; ainsi dans l'exposé des motifs d'un édit d'octobre 1639, dans lequel Louis XIII

(1) REGNAULT, *idem*, qui cite Lapeyrère, Bretonnier, Louet et Bouquier.

(2) Voir ces jugements analysés dans LANGLOIX, *op. cit.*, chapitre xxxix, et REGNAULT, suite du *Traité de Langloix, op. cit.* chapitre xii.

supprimait 27 offices de notaires à Paris qu'il avait nouvellement créés, nous lisons :

« La Compagnie des 113 notaires gardes-notes audit
« Châtelet nous avait très humblement supplié de con-
« sidérer le peu de secours que nous pourrions tirer de
« la création desdits offices, à l'égard du grand préjudice
« qu'ils en recevraient, leur nombre étant déjà si exces-
« sif, que la plupart d'eux, faute d'emploi, ne pouvaient
« subvenir à leur famille. »

Si la situation était telle pour les notaires de Paris qui avaient droit d'instrumenter dans tout le Royaume, qu'est-ce que devait être celle des autres ?

Au XVIII^e siècle cette situation s'améliore notamment pour les notaires de Paris ; De Bast (1) nous dit, en effet, que de 1715 à 1730, six notaires à Paris étaient millionnaires, plus de trente avaient soixante mille livres de rente, sans compter le produit de leurs études, et qu'après les fermiers généraux dont le luxe était proverbial, venaient les notaires.

Dans les autres grandes villes du Royaume, leur fortune s'était aussi accrue ; et pourtant à Rennes, vers 1730, dans une supplique adressée au Roi pour racheter quatre offices de notaires vacants et en réduire ainsi le nombre, les notaires se plaignent de ce « qu'à Rennes l'office de
« notaire, quoique honorable en lui-même, n'est point à
« beaucoup près sur le même pied que dans les autres

(1) DE BAST, *Origines judiciaires*, etc... *op. cit.*

« villes du Royaume ; il y est sans aucun lustre, sans
« distinction et n'y jouit d'aucune considération ; l'état
« de notaire y est regardé comme le plus mince emploi
« qu'on y prend pour servir de délassement à d'autres
« occupations (1) ».

(1) NOUEL DE KÉRANGUÉ, *op. cit.* « Finances de la Commu-
nauté ».

CHAPITRE VII

PRÉROGATIVES ET HONORAIRES DES NOTAIRES

Nous allons tout d'abord examiner les prérogatives appartenant à tous les notaires royaux, nous verrons ensuite celles accordées à certains notaires ou certaines compagnies de notaires.

Sauvegarde royale. — Aux termes de lettres patentes données à Paris en avril 1411, Charles VI reconnaît que les notaires au Châtelet de Paris ont été de tous temps sous la sauvegarde royale, et il déclare lui-même les prendre sous sa sauvegarde et celle de ses successeurs ainsi que tous leurs biens en quelque lieu du royaume qu'ils soient situés, leurs familiers et leurs serviteurs ; et il ordonne qu'en signe de cette faveur il soit apposé des panonceaux royaux sur les maisons, possessions et biens des dits notaires (1).

Cette prérogative accordée tout d'abord aux seuls notaires du Châtelet de Paris, fut peu à peu étendue aux

(1) LANGLOIX, *op. cit.*, chapitre ix.

autres notaires du royaume, et au XVIII^e siècle on considérait que tous les notaires royaux en général en jouissaient.

Le bénéfice attaché à cette sauvegarde était une protection particulière de la part du roi, qui réprimait sévèrement toute atteinte coupable portée aux personnes et aux biens jouissant de ce privilège.

Il était octroyé de ces sauvegardes aussi à des établissements publics, civils ou religieux, même à de simples particuliers, pour les garantir contre les excès des seigneurs, et ce fut un des moyens employés par la royauté pour ruiner la féodalité.

Ce bénéfice était accordé par des lettres spéciales appelées : « Lettres de sauvegarde », délivrées par le roi lui-même (Louis XII, en effet, en 1512, défend à ses baillis d'en accorder et s'en réserve l'octroi à lui personnellement).

Les lieux de sauvegarde étaient indiqués par des panonceaux royaux, et c'est là l'origine des panonceaux, qui, encore à l'heure actuelle, sont apposés sur les maisons où se trouve une étude de notaire ; sous l'Ancien Régime, ces panonceaux étaient comme maintenant 2 écussons en cuivre doré, mais aux armes de France ; ils servaient en même temps d'enseigne, car en vertu d'un règlement de 1679 des notaires au Châtelet de Paris, ceux-ci n'avaient le droit de mettre aucune autre enseigne, ni aucune inscription à leurs maisons (1).

(1) Recueil de notes par ordre alphabétique, *op. cit.* « Inscriptions des maisons ».

Non dérogeance à noblesse. — Langloix (1), parlant des notaires en général, nous dit que leurs fonctions n'ont rien de vil et qui puisse tendre à dérogeance à noblesse, « ils ont même l'honneur de voir Messieurs les « Secrétaires d'Etat participer à leurs fonctions », puisque ceux-ci reçoivent les contrats de mariage des Princes et Princesses passés en présence du roi. Il fait en outre remarquer que les fonctions notariales ont été souvent remplies par des nobles et que ceux-ci ont été confirmés dans leurs titres de noblesse toutes les fois qu'on a essayé de les y troubler.

Le premier titre, qui reconnaît cette compatibilité de la noblesse avec les fonctions de notaires, serait, d'après de Bast (2), un édit de Charles VI de mai 1387 ; d'après d'autres auteurs (3), au contraire, jusque vers la fin du xvi^e siècle, les fonctions de notaires auraient dérogé à noblesse, et ils citent plusieurs textes à l'appui. A notre avis, il semble résulter de ces textes, non pas que les fonctions de notaires étaient incompatibles avec la noblesse, mais plutôt que les fonctions de notaires ne conféraient pas la noblesse par le seul fait qu'on les exerçait ; certains notaires prétendaient, en effet, que le seul fait d'exercer leurs fonctions leur conférait la qua-

(1) LANGLOIX, *op. cit.*, chapitre VIII.

(2) DE BAST, *Origines judiciaires. Essai historique, anecdotique et moral, sur les notaires, les avoués, etc...* (1855).

(3) BARABÉ, *op. cit.* (Dérogeance à noblesse).

Edmond LECOMTE, *Les Notaires. Etude historique et littéraire* (Bibliothèque Nationale) « Notaires au xviii^e siècle ».

lité de nobles, c'était plutôt cette prétention que voulaient combattre ces textes ; mais aux ^{xvii}e et ^{xviii}e siècles ces notaires ne furent plus inquiétés, et nous voyons notamment les notaires de Normandie, d'Orléanais, de Picardie et d'autres Provinces se donner le titre d' « escuyers ».

Le premier titre certain, reconnaissant la compatibilité des fonctions de notaires et de la noblesse, est l'édit de Louis XIV d'août 1673, rendu en faveur des notaires au Châtelet de Paris, et réunissant à leurs offices ceux de greffiers des conventions, dans lequel il est dit que cette réunion est faite « sans que le titre et fonction des « dits offices de notaires puissent être imputés à dérogeance à noblesse ».

Cette prérogative leur fut confirmée par lettres en forme d'édit de Louis XV d'avril 1736.

Malgré cela, les notaires furent encore inquiétés ; on tenta de faire considérer leurs fonctions comme viles et notamment de faire interdire aux notaires et à leurs enfants l'admission dans les charges de magistrature (1).

Ces tentatives échouèrent et cette compatibilité fut reconnue, de manière à ne laisser aucune équivoque, par arrêt du conseil du roi du 3 novembre 1732 et par lettres patentes obtenues sur cet arrêt et enregistrées au Parlement, à la Chambre des Comptes et à la Cour des Aydes les 6 février, 19 mai 1753 et 30 mai 1755.

(1) REGNAULT, *op. cit.*, chapitre III.

Préséance sur les Procureurs. — Sous l'Ancien Régime où les questions de préséance avaient une grosse importance, celle des notaires sur les Procureurs fut longtemps discutée, et de nombreux procès furent soutenus à ce sujet depuis la fin du xvi^e siècle presque jusqu'à la Révolution.

Le premier arrêt que nous trouvons à ce sujet, est un arrêt du Parlement de Paris du 20 février 1592 en faveur des notaires au Châtelet de Paris, aux termes duquel, en toutes processions, assemblées et autres cérémonies publiques, après les avocats du Châtelet devaient marcher les commissaires et notaires du Châtelet et après eux les Procureurs du Châtelet de Paris.

Ce droit était encore reconnu aux notaires de Paris par un autre arrêt du 21 août 1660, rendu au sujet de l'entrée du roi Louis XIV et de la reine, qui établissait que, dans cette cérémonie et dans toutes autres, les commissaires et notaires au Châtelet précéderaient les Procureurs du dit Châtelet.

Des décisions judiciaires ont été rendues dans le même sens en faveur des notaires de Bourges, Beaugency, Poitiers, Langres, Chaumont en Bassigny, Troyes, Provins, Loches, Orléans, Toulouse, Dijon, Lyon, Beauvais, Saumur, Moulins, Montbrizon (1).

(1) Voir : LANGLOIX, *op. cit.*, chapitre XLII.

NOUEL DE KÉRANGUÉ, *op. cit.* « Privilèges de la communauté ».

REGNAULT, *op. cit.*, chapitre XIV, 2^e.

Recueil de mémoires et jugements concernant les Compagnies de

Les raisons de cette préséance des notaires sur les procureurs nous sont exposées par Regnault (1); elles se trouvent dans la nature même des offices.

Les Procureurs ne sont pas véritablement des officiers; un officier public est un homme revêtu par le roi d'un caractère spécial, pour exercer en son nom une parcelle de l'autorité publique; comme dit Regnault, l'officier public « est l'homme du Prince et de la loi vis-à-vis des particuliers », ce qui est le cas du notaire « et pas l'homme et l'officier des particuliers qui le constituent leur mandataire », ce qui est la situation du Procureur, « le plaideur n'est pas un officier de justice dans sa cause, son représentant ne peut l'être ».

Le notaire, au contraire, est sans contredit un officier public, il détient une parcelle de l'autorité publique; il est un véritable juge; ses actes ont tous les caractères d'un jugement; ils sont exécutoires sans appel, ils emportent hypothèque, foi leur est due jusqu'à l'inscription de faux.

Et Regnault nous cite un trait pour faire mieux ressortir cette différence de nature entre les fonctions des notaires et celles des Procureurs, c'est que les notaires au Châtelet de Paris comme membres nécessaires du

Notaires, etc... « Précis pour les notaires royaux au bailliage et sénéchaussée de la ville de Monthrizon en Forêt, contre les procureurs du même siège » et « Mémoires pour les notaires, gardes-notes et gardes-scels du roi, en la ville de Moulins etc... contre la communauté des procureurs au présidial de Moulins. »

(1) REGNAULT, *op. cit.*, chapitre xiv.

siège auprès duquel ils sont établis, et à cause de la juridiction qui leur appartient, sont invités aux obsèques des rois avec les magistrats du Châtelet, tandis que les procureurs n'ont jamais été invités à ces cérémonies.

Costume. — Le costume ordinaire des notaires au xviii^e siècle, était le petit manteau avec le jabot, mais aux cérémonies, ils avaient le droit de porter la robe longue, avec toque et chaperon ; auparavant le costume habituel des notaires, même pour les solennités, était la robe noire et courte habituelle aux praticiens avec la toque et le chaperon ; ce costume avait même constitué un des motifs invoqués par les procureurs pour prétendre à avoir le pas sur les notaires ; ils disaient qu'eux, portant robe longue, devaient avoir la préséance sur les notaires qui portaient la robe courte et restaient confondus avec le peuple ; aussi fut-il enjoint aux notaires de porter dans les cérémonies publiques la robe de Palais, c'est-à-dire la robe longue.

La royauté veillait à la dignité de ses officiers dans leur tenue, ainsi François I^{er}, en 1540, dans une ordonnance relative au costume des gens de robe en général, leur défendait-il de porter barbe, pourpoint ne « chaussez déchiquetez et autres habits dissolutz (1) ».

(1) BARABÉ, *op. cit.* « Dispositions légales sur le costume des gens de loi et notamment des notaires ».

Notaires honoraires. — Les notaires qui avaient résigné leurs fonctions, après avoir exercé un certain temps, pouvaient obtenir en chancellerie des lettres de « Notaire honoraire », ils avaient alors le droit de porter le titre de notaire honoraire, en outre, dans les villes où il y avait une communauté comme à Paris, ils continuaient à faire partie des assemblées.

Jusqu'en 1772, le roi accordait ces lettres à tous ceux qui les demandaient, même à des notaires n'ayant que quelques années d'exercice, mais à cette époque la Compagnie fit des observations, et il fut alors déclaré que ces lettres ne seraient accordées qu'après 20 ans de service.

Telles sont les prérogatives appartenant aux notaires royaux en général, nous allons examiner maintenant celles accordées seulement à certains notaires royaux, ou à certaines compagnies de notaires royaux, et notamment à la compagnie des notaires au Châtelet de Paris.

Conseillers du roi. — Les notaires au Châtelet de Paris avaient le droit de porter le titre de « Conseillers du roi ». Ce titre leur avait été conféré par l'édit de Louis XIV d'août 1673, réunissant les fonctions de greffiers des conventions aux 113 offices de notaires au Châtelet de Paris ; et il leur fut confirmé par lettres en forme d'édit de Louis XV d'avril 1736 (1).

(1) LANGLOIX, *op. cit.*, chapitre II.

Mais ils n'étaient pas les seuls notaires à porter ce titre ; il avait été aussi conféré notamment aux notaires d'Orléans, de Bordeaux, de Nantes ; dans certaines provinces comme en Normandie, Orléanais et Picardie, tous les notaires se qualifiaient de « conseillers du roi » en même temps que « d'escuyers ».

Les notaires tenaient beaucoup à ce titre, nous voyons en effet ceux qui le possèdent ne jamais manquer de le mettre dans leurs actes, et ceux qui ne le possèdent pas, s'efforcer de l'obtenir, notamment les notaires de Rennes qui n'eurent satisfaction que le 4 avril 1789.

Exemptions. — Pour qu'ils ne fussent pas dérangés de leurs fonctions, pour que la conservation de leurs minutes ne fût pas mise en péril par la présence d'étrangers dans leurs maisons, et aussi pour leur manifester sa bienveillance, la royauté avait accordé aux notaires de certaines villes importantes diverses exemptions.

A Paris notamment, en vertu des lettres patentes d'Henri III du 12 décembre 1577, réunissant les fonctions de notaires gardes-notes aux offices de notaires au Châtelet de Paris, ceux-ci étaient « affranchis et exemptés « de loger en leurs maisons aucunes personnes de quelque « qualité ou condition qu'elles soient. »

Et l'édit d'août 1673 de réunion des fonctions de greffiers des conventions, plus explicite les exempte : « de « tous logements de gens de guerre, tant en leurs mai-
« sons de Paris qu'en celles de la campagne ; même des

« officiers de la Cour et suite de Sa Majesté ; d'autant
« qu'il importe au public que les minutes des contrats et
« autres choses dont les dits notaires sont dépositaires,
« soient et demeurent en sûreté » (1).

En outre, l'édit de création des notaires gardes-notes de 1575 avait déchargé ceux-ci « de toutes tutelles, curatelles, établissements de commissaires et autres charges et fonctions publiques, sans qu'ils soient tenus, ne puissent être contraints les accepter pour quelque occasion que ce soit, sinon de leur gré et consentement ».

Les offices de gardes-notes ayant été réunis à ceux des notaires au Châtelet de Paris en 1577, ces derniers jouirent alors de ces exemptions, sauf de l'exemption de tutelle, cet édit n'ayant été enregistré par le Parlement que sous la suppression de l'exemption de tutelle ; mais ils bénéficièrent de cette dispense plus tard, les greffiers des conventions, dont les fonctions furent réunies à celles des notaires de Paris en août 1673, ayant été créés avec dispense : « de tutelle, curatelle, guet, garde et toutes autres charges publiques, pour leur donner moyens d'exercer leurs offices avec assiduité et sans distraction ».

Toutes ces exceptions furent confirmées aux notaires de Paris par divers édits ou déclarations postérieurs et notamment par lettres en forme d'Edit de Louis XV

(1) LANGLOIX, *op. cit.*, chapitre x. Et pour les textes : Recueil des Chartes à la fin du volume de Langloix.

d'avril 1736 (1), qui ne furent enregistrées au Parlement que sous la réserve qu'on ne pourrait comprendre sous les termes de fonctions publiques : « les fonctions de « marguilliers, commissaires des pauvres, et autres fonctions de religion, de piété et de charité ».

Les notaires de Paris ont été une dernière fois confirmés dans ces dispenses par lettres de Louis XVI de mai 1778.

Au XVIII^e siècle, les notaires au Châtelet de Paris avaient aussi, comme bourgeois de cette ville, le privilège de ne pas être soumis à la taille « à raison de leurs châteaux et « maisons de campagne et de l'exploitation qu'ils pouvaient faire de clos fermés de murs, fossés ou haies, « joignant immédiatement les dits châteaux et maisons « de campagne » (2).

En outre, les provisions et deniers qu'ils tiraient de leurs fermes et métairies étaient francs de droit en entrant à Paris, ils jouissaient des droits du pied fourchu, et leurs enfants et domestiques n'étaient soumis à aucune corvée urbaine (3).

Certaines de ces exemptions dont bénéficiaient les notaires au Châtelet de Paris avaient été aussi accordées aux notaires de quelques autres villes.

(1) LANGLOIX, *op. cit.*, chapitre XI. Et pour les textes voir le recueil de Chartes à la fin du volume de Langloix.

(2) Edmond LECOMTE, *Les Notaires, op. cit.* « Privilèges accordés autrefois aux notaires ».

(3) DE BAST, *Origines judiciaires, op. cit.*

Ainsi, en 1677, quand Louis XIV supprima les anciens notaires et tabellions de Normandie, et créa de nouveaux notaires sous le nom de « notaires gardes-notes », il leur octroya l'exemption de collecte, de taille et autres impositions et charges personnelles, telles que tutelle, curatelle, etc... (1) ; ils étaient en outre dispensés des fonctions de marguilliers-comptables (2).

Les notaires de Rennes depuis 1575 étaient exempts de collecte, taille, tutelle et curatelle. Louis XIV, par Lettres Patentes du 25 mars 1695, les avait confirmés dans ces exemptions et leur avait en outre accordé celle de logement des gens de guerre et celle de garde et de patrouille (3).

Ces exemptions de garde et patrouille ne devaient pas être à dédaigner, nous voyons en effet en 1767 les notaires d'Amiens faire tout leur possible pour se soustraire à ce service, ils entament un procès avec la ville, mais par sentence du Procureur du roi de la ville et police d'Amiens, ils sont condamnés à continuer ce service ; ils en appellent au bailliage ; il fallut, en définitive, une ordonnance du roi pour les débouter de leurs prétentions.

Garde gardienne. Committimus. Sel. — Le droit de

(1) BARABÉ, *op. cit.* « Notaires gardes-notes ».

(2) Cette dispense devait avoir une assez grande importance, car certaines personnes la payaient 300 livres et plus.

BARABÉ, *op. cit.* « Droits et privilèges des anciens notaires en général et particulièrement en Normandie ».

(3) NOUËL DE KÉRANGUÉ, *op. cit.* « Exemption ».

garde gardienne, qui appartenait aux notaires de Paris, était le droit pour eux de faire commettre toutes leurs causes, de quelque nature qu'elles fussent, pourvu qu'elles fussent relatives à l'exercice de leurs fonctions, qu'ils fussent demandeurs ou défendeurs, en première instance au Châtelet de Paris devant le Prévôt, et en appel au Parlement de Paris.

Ce droit était sans réserve, et nous citerons pour montrer son étendue les termes de la déclaration de Louis XIV du 20 août 1673 (1) qui le confirmait :

« Ordonne que toutes les causes et procès civils et
« criminels, mus et à mouvoir contre les dits notaires
« (du Châtelet de Paris), ou contre aucuns d'eux concer-
« nant leur ministère et les fonctions de leurs offices,
« soient à l'avenir introduits, instruits et jugés en 1^{re} ins-
« tance au Châtelet de Paris, et par appel en la Cour de
« Parlement dudit lieu, comme leurs juges naturels et
« ordinaires, auxquels Sa Majesté, en a d'abondant attri-
« bué toute cour, juridiction et connaissances, et icelle
« interdite à tous ses autres juges ; sans qu'ils puissent
« en être distraits, ni évoqués, traduits ou renvoyés
« ailleurs sous prétexte de parentés, insinuations, con-
« nexités, interventions ou dépendances, et pour quel-
« qu'autre cause et occasion, et sous quelque prétexte
« que ce puisse être, et en conséquence que les causes ou
« procès civils ou criminels pour ce qui concernera le

(1) LANGLOIX. Voir au recueil des Chartes à la fin du volume.

« fait des dits notaires seulement soient instruits et jugés aux dits Châtelet et Parlement de Paris, séparément d'avec les dits procès principaux en quelque cour et juridiction que les dits procès principaux soient pendants, nonobstant toutes évocations données et à donner du propre mouvement de Sa Majesté, ou jugées et à juger en son Conseil avec connaissance de cause sur parentés et alliances, ou autrement ; et tous privilèges, ordonnances, édits, déclarations, arrêts, règlements et autres choses à ce contraires ; auxquels, même à l'ordonnance criminelle du mois d'août 1670 et aux dérogatoires des dérogatoires, Sa Majesté a dérogé pour ce regard seulement ».

Ce droit était très important pour les notaires de Paris qui instrumentaient dans tout le royaume, et qui, dans ces conditions, auraient pu être obligés à de longs déplacements pour soutenir leurs procès.

Il leur avait été accordé par les lettres patentes de Charles VI d'avril 1411, où celui-ci prenait les notaires de Paris sous sa sauvegarde, ainsi que nous l'avons vu ci-dessus : il fut confirmé aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècle par divers actes royaux, et notamment par la déclaration de 1673 que nous venons de rapporter, et au ^{xviii}^e siècle par déclaration de Louis XIV de mai 1706 et par lettres en forme d'édit de Louis XV d'avril 1736 ; en outre ce droit fut maintenu par diverses décisions judiciaires (1).

(1) Tous ces actes royaux et ces décisions judiciaires sont énumérés dans LANGLOIX, *op. cit.*, chapitre XII.

Les notaires de Paris, ou du moins certains d'entre eux, avaient aussi le privilège de *Committimus* aux requêtes du Palais à Paris, privilège accordé par Louis XIV aux 12 notaires du Châtelet de Paris les plus anciens en réception, suivant édit de février 1693, réunissant les fonctions de notaires apostoliques aux offices de notaires de Paris (1).

Enfin les notaires au Châtelet de Paris, et ceux qui, n'exerçant plus, avaient obtenu des *lettres d'honoraires* avaient droit à un minot de sel de franc salé, et les veuves des uns et des autres à un demi minot, aux termes de l'édit de Louis XIV d'août 1673, réunissant les offices de greffiers des conventions à ceux des notaires au Châtelet de Paris (2).

Un privilège analogue était accordé à la Compagnie des notaires de Rouen, qui avait le droit de se faire délivrer un boisseau de sel dans le courant de septembre à octobre de chaque année (3).

Honoraires. — Nous avons peu de chose à dire des honoraires des notaires au XVIII^e siècle. Ils étaient fixés par des tarifs arrêtés en conseil du roi pour les actes les

(1) LANGLOIX, *op. cit.*, chapitre XIII.

(2) LANGLOIX, *op. cit.*, chapitre XIV. Ce sel était appelé franc salé, parce qu'il était vendu à ceux qui y avaient droit, franc de tous impôts, à peu près au prix coûtant.

(3) BARABÉ, *op. cit.* Droits et privilèges des anciens notaires, etc. « Marguillier-Sel ».

Edmond LECOMTE, *op. cit.*

plus courants ; pour les actes non prévus à ces tarifs ils pouvaient être fixés par le juge.

La seule chose intéressante à signaler en cette matière est le changement apporté dans la façon de calculer ces honoraires au cours de l'évolution du notariat sous l'Ancien Régime.

Tandis qu'au XVIII^e siècle (à part les actes simples, dans lesquels il n'est pas énoncé de sommes ou valeurs, et qui sont soumis à un honoraire fixe) la plupart des actes notariés sont tarifés d'après les sommes ou valeurs qui sont énoncées dans l'acte ; au début du notariat il n'en était pas de même, l'honoraire était fixé d'après le travail matériel qu'avait nécessité sa confection ; ainsi aux termes de l'ordonnance de Philippe le Bel du 23 mars 1302 (article 29), les notaires ne peuvent prendre plus d'un denier par trois lignes, et la ligne doit être au moins de la longueur de la paume de la main et contenir 70 lettres ; si elle est plus longue et contient plus de lettres, l'honoraire doit être pris en conséquence, il peut être par exemple d'un denier par deux lignes.

Un peu plus tard les honoraires furent généralement fixés à tant par rôle ou par peau de parchemin.

Une Ordonnance de Charles VIII, de 1485, fixe des maxima à ce tarif, les actes s'étant sans doute allongés, elle défend aux notaires, sous peine d'amende arbitraire et de restituer le double, d'exiger désormais « pour
« la grosse des lettres de simples contrats et de procu-

« rations signées d'un seul notaire, outre la somme de
« 2 sols, des procurations et d'autres lettres communes
« signées de deux notaires, outre 2 sols 8 deniers parisis
« et des brevets des dites lettres outre la somme de
« 16 deniers ».

Mais jusqu'au xvi^e siècle on ne trouve pas de tarif d'honoraires basé d'après les sommes ou valeurs énoncées dans l'acte ; ce n'est qu'en 1519 que nous trouvons un premier essai mais très timide de tarif ainsi établi ; la Cour du Parlement ayant ordonné qu'il serait attribué aux notaires de Normandie « 3 sols pour les contrats « non excédant en sort principal la somme de dix livres ; et pour ceux au-dessus, 20 sols tournois pour « chaque peau » (1).

En plus des honoraires d'actes les notaires avaient droit à des honoraires de vacations quand ils se déplaçaient en dehors de leur étude.

En vertu d'une ordonnance de février 1321 et de celle de Charles VIII de 1485, les notaires devaient inscrire, sur chacun de leurs actes, l'honoraire qu'ils avaient perçu pour sa confection ; cette disposition était en général observée, on trouve cette mention sur les minutes jusqu'au milieu du xvii^e siècle et sur les brevets, les grosses et expéditions jusqu'à la fin de l'Ancien Régime. Ces mentions, d'abord courtes et réduites le plus

(1) BARABÉ, *op. cit.* « Forme et taxe des actes ».

souvent à un chiffre, furent, à partir du xv^e siècle, rédigées sous forme de reçu.

Nous avons terminé l'étude du notariat au xviii^e siècle, nous n'avons pu nous limiter au cours de cet ouvrage à cette seule période, et bien souvent nous avons été obligés de remonter beaucoup plus loin pour montrer l'évolution des institutions, et faire comprendre comment elles étaient arrivées à l'état où nous les avons trouvées à la fin de l'Ancien Régime.

Tout cet édifice si lentement et si péniblement élevé, fut complètement renversé à la Révolution française, dont plusieurs notaires furent parmi les innocentes victimes et notamment à Paris, M^e Brichard, M^e Chaudot et M^e Martin (1).

L'Assemblée Nationale Constituante, dans un décret du 29 septembre 1791 sanctionné par le roi le 6 octobre suivant, posa les nouveaux principes qui devaient régir le notariat.

Mais ces nouvelles règles sorties de toutes pièces du cerveau des législateurs d'alors, édictées plutôt dans un besoin de détruire tout ce qui pouvait rappeler le passé, que par nécessité, et n'étant pas adaptées aux besoins et aux habitudes, ne devaient être appliquées que peu de temps.

Une expérience de douze ans suffit, et l'on fut, pour le

(1) DE BAST, *op. cit.*, à la fin de son ouvrage raconte la mort de ces trois notaires.

notariat, comme on l'a été depuis et comme on le sera encore pour beaucoup d'autres institutions, obligé de reprendre les principes anciens.

La loi du 25 ventôse an XI (16 mars 1803), qui régit encore le notariat à l'heure actuelle, reproduit la plupart des règles fondamentales que nous venons d'étudier au cours de cet ouvrage, et qui gouvernaient l'institution du notariat au XVIII^e siècle. Quelques articles de cette loi ne semblent même que la reproduction de certaines des dispositions que nous venons d'examiner au cours de cette étude.

Ce fait ne peut d'ailleurs surprendre si l'on songe que grâce à la Coutume, et grâce à la souplesse du pouvoir législatif, représenté par le roi, qui, par sa seule volonté, par ordonnance, décret, lettres patentes, etc..., et sans mettre en mouvement une ou plusieurs chambres de représentants de la nation, pouvait abroger ou modifier une disposition mauvaise, on était parvenu à la fin de l'Ancien Régime à adapter les institutions aux besoins de la vie, à les mouler, pour ainsi dire, sur les mœurs.

Vu : le président de la thèse,

Paris, 25 nov. 1911,

E. CHÈNON

Vu : le doyen,

P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer

le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.

L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE (1)

I. — Ouvrages antérieurs à la Révolution.

Chartres, lettres et titres des pouvoirs et facultez attribués par les Roys aux Notaires, gardenottes au Chastelet de Paris (Bibliothèque Chambre des Notaires de Paris).

DELARUE. — *Extrait des délibérations et arrêtés de l'Ancienne Compagnie des notaires de Paris* (par M^e Delarue au dire de M^e Thomas) xviii^e siècle (Manuscrit Biblioth. Ch. des not. de Paris).

Notes sur les usages de la Corporation des notaires du Châtelet, xviii^e siècle (Manuscrit Biblioth. Ch. des not. de Paris).

Recueil de discours prononcés et d'avis donnés dans les Assemblées des notaires du Châtelet de Paris, xviii^e (Manuscrit, même Bibliothèque).

Recueil de notes sur les droits et fonctions des notaires, par ordre alphabétique, commencé par M^e Delarue, xviii^e, 2 volumes (Manuscrit, même Bibliothèque).

(1) Il ne nous a pas paru nécessaire de dresser une bibliographie des sources de notre étude ; les ordonnances, lettres patentes, décrets ou autres actes royaux, arrêts, jugements ou autres décisions judiciaires de quelque importance, que nous avons cités dans cet ouvrage, se trouvant réunis dans le *Recueil de Chartes*, placé à la fin du *Traité de Langlois*, et dans la « Suite » de ce traité par REGNAULT (voir bibliographie des ouvrages antérieurs à la Révolution).

Registre des offices et pratiques des Conseillers du Roy, Notaires au Châtelet de Paris, rédigé en 1785, par M^e Delarue, notaire, l'un des syndics de sa Compagnie, xviii^e, 2 volumes (Manuscrit, même Bibliothèque).

Divers arrêts sur le tabellionage (même bibliothèque).

FONTANON. — *Edits et ordonnances des Roys de France depuis Saint Loys jusqu'à présent, 1580* (Biblioth. Faculté de Droit de Paris).

Inventaire des titres et chartres de la Compagnie des Conseillers du Roy, notaires, gardes-notes et gardes-scel de Sa Majesté au Châtelet de Paris, 1738 (Manuscrit, Biblioth. Ch. des not. de Paris).

LANGLOIX (Simon-François). — *Traité des droits, privilèges et fonctions des Conseillers du Roy, Notaires, Gardes-notes et Gardes-scel de Sa Majesté au Châtelet de Paris, avec le recueil de leurs Chartres et titres*, Paris, 1738, 1 volume in-4^o (Biblioth. Faculté de Droit de Paris et Manuscrit Biblioth. Ch. des Not. de Paris).

LEVESQUE (Guil.). — *Chartres, lettres, titres et arrêts de l'antiquité, chapelle, droicts, fonctions, pouvoirs, exemptions et privilèges des notaires, gardes-notes au Châtelet de Paris* (Bibliot. Ch. des Not. de Paris).

LOISEAU. — *Traité des Offices* (Biblioth. Fac. de Droit de Paris).

Procès entre les notaires au Châtelet de Paris et les notaires au Châtelet d'Orléans (Biblioth. Ch. des Not. de Paris).

Recueil factice de pièces imprimées et manuscrites sous ce titre, Notaires et avoués ; Inventaires, liquidations, partages et ventes, xviii^e et xix^e (Manuscrit Biblioth. Ch. des Not. de Paris).

Recueil de mémoires et jugements concernant les Compagnies de Notaires, notamment celle de Paris (Biblioth. Ch. des Not. de Paris).

Registre concernant les droits et fonctions des notaires, 1783 (Manuscrit Bibliot. Ch. des Not. de Paris).

REGNAULT (Eugène-Louis). — *Suite du Traité de Langloix* (Manuscrits Biblioth. Ch. des Not. de Paris).

Sommiers ou Recueils et Mémoires relatifs au différend entre les No-

taires au Châtelet de Paris et les Notaires d'Orléans, xviii^e (Manuscrits Bibliot. Ch. des Not. de Paris).

Statuts et règlements de la Communauté des Conseillers du Roy, Notaires, Gardes-notes de Sa Majesté au Châtelet de Paris, 1681-1813 (Biblioth. Ch. des Not. de Paris).

Stile et Protocolle des Notaires, Tabellions, Greffiers, Sergents, et autres praticiens (même Bibliothèque).

II. — Ouvrages contemporains.

AMIAUD (Albert). — *Recherches bibliographiques sur le Notariat* (Biblioth. Fac. de droit de Paris).

AVIGNON (Léon). — *Des origines du Notariat. Thèse*, Grenoble, 1882 (Biblioth. Fac. de droit de Paris).

BAST (DE). — *Origines judiciaires. Essai historique, anecdotique et moral, sur les notaires, les avoués, les agréés, les huis-siers, les greffiers et autres officiers ministériels*, Paris, 1855 (Biblioth. Fac. du droit de Paris).

BARABÉ. — *Recherches historiques sur le Tabellionage royal, principalement en Normandie, et sur les divers modes de contracter au Moyen Age*, Paris, 1863 (même Bibliothèque).

BERGÉ. — *Histoire du Notariat* (même Bibliothèque).

BERNARD (Henri). — *Le Tabellionat*, Grenoble, 1889, in-8° (Bibliothèque Nationale).

BOUARD (DE). — *Etude de Diplomatique sur les actes des Notaires du Châtelet de Paris*, Paris, 1910.

BOUNAIX (François). — *Des tabellions à Rome et de la force probante de leurs actes. Des formalités des actes notariés en droit français. Thèse*, Toulouse, 1884.

BRIAND (Charles). — *Etude historique et critique de l'institution du notaire en second et des témoins instrumentaires, Thèse*, Paris, 1904.

CHARRIER (H.). — *Le Notariat Français, son organisation, son rôle, réformes proposées. Thèse*, Paris, 1905.

- COPPIN. — *Les Origines du Notariat français*. Thèse, Douai, 1884.
Des Notaires au Moyen Age, 1845, in 8° (Biblioth. Fac. de Droit de Paris).
- DOUARCHE (A.). — *Etude sur les anciennes minutes des notaires, leur conservation et leur communication* (Bibliothèque Nationale), Paris, 1895, in-8°.
- DUCHUET. — *Notice historique sur le Notariat*. Pour servir de complément à l'opuscule publié sous ce titre par le Dr Wladimir Pappafava, Paris, 1884, in-8° (Bibliothèque Nationale).
- ESNAULT (Abbé). — *Inventaire des minutes anciennes des notaires du Mans (xvii^e et xviii^e) dressé par l'abbé Gustave René Esnault, publié et annoté par l'abbé Em. Louis Chambois*. Le Mans, 1895-1896, in-8° (Bibliothèque Nationale).
- FABRE (Euryale). — *De l'origine et de l'institution du Notariat*, Clermont, 1849 (*Journal des Notaires*, 13 juin 1849 et suivants).
- FABRY. — *Le Tabellionage dans le Verdunois* (Chambre des Notaires de Verdun).
- FAVARD DE LANGLADE. — *Opinion sur l'origine et l'établissement des notaires*, Paris, 1803 (Biblioth. Fac. de Droit de Paris).
- FLACH (Georges). — *Le Notariat en Alsace-Lorraine, étude historique et critique*, Strasbourg, J. Noirel, 1874, in-8° (Bibliothèque Nationale).
- GENTY (Lucien). — *La Basoche notariale : origines et histoire du XIV^e siècle à nos jours*, in-8°, 1888 (Biblioth. Nationale).
- GIRARD (E.). — *Trois livres des Offices de France* (Biblioth. Ch. des Not. de Paris).
- GEORGEOTS (A. J. B.). — *Mémoire sur l'institution du Notariat et sur les améliorations dont son organisation actuelle est susceptible*, in-8°, 1863 (Bibliothèque Nationale).
- GUNHAIRE. — *De l'organisation du Notariat*. Thèse, Rennes, 1901, in-8°.
- GUILLAUME. — *Des origines du Notariat*, 1867. Thèse, Province (Biblioth. de Droit de Paris).

- LECOMTE (Edmond). — *Les Notaires ; étude historique et littéraire*, Amiens, Imp. T. Jeanot, 1897, in-16 (Bibliot. Nat.).
- LECOMTE (Médéric). — *Notice sur les études de notaires et les notaires de la Ferté-Milon. Recherches sur l'origine du Notariat*, 1859.
- LOUYOT (M.). — *Recherches historiques sur le Notariat en Lorraine et Barrois. Thèse*, Nancy, 1906.
- MASIRE (Eug.). — *Mémoire sur la propriété des Offices des notaires* (Biblioth. Ch. des Not. de Paris).
- MEILHEURAT. — *Recherches historiques sur les études du Notariat* (Le cabinet historique, décembre 1868).
- MICHOT. — *Origines du Notariat*, Paris, 1878 (Bibliot. Fac. de Droit de Paris).
- NOEL. — *Recherches historiques sur l'origine du Notariat dans le ci-devant duché de Lorraine, et réflexions sur les droits, devoirs et prérogatives des notaires actuels*, Nancy, 1831.
- NOUEL DE KÉRANGUÉ. — *Essai sur la Communauté des notaires royaux et apostoliques de Rennes au XVIII^e siècle. Thèse* Rennes, 1904.
- PAPPAFAVA (Wladimir). — *Etudes historiques et bibliographiques sur le Notariat*, Zara, L. Woditzka, 1895, gr. in-8° (Biblioth. nat.).
- PERRIN (Eugène). — *Compagnie des notaires de l'arrondissement de Marseille. Archives de la Compagnie. Rapport présenté à l'Assemblée Générale du 19 novembre 1888*, Marseille, 1889, in-8° (Biblioth. nat.).
- ROGIER. — *Etude sur les tabellions et la force probante de leurs actes*, 1883 (Thèse, province, Biblioth. Fac. de Droit de Paris).
- ROLLAND DE VILLARGUES. — *Code du Notariat*. 9 volumes in-8° (Biblioth. Fac. de Droit de Paris).
- TAJAN. — *Essai d'histoire et de jurisprudence sur le Notariat*, Paris, 1840 (Biblioth. Fac. de Droit de Paris).
- VIARD (DE). — *Etude sur les origines du Notariat*, Langres, 1877.
- WEBER (A.). — *Documents inédits. Par devant notaire, XVII^e et XVIII^e siècles.....*, Paris, 1888, in-48 (Biblioth. Nat.).

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
CHAPITRE I. — Historique du Notariat	5
1° Dans les pays de droit écrit.	5
2° Dans les pays de coutume	8
A. Dans les Provinces	8
B. A Paris	20
CHAPITRE II. — Des diverses sortes de notaires au XVIII ^e siècle	29
Section I. — Notaires Seigneuriaux	30
Section II. — Notaires Royaux	45
§ 1. — Notaires royaux	46
§ 2. — Tabellions	46
§ 3. — Notaires syndics	48
§ 4. — Commissaires et greffiers aux in- ventaires	50
§ 5. — Notaires de la Prévôté de l'Hôtel ou notaires de la suite de la Cour	54
§ 6. — Gardes-scels, garde des décrets et immatricules <i>ita est</i> au Châtelet de Pa- ris.	57
§ 7. — Notaires royaux apostoliques.	59
CHAPITRE III. — Des notaires royaux. Offices hérédi- taires. Offices casuels. Leur nombre. Conditions re- quisés pour être notaire.	72
Houdard	45

Section I. — Offices héréditaires. Offices casuels	72
Section II. — Nombre des notaires	79
Section III. — Conditions requises pour être notaire.	84
— Conditions d'âge	84
— Conditions de capacité	85
— Conditions de moralité	87
— Autres conditions.	88
CHAPITRE IV. — Section I. — Fonctions des notaires royaux.	90
1 ^o Fonctions de notaire	90
2 ^o Fonctions de tabellion.	109
3 ^o Fonctions de garde-notes.	110
4 ^o Fonctions de garde-scel	118
Section II. — Des Communautés de Notaires.	126
CHAPITRE V. — Des actes notariés	140
1 ^o Généralités. Actes défendus. Actes qui ne peuvent être passés que dans la forme notariée	140
2 ^o Force attachée à l'acte notarié	143
3 ^o Formes à observer pour la réception et la rédaction des actes notariés.	150
— Minutes	157
— Brevets	170
— Grosses	172
— Expéditions.	173
4 ^o Formalités auxquelles étaient soumis les actes notariés	176
1 ^o Sceau	176
2 ^o Contrôle	179
3 ^o Insinuation	183
CHAPITRE VI. — Section I. — Compétence territoriale des notaires	187
Section II. — Responsabilité des notaires	195
CHAPITRE VII. — Prérogatives et honoraires des notaires.	199
— Sauvegarde royale.	199

TABLE DES MATIÈRES

— Non dérogeance à noblesse. . .	201
— Préséance sur les Procureurs . .	203
— Costume	205
— Notaires honoraires	206
— Conseillers du Roi.	206
— Exemptions	207
— Garde Gardienne. Committimus .	210
— Honoraires	213
BIBLIOGRAPHIE	219

